

Une reprise inégale dans un climat de grande incertitude

Un an après le début de la pandémie, les perspectives mondiales restent très incertaines. Les nouvelles mutations du virus et le bilan humain de plus en plus lourd sont préoccupants, même si l'amélioration de la couverture vaccinale suscite l'optimisme. La reprise économique est inégale selon les pays et les secteurs, les perturbations et l'ampleur des mesures de soutien induites par la pandémie ayant varié. Les perspectives ne dépendent pas uniquement de l'issue du combat entre le virus et les vaccins (graphique 1.1), mais elles reposent aussi sur la capacité des mesures économiques déployées à limiter efficacement les dommages durables provoqués par cette crise sans précédent dans un climat de grande incertitude.

La pandémie continue d'infliger un lourd bilan humain

La distanciation physique, les vaccins et les traitements ont contribué à ralentir l'avancée du virus et ont sauvé des vies. Dans le même temps, la crise a révélé des différences marquées dans la capacité des pays à venir en aide à leur population, en particulier ses pans les plus vulnérables. Le nombre de morts, mesuré à plus de 2,5 millions de personnes dans le monde, la surmortalité due à d'autres causes par retard de soin et le chômage élevé ont créé des tensions sociales extrêmes dans le monde entier. La plupart des pays ont commencé à vacciner, ce qui laisse espérer une réduction de la sévérité et de la fréquence des infections, mais la couverture vaccinale varie encore considérablement, et tous les pays ne devraient pas parvenir à une vaccination généralisée en même temps (graphique 1.2).

Une reprise incomplète et à plusieurs vitesses. Les deuxième et troisième vagues d'infection ont obligé de nombreux pays à imposer de nouvelles restrictions depuis les prévisions de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM). Du fait de ce fonctionnement au coup par coup, la reprise est inégale et loin d'être achevée. Bien que, de façon générale, le PIB ait retrouvé une croissance plus forte que prévu au deuxième semestre 2020, il reste nettement inférieur à sa tendance observée avant la pandémie dans la plupart des pays. De plus, les indicateurs

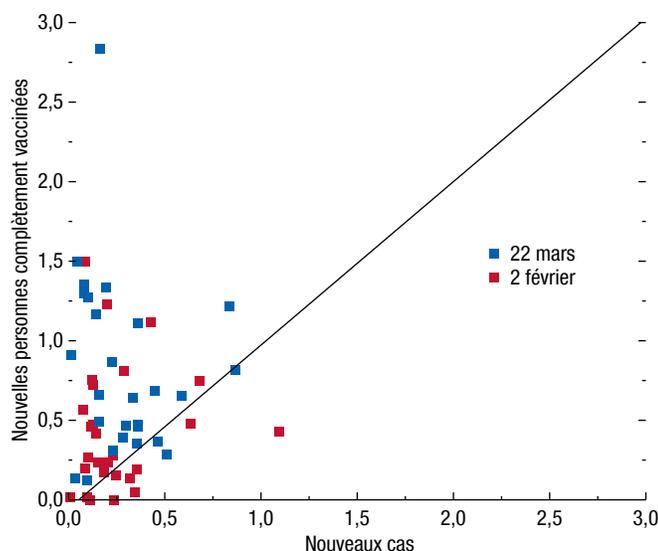
à haute fréquence donnent à penser que cet élan a ralenti dans certains secteurs au début de 2021 (graphique 1.3).

- *Disparités entre pays.* Dans tous les pays, la reprise a été déterminée par l'évolution de la pandémie, les restrictions aux déplacements imposées pour maîtriser sa propagation, et les autres mesures prises par les pouvoirs publics. Les pertes de production ont été particulièrement marquées dans les pays tributaires du tourisme et des exportations de produits de base, ainsi que dans ceux dont la marge de manœuvre était limitée. Avant la crise, beaucoup de ces pays étaient déjà dans une situation budgétaire précaire et avaient peu de moyens de monter une riposte sanitaire majeure, ce qui les a contraints à durcir les confinements pour endiguer la propagation du virus. Des facteurs tels que la proportion d'emplois qui se prêtent au télétravail, la part des emplois dans les petites et moyennes entreprises, la profondeur des marchés des capitaux, la taille du secteur informel et la qualité et l'accessibilité de l'infrastructure numérique ont également joué un rôle, aussi bien dans le ralentissement que dans le rythme de la reprise (graphique 1.4). Ces différences pourraient se traduire par des disparités durables entre pays tant que le monde entier n'est pas venu à bout de cette pandémie. On estime que près de 95 millions de personnes supplémentaires sont passées sous le seuil d'extrême pauvreté en 2020 par rapport aux projections établies avant la pandémie, ce qui inverserait la tendance de réduction de la pauvreté dans le monde observée depuis vingt ans.
- *Différences selon les secteurs.* La forte demande de produits qui facilitent le télétravail et, plus généralement, le déblocage de la demande refoulée de biens durables (les automobiles en particulier), ont été des facteurs essentiels de la reprise mondiale depuis le deuxième semestre 2020 (encadré 1.1). Après un effondrement bref et synchronisé, la production industrielle a retrouvé le niveau qu'elle avait avant la pandémie. La consommation de services qui reposent sur des contacts fréquents est cependant restée en berne alors que la réouverture de nombreuses économies en mai et juin, qui a provoqué un rebond inattendu au troisième trimestre 2020, a aussi déclenché une deuxième vague d'infections et freiné davantage la mobilité durant les

Graphique 1.1. Une course entre virus et vaccins

(Pour mille, moyenne mobile sur 7 jours ; dernière observation : 22 mars 2021)

La course entre le virus et les vaccins a démarré.



Sources : rapports des administrations nationales via *Our World in Data* ; statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19.

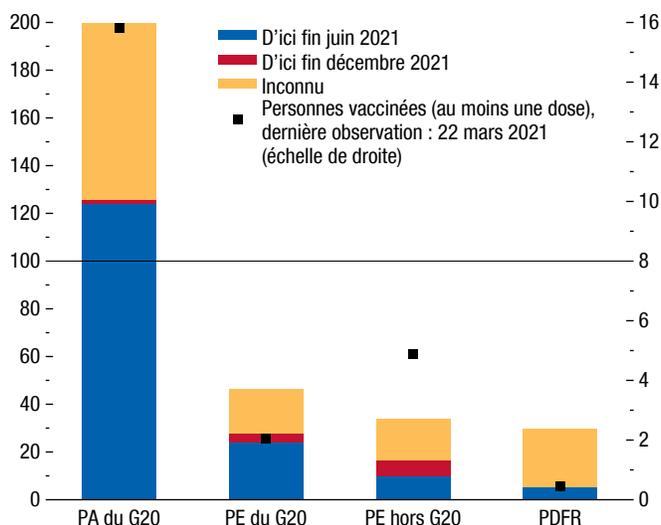
derniers mois de l'année (graphique 1.5). Des secteurs tels que les voyages, les arts, le divertissement, le sport, l'hôtellerie et la restauration et le commerce de détail traditionnel ne fonctionnent pas à plein régime depuis le début de la pandémie et ne se redresseront pas notablement tant que la pandémie n'est pas maîtrisée.

- **Le commerce international** de biens présente des caractéristiques analogues (graphique 1.6). Le volume des échanges de marchandises a retrouvé son niveau d'avant la pandémie, mais le commerce international des services reste morose.
- **Facteurs de vulnérabilité du marché du travail.** La reprise du marché du travail est elle aussi incomplète, le chômage et le sous-emploi demeurant élevés (graphique 1.7). Les pouvoirs publics ont eu beau prendre des mesures extraordinaires de soutien (notamment des dispositifs de maintien dans l'emploi et des subventions salariales), les taux de chômage ont augmenté d'environ 1½ point de pourcentage par rapport à leur moyenne avant la pandémie, aussi bien dans les pays avancés que dans les pays émergents et les pays en développement. Le taux d'activité a également chuté. De plus, le volant de main-d'œuvre véritablement inutilisée pourrait même être supérieur à ce que laissent entendre ces indicateurs, car de nombreux pays ont adopté ou amplifié des programmes de maintien dans

Graphique 1.2. Achats confirmés de vaccins

(En pourcentage de la population)

Les données sur les achats laissent entendre que la majorité de la population des pays émergents ne sera pas vaccinée avant 2022.



Sources : Duke Global Health Innovation Center ; rapports des administrations nationales via *Our World in Data* ; statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19.

Note : Les vaccins sont ceux de Gamaleya, Janssen (Johnson & Johnson), Moderna, Oxford/AstraZeneca, Pfizer/BioNTech, Sinopharm et Sinovac. G20 = Groupe des Vingt ; PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents.

l'emploi (le « *Kurzarbeit* » en Allemagne, par exemple ; voir le chapitre 3).

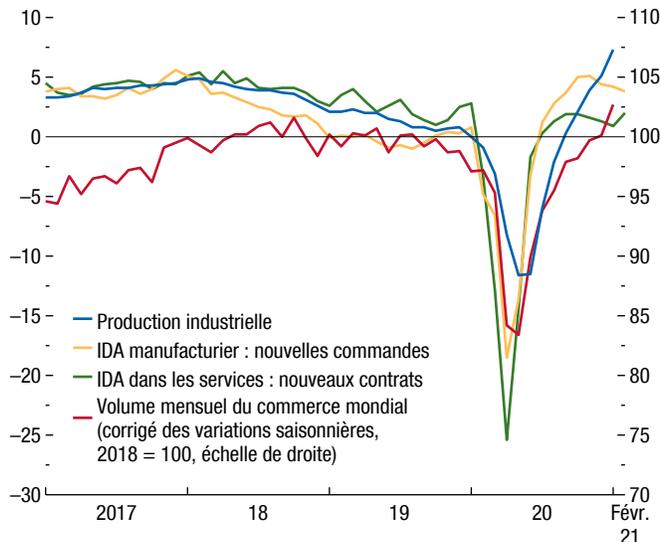
Contraste entre les marchés d'actifs et le reste de l'économie.

À la différence des marchés du travail et des produits, et malgré une volatilité observée depuis peu, les marchés d'actifs ont pris une longueur d'avance, tirés par les mesures de relance et la perspective d'une normalisation au cours de l'année grâce aux vaccins (graphique 1.8). Ce décalage est à double tranchant : l'économie ne reprendra pas si les conditions financières ne sont pas réunies, mais les grandes différences entre les valorisations et les perspectives économiques plus vastes font peser des risques sur la stabilité financière (voir l'édition d'avril 2021 du *Global Financial Stability Report* (GFSR, Rapport sur la stabilité financière dans le monde).

Les disparités au sein des pays creusent les inégalités. Le choc lié à COVID-19 étant asymétrique, l'impact de la pandémie sur l'emploi et les revenus sur les différents groupes de travailleurs a été très inégal. Les jeunes, les femmes et les travailleurs relativement peu qualifiés ont été le plus durement touchés (voir le chapitre 3). Ce sont ces groupes démographiques qui ont le plus souffert dans cette

Graphique 1.3. Indicateurs de l'activité mondiale
(Moyenne mobile sur trois mois ; variation annualisée en pourcentage ; écarts par rapport à 50 pour l'IDA, sauf indication contraire)

Les indicateurs à haute fréquence semblent indiquer que la production manufacturière et le commerce ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie, mais ce n'est pas encore le cas pour le secteur des services.



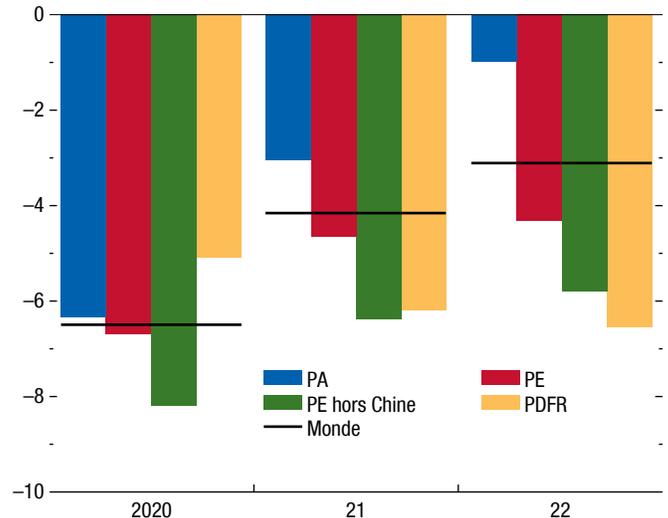
Sources : Bureau néerlandais de l'analyse de la politique économique CPB ; Haver Analytics ; Markit Economics ; calculs des services du FMI.
Note : IDA = indice des directeurs d'achat.

récession, notamment du fait qu'ils occupent essentiellement des emplois dans des services où les contacts sont fréquents et dans le secteur informel (voir les rapports d'octobre 2020 sur les perspectives économiques régionales). Selon toute vraisemblance, les inégalités de revenu ont sensiblement augmenté, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents (voir l'encadré 1.2 de l'édition d'octobre 2020 des PEM). De plus, les pertes d'apprentissage ont été plus marquées dans les pays en développement à faible revenu, où les élèves ont eu plus de mal à faire face aux fermetures d'établissement, en particulier les filles et les élèves de ménages à faible revenu (graphique 1.9). Les revers qu'a subis la scolarisation ont été variés, ce qui pourrait aggraver encore davantage les inégalités de revenu (voir le chapitre 2 du présent rapport et l'édition d'avril 2021 du *Fiscal Monitor* (Moniteur des finances publiques).

Les mesures sans précédent prises par les pouvoirs publics ont permis d'éviter le pire

Une réaction énergique et prompte au niveau mondial. Il y a un an, alors que l'économie mondiale semblait au bord du gouffre, les banques centrales ont rapidement fourni des liquidités et accordé des prêts à toutes sortes d'emprunteurs. Dans le même temps, les autorités budgétaires

Graphique 1.4. Groupes les plus touchés
(Révisions des prévisions de croissance cumulée du PIB par habitant depuis 2019, entre les PEM de janvier 2020 et celles d'avril 2021, en pourcentage)

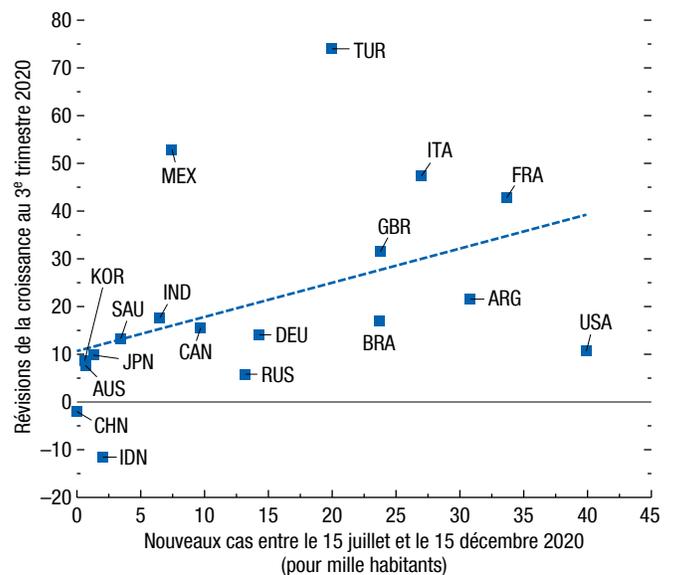


Source : estimations des services du FMI.
Note : Les calculs se fondent sur le PIB réel par habitant (en dollars de 2017 ajustés selon les parités de pouvoir d'achat). PA = pays avancés ; PDFR = pays en développement à faible revenu ; PE = pays émergents ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

Graphique 1.5. Croissance inattendue et rebond des cas de COVID-19

(En points de pourcentage ; taux annuel corrigé des variations saisonnières, trimestre sur trimestre)

La croissance inattendue au troisième trimestre 2020 s'explique en partie par la réouverture de l'économie, qui a entraîné une flambée des contaminations et des mesures de reconfinement à la fin de l'année.

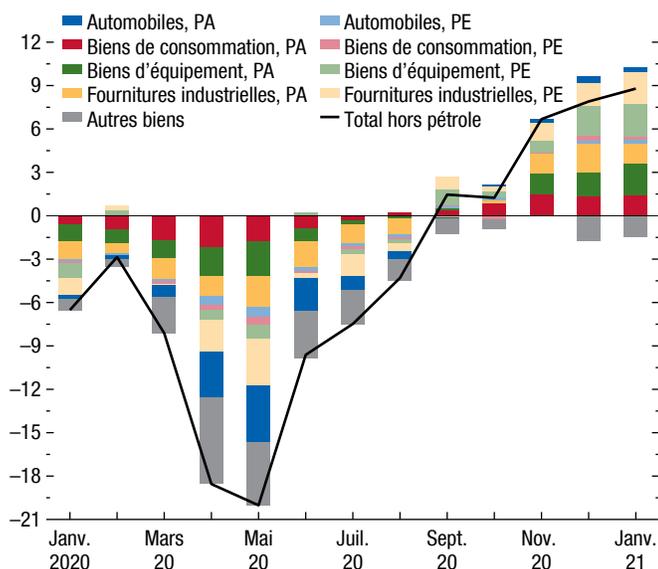


Sources : statistiques de l'Université Johns Hopkins sur la COVID-19 ; calculs des services du FMI.
Note : L'échantillon est constitué des pays du G20. Les révisions des chiffres de la croissance sont la différence entre les prévisions de juin 2020 pour le troisième trimestre 2020 et les premières estimations publiées en janvier 2021. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO). G20 = Groupe des Vingt.

Graphique 1.6. Importations mondiales : contributions par type de marchandises et par région

(Contribution à la variation en pourcentage sur un an, en points de pourcentage ; sur la base de la valeur en dollars)

Le fort rebond du commerce international au deuxième trimestre 2020 s'explique par la libération de la demande refoulée de biens de consommation durable (automobiles) dans les pays avancés et par le redémarrage des chaînes d'approvisionnement dans les pays émergents.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

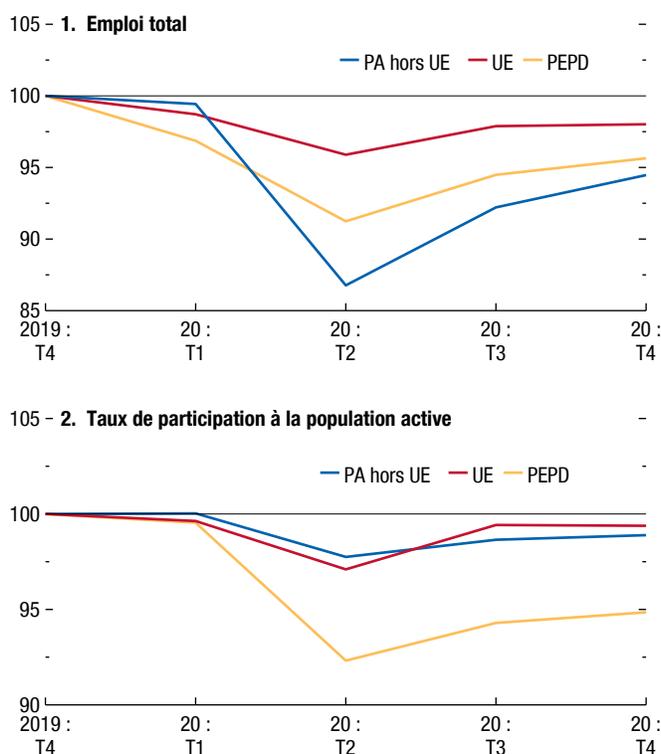
Note : Les pays avancés (PA) compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Hong Kong (RAS), Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Les pays émergents (PE) compris ici sont les suivants : Afrique du Sud, Argentine, Brésil, Chili, Chine, Colombie, Hongrie, Inde, Malaisie, Mexique, Pérou, Philippines, Pologne, Russie, Thaïlande et Turquie.

ont octroyé des aides aux ménages et aux entreprises sous forme de transferts, de subventions salariales et d'apports de liquidités (voir la base de données du Moniteur des finances publiques sur les mesures budgétaires que les pays ont prises face à la COVID-19). Ces mesures ont complété d'autres aspects du dispositif de protection, tels que l'assurance chômage et l'aide alimentaire. Les autorités de régulation financière de nombreux pays ont aidé à maintenir l'accès au crédit en prenant toute une gamme de mesures¹. Les conditions financières ont été globalement favorables (graphique 1.10). Les variations des taux de change ont suivi cette évolution de la propension au risque ; la plupart des monnaies des pays émergents et les monnaies

¹On peut citer notamment l'assouplissement des règles de classification des prêts improductifs et des exigences de provisionnement des banques, la réduction des pondérations des risques sur les prêts garantis par l'État, l'introduction de moratoires sur les procédures de faillite (voir la section « Priorités ») et l'assouplissement des exigences de fonds propres des banques (réduction des volants macroprudentiels et précisions sur le traitement du non-respect de la constitution de volants de fonds propres).

Graphique 1.7. Emploi et participation à la population active (Indice, 4^e trimestre 2019 = 100)

Il reste fort à faire pour résorber l'écart en matière d'emploi.



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

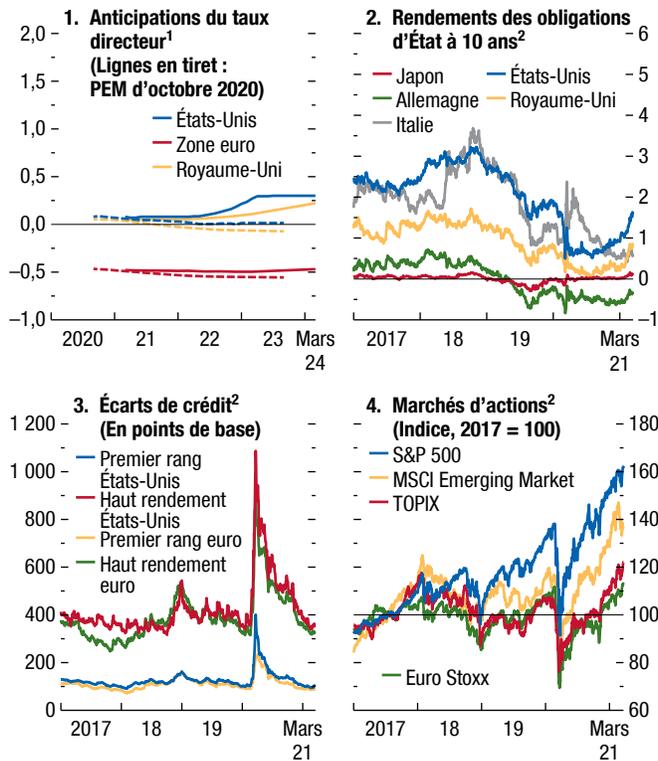
Note : Sur la base de 68 pays pour la page 1 et de 48 pays pour la page 2, selon une série trimestrielle corrigée des variations saisonnières. Les taux de participation à la population active portent sur les personnes âgées de 15 à 64 ans et les indices sont pondérés en fonction de la population, selon les derniers chiffres de la base de données des PEM. Là où les données pour le 4^e trimestre 2020 ne sont pas encore disponibles, les chiffres du 3^e trimestre sont utilisés. PA = pays avancés ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; PEPD = pays émergents et pays en développement ; UE = Union européenne.

des exportateurs de produits de base se sont appréciées, tandis que le dollar s'est déprécié depuis avril dernier (graphique 1.11). Tous ces éléments ont contribué à limiter l'amplification de ce choc.

Mission non (encore) accomplie. D'après les estimations des services du FMI, les mesures prises par les pouvoirs publics (stabilisateurs automatiques, mesures discrétionnaires et mesures prises relatives au secteur financier notamment) ont fait augmenter la croissance mondiale de 6 points de pourcentage environ en 2020. Il est difficile de le savoir avec précision, mais on peut dire que sans ces mesures, la contraction de l'économie mondiale aurait pu être trois fois plus prononcée. Malgré ce vaste soutien et alors qu'une reprise s'est engagée depuis le milieu de 2020, le chômage et le sous-emploi demeurent élevés. Même s'il a été délicat d'estimer les écarts de production

Graphique 1.8. Pays avancés : situation monétaire et situation des marchés financiers
(En pourcentage, sauf indication contraire)

Les conditions financières indiquent la persistance d'un décalage entre les marchés financiers et l'économie réelle.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; Haver Analytics ; Refinitiv Datastream ; calculs des services du FMI.

Note : MSCI = Morgan Stanley Capital International ; PEM = *Perspectives de l'économie mondiale* ; S&P = Standard & Poor's ; TOPIX = indice des cours des actions à Tokyo.

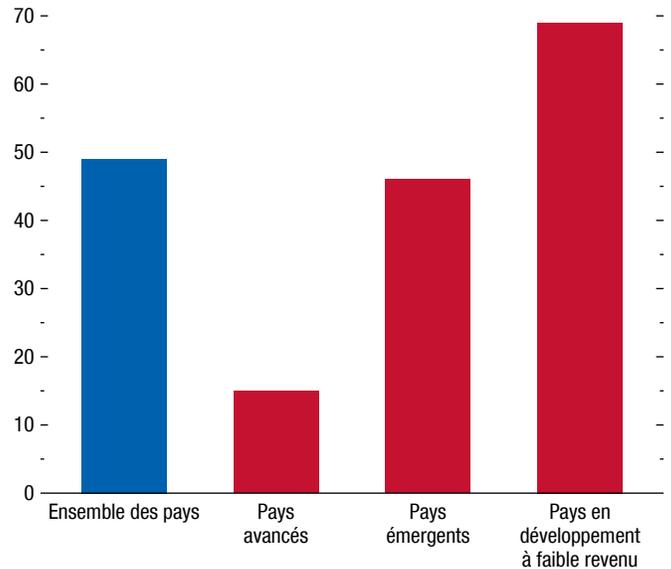
¹Les anticipations reposent sur les contrats à terme sur le taux des fonds fédéraux pour les États-Unis, le taux interbancaire moyen au jour le jour en livre sterling pour le Royaume-Uni et le taux interbancaire à terme en euro pour la zone euro ; mis à jour le 17 mars 2021.

²Les données vont jusqu'au 17 mars 2021.

durant la crise (la distanciation physique et le ralentissement des activités reposant sur les contacts ayant entraîné une contraction aussi bien de l'offre que de la demande), ces éléments suggèrent une sous-utilisation considérable des capacités de production (graphique 1.12). Il reste encore beaucoup à faire pour que la reprise soit complète. La tâche des décideurs est particulièrement complexe compte tenu de la grande incertitude qui entoure les perspectives et, pour de nombreux pays, de la possibilité d'amortir les répercussions sur les revenus en alternant de nouveau des périodes de freinage et d'accélération alors qu'ils disposent d'une marge de manœuvre bien plus étroite qu'au début de la crise.

Graphique 1.9. Pertes mondiales d'apprentissage imputables à la pandémie de COVID-19
(Nombre moyen de jours d'éducation manqués en 2020)

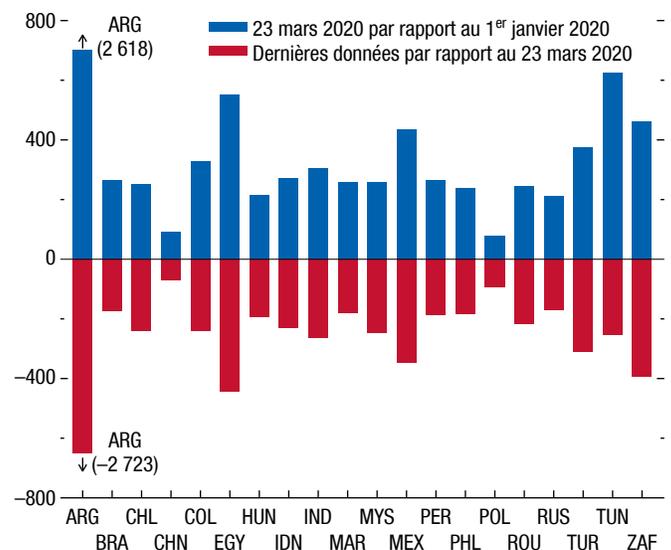
Les pertes d'apprentissage ont été plus graves dans les pays en développement à faible revenu.



Sources : enquête UNESCO–UNICEF–Banque mondiale sur les ripostes nationales aux fermetures d'écoles liées à la COVID-19 ; calculs des services du FMI.

Graphique 1.10. Variation des écarts EMBI
(En points de base)

Pour les pays émergents, les conditions financières ont presque retrouvé leur niveau d'avant la crise.

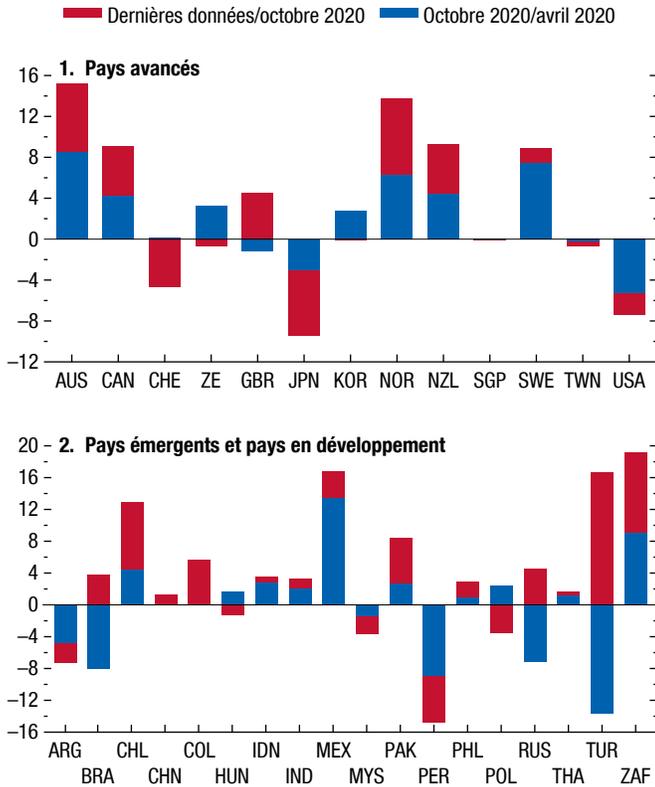


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.

Note : Les données vont jusqu'au 17 mars 2021. EMBI = JP Morgan Emerging Markets Bond Index. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Graphique 1.11. Variation des taux de change effectifs réels, avril 2020–mars 2021
(En pourcentage)

Les fluctuations des principales monnaies ont suivi l'évolution de la propension au risque et les différences d'orientation de la politique monétaire.



Source : calculs des services du FMI.
Note : Une différence positive indique une appréciation. Les dernières données disponibles datent du 19 mars 2021. ZE = zone euro. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

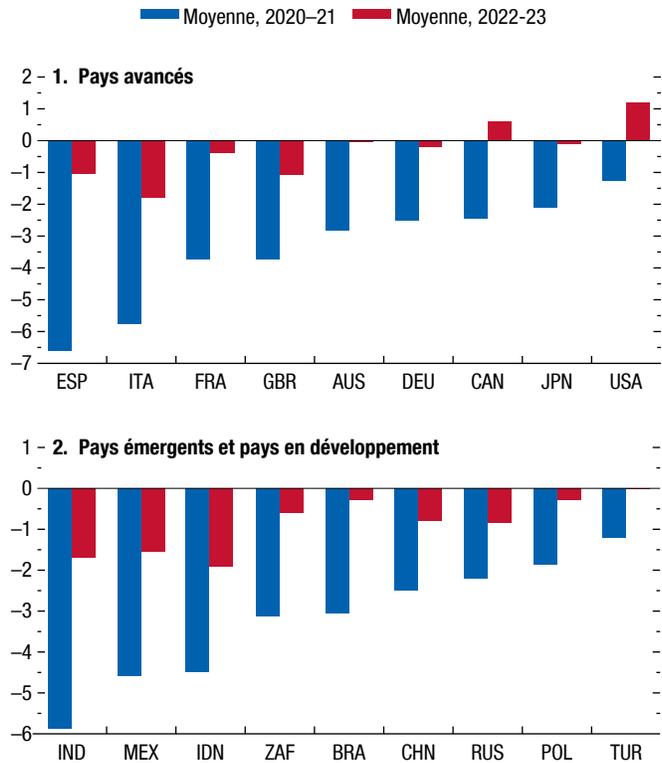
Perspectives : nouvelles disparités et défis pour les pouvoirs publics

Une grande incertitude entoure les perspectives mondiales. Outre la série habituelle de chocs idiosyncratiques présents dans toute prévision, l'évolution future dépendra 1) de la trajectoire de la pandémie, 2) des mesures que prendront les pouvoirs publics, 3) de l'évolution des conditions financières et des cours des produits de base et 4) de la capacité de l'économie à s'adapter aux obstacles sanitaires qui freinent l'activité. Le flux et reflux de ces facteurs, et leurs liens avec les caractéristiques propres à chaque pays, détermineront le rythme de la reprise et l'ampleur des séquelles à moyen terme.

Un accès inégal aux vaccins. À partir des données sur la passation des marchés et de l'état d'avancement de la vaccination, le scénario de référence suppose que la distribution

Graphique 1.12. Projections des écarts de production, 2020–23
(En pourcentage du PIB potentiel)

Une sous-utilisation considérable des capacités de production est attendue dans les pays avancés comme dans les pays émergents et les pays en développement.

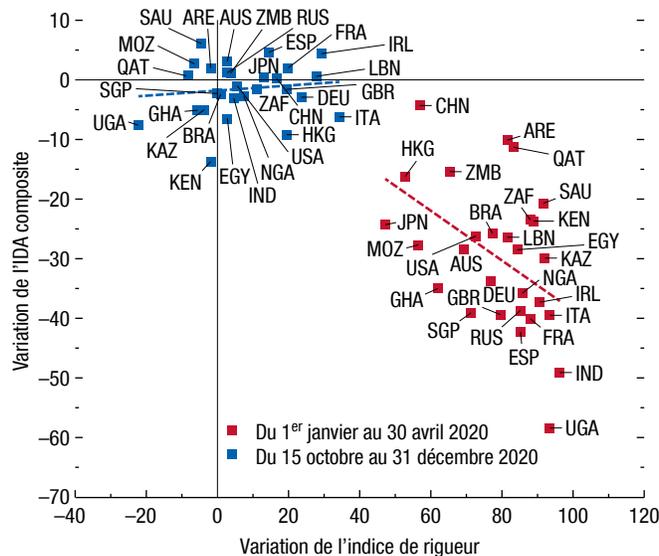


Source : estimations des services du FMI.
Note : Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

des vaccins sera échelonnée et inégale selon les régions. Les pays avancés et certains pays émergents devraient disposer de vaccins en grande quantité à l'été 2021, et la plupart des pays d'ici le deuxième semestre 2022. Le scénario de référence repose sur l'hypothèse fondamentale que tous les pays disposeront de vaccins et de divers traitements à des prix abordables. Ce calendrier suppose que grâce à une protection efficace, conjuguée à une amélioration du dépistage et du traçage, la transmission locale sera faible partout d'ici la fin de 2022. Au sein de ce tableau mondial, le déploiement des vaccins sera échelonné selon les régions, certains pays sortant de la crise beaucoup plus tôt que d'autres, et de nouvelles souches imposant des confinements intermittents et localisés avant que les vaccins se généralisent. Ces restrictions devraient avoir moins de répercussions sur l'activité que lors des vagues précédentes, car elles seront plus ciblées, les employés s'adaptent au télétravail et, dans les secteurs où les contacts sont fréquents, l'activité part d'un niveau plus bas qu'au premier semestre 2020 (graphique 1.13).

Graphique 1.13. Effet des confinements sur l'activité : comparaison début/fin, 2020
(Indice)

Vers la fin de l'année, l'activité économique est devenue moins sensible aux restrictions sur les déplacements.

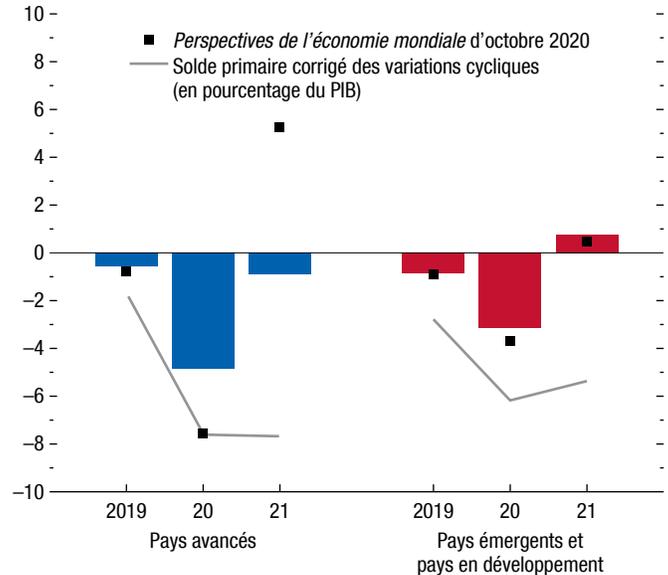


Sources : base de données Markit PMI ; Oxford COVID-19 Government Response Tracker.
Note : Les échantillons comprennent 28 pays pour lesquels les données de l'IDA composite sont disponibles. Une variation positive de l'indice de rigueur (allant de 0 à 100) dénote des mesures plus strictes ; une variation positive de l'IDA composite dénote une expansion relative. IDA = indice des directeurs d'achat. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

Un soutien budgétaire disparate. L'ampleur des mesures de soutien devrait considérablement varier selon les pays (graphique 1.14). Parmi les pays avancés, les États-Unis et le Japon ont annoncé un soutien budgétaire considérable en 2021, et l'Union européenne a décidé de commencer à distribuer les fonds de « Next Generation EU ». Le nouveau plan budgétaire de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait donner une forte impulsion à la croissance aux États-Unis en 2021 et avoir des retombées positives appréciables chez leurs partenaires commerciaux. Le coût du service de la dette devrait rester gérable dans tous les pays avancés, car une partie relativement grande de leur dette est composée d'obligations à long terme dont certaines ont un rendement négatif. Dans les pays émergents et les pays en développement, l'aide budgétaire a été plus limitée et on s'attend généralement à ce que les déficits diminuent avec l'amélioration des recettes et la fin des dépenses liées à la crise qui accompagneront la reprise économique prévue. Une hausse du coût du service de leur dette devrait en outre limiter leur capacité à répondre aux besoins sociaux, sur fond notamment d'augmentation de la pauvreté

Graphique 1.14. Évolution du secteur budgétaire, 2019–21
(Variation du solde budgétaire primaire structurel, en pourcentage du PIB potentiel)

L'orientation de la politique budgétaire devrait rester accommodante en 2021 dans les pays avancés.



Source : estimations des services du FMI.

et d'accroissement des inégalités, ou à remédier au retard d'accumulation de capital humain observé durant la crise.

Des conditions financières globalement favorables. Le scénario de référence suppose que la politique monétaire restera accommodante et ne se durcira que progressivement à mesure que la reprise s'installera (y compris dans certains pays émergents et pays en développement où les cadres d'action sont bien établis et les anticipations inflationnistes bien ancrées). Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 du GFSR, on s'attend à ce que les conditions financières restent globalement favorables dans les pays avancés et dans les pays émergents et les pays en développement. Bien entendu, des risques importants entourent ce scénario favorable (voir la section suivante).

Une hausse des prix des produits de base. Sous l'effet de la reprise attendue de l'activité mondiale, les cours du pétrole devraient augmenter de 30 % en 2021 par rapport à leur creux de 2020, en partie du fait de la baisse de l'offre de l'OPEP+ (Organisation des pays exportateurs de pétrole et autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP, dont la Russie) (graphique 1.15). Les cours des métaux devraient fortement s'accroître en 2021, essentiellement en raison du rebond en Chine. Les prix des denrées alimentaires devraient également repartir à la hausse cette année (voir le dossier spécial sur les produits de base figurant dans ce chapitre).

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	2020	Projections		Différence par rapport à la Mise à jour des PEM de janvier 2021 ¹		Différence par rapport aux PEM d'octobre 2020 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,3	6,0	4,4	0,5	0,2	0,8	0,2
Pays avancés	-4,7	5,1	3,6	0,8	0,5	1,2	0,7
États-Unis	-3,5	6,4	3,5	1,3	1,0	3,3	0,6
Zone euro	-6,6	4,4	3,8	0,2	0,2	-0,8	0,7
Allemagne	-4,9	3,6	3,4	0,1	0,3	-0,6	0,3
France	-8,2	5,8	4,2	0,3	0,1	-0,2	1,3
Italie	-8,9	4,2	3,6	1,2	0,0	-1,0	1,0
Espagne	-11,0	6,4	4,7	0,5	0,0	-0,8	0,2
Japon	-4,8	3,3	2,5	0,2	0,1	1,0	0,8
Royaume-Uni	-9,9	5,3	5,1	0,8	0,1	-0,6	1,9
Canada	-5,4	5,0	4,7	1,4	0,6	-0,2	1,3
Autres pays avancés ²	-2,1	4,4	3,4	0,8	0,3	0,8	0,3
Pays émergents et pays en développement	-2,2	6,7	5,0	0,4	0,0	0,7	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,0	8,6	6,0	0,3	0,1	0,6	-0,3
Chine	2,3	8,4	5,6	0,3	0,0	0,2	-0,2
Inde ³	-8,0	12,5	6,9	1,0	0,1	3,7	-1,1
ASEAN-5 ⁴	-3,4	4,9	6,1	-0,3	0,1	-1,3	0,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,0	4,4	3,9	0,4	0,0	0,5	0,5
Russie	-3,1	3,8	3,8	0,8	-0,1	1,0	1,5
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	4,6	3,1	0,5	0,2	1,0	0,4
Brésil	-4,1	3,7	2,6	0,1	0,0	0,9	0,3
Mexique	-8,2	5,0	3,0	0,7	0,5	1,5	0,7
Moyen-Orient et Asie centrale	-2,9	3,7	3,8	0,7	-0,4	0,7	-0,2
Arabie saoudite	-4,1	2,9	4,0	0,3	0,0	-0,2	0,6
Afrique subsaharienne	-1,9	3,4	4,0	0,2	0,1	0,3	0,0
Nigéria	-1,8	2,5	2,3	1,0	-0,2	0,8	-0,2
Afrique du Sud	-7,0	3,1	2,0	0,3	0,6	0,1	0,5
<i>Pour mémoire</i>							
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	-3,6	5,8	4,1	0,7	0,3	1,0	0,3
Union européenne	-6,1	4,4	3,9	0,3	0,2	-0,6	0,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,4	4,0	3,7	0,9	-0,5	0,8	-0,2
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,4	6,9	5,0	0,5	0,0	0,8	0,0
Pays en développement à faible revenu	0,0	4,3	5,2	-0,8	-0,3	-0,6	-0,3
Volume du commerce mondial (biens et services)	-8,5	8,4	6,5	0,3	0,2	0,1	1,1
Importations							
Pays avancés	-9,1	9,1	6,4	1,1	0,4	1,8	1,3
Pays émergents et pays en développement	-8,6	9,0	7,4	-1,1	0,3	-2,0	1,4
Exportations							
Pays avancés	-9,5	7,9	6,4	1,0	0,2	0,9	1,3
Pays émergents et pays en développement	-5,7	7,6	6,0	-0,7	-0,2	-1,9	0,3
Cours des produits de base (en dollars)							
Pétrole ⁵	-32,7	41,7	-6,3	20,5	-3,9	29,7	-9,3
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	6,7	16,1	-1,9	3,3	-0,4	11,0	-2,4
Prix à la consommation							
Pays avancés ⁶	0,7	1,6	1,7	0,3	0,2	0,0	0,1
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	4,9	4,4	0,7	0,2	0,2	0,1
LIBOR (en pourcentage)							
Dépôts en dollars (6 mois)	0,7	0,3	0,4	0,0	0,0	-0,1	-0,1
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,5	-0,5	0,0	0,1	0,0	0,0
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	-0,1	0,0	0,0	0,1	-0,1	0,0

Source : estimations des services du FMI.

Note : Il est supposé que les taux de change effectifs réels restent aux niveaux observés entre le 18 janvier et le 15 février 2021. Les pays sont classés sur la base de la taille de leur économie. Les données trimestrielles agrégées sont corrigées des variations saisonnières. PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, de la dernière Mise à jour des PEM (janvier 2021) et celles des PEM d'octobre 2020.

²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.

³Pour l'Inde, les données et les prévisions sont présentées sur la base de l'exercice budgétaire, et le PIB, à compter de 2011, est basé sur le PIB aux prix du marché avec l'exercice 2011/12 comme année de référence.

Tableau 1.1. Perspectives de l'économie mondiale : aperçu des projections (suite)
(Variation en pourcentage, sauf indication contraire)

	Sur un an				4 ^e trimestre sur 4 ^e trimestre ⁸			
	2019	2020	Projections		2019	2020	Projections	
			2021	2022			2021	2022
Production mondiale	2,8	-3,3	6,0	4,4	2,5	-0,8	4,5	4,0
Pays avancés	1,6	-4,7	5,1	3,6	1,5	-3,1	4,9	2,3
États-Unis	2,2	-3,5	6,4	3,5	2,3	-2,5	6,3	2,3
Zone euro	1,3	-6,6	4,4	3,8	1,0	-4,9	4,4	2,4
Allemagne	0,6	-4,9	3,6	3,4	0,4	-3,6	3,4	2,8
France	1,5	-8,2	5,8	4,2	0,8	-4,9	4,5	2,6
Italie	0,3	-8,9	4,2	3,6	-0,2	-6,6	4,1	2,1
Espagne	2,0	-11,0	6,4	4,7	1,7	-9,1	7,2	1,5
Japon	0,3	-4,8	3,3	2,5	-1,0	-1,3	2,0	1,8
Royaume-Uni	1,4	-9,9	5,3	5,1	1,2	-7,8	6,5	2,0
Canada	1,9	-5,4	5,0	4,7	1,7	-3,2	4,1	3,8
Autres pays avancés ²	1,8	-2,1	4,4	3,4	2,0	-0,8	3,7	2,3
Pays émergents et pays en développement	3,6	-2,2	6,7	5,0	3,5	1,2	4,0	5,5
Pays émergents et pays en développement d'Asie	5,3	-1,0	8,6	6,0	4,5	3,1	4,6	6,9
Chine	5,8	2,3	8,4	5,6	5,1	6,3	4,4	6,2
Inde ³	4,0	-8,0	12,5	6,9	2,9	-0,7	4,2	9,6
ASEAN-5 ⁴	4,8	-3,4	4,9	6,1	4,5	-2,8	5,6	5,8
Pays émergents et pays en développement d'Europe	2,4	-2,0	4,4	3,9	...	...	...	...
Russie	2,0	-3,1	3,8	3,8	2,9	-3,0	4,6	2,6
Amérique latine et Caraïbes	0,2	-7,0	4,6	3,1	-0,3	-3,5	1,8	2,6
Brésil	1,4	-4,1	3,7	2,6	1,6	-1,2	0,9	2,6
Mexique	-0,1	-8,2	5,0	3,0	-0,8	-4,5	2,6	2,7
Moyen-Orient et Asie centrale	1,4	-2,9	3,7	3,8	...	...	...	...
Arabie saoudite	0,3	-4,1	2,9	4,0	-0,3	-4,1	4,8	4,0
Afrique subsaharienne	3,2	-1,9	3,4	4,0	...	...	...	...
Nigéria	2,2	-1,8	2,5	2,3	1,9	-0,7	3,2	1,6
Afrique du Sud	0,2	-7,0	3,1	2,0	-0,6	-4,2	1,1	2,0
<i>Pour mémoire</i>								
Croissance mondiale calculée sur la base des taux de change du marché	2,4	-3,6	5,8	4,1	2,2	-1,4	4,6	3,4
Union européenne	1,7	-6,1	4,4	3,9	1,4	-4,7	4,7	2,4
Moyen-Orient et Afrique du Nord	0,8	-3,4	4,0	3,7	...	...	...	...
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	3,5	-2,4	6,9	5,0	3,5	1,2	4,0	5,5
Pays en développement à faible revenu	5,3	0,0	4,3	5,2	...	...	...	...
Volume du commerce mondial (biens et services)	0,9	-8,5	8,4	6,5	...	...	...	...
Importations								
Pays avancés	1,7	-9,1	9,1	6,4	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	-1,0	-8,6	9,0	7,4	...	...	...	...
Exportations								
Pays avancés	1,3	-9,5	7,9	6,4	...	...	...	...
Pays émergents et pays en développement	0,5	-5,7	7,6	6,0	...	...	...	...
Cours des produits de base (en dollars)								
Pétrole ⁵	-10,2	-32,7	41,7	-6,3	-6,1	-27,6	30,9	-6,0
Hors combustibles (moyenne fondée sur la pondération des importations mondiales de produits de base)	0,8	6,7	16,1	-1,9	5,0	15,3	4,8	-0,5
Prix à la consommation								
Pays avancés ⁶	1,4	0,7	1,6	1,7	1,4	0,4	1,9	1,7
Pays émergents et pays en développement ⁷	5,1	5,1	4,9	4,4	5,1	3,2	4,4	3,8
LIBOR (en pourcentage)								
Dépôts en dollars (6 mois)	2,3	0,7	0,3	0,4	...	...	...	...
Dépôts en euros (3 mois)	-0,4	-0,4	-0,5	-0,5	...	...	...	...
Dépôts en yen (6 mois)	0,0	0,0	-0,1	0,0	...	...	...	...

⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

⁵Moyenne simple des cours U.K. Brent, Dubai Fateh et West Texas Intermediate. Le cours moyen du pétrole en 2020 était de 41,29 dollars le baril ; les hypothèses retenues, sur la base des marchés à terme, sont les suivantes : 58,52 dollars le baril pour 2021 et 54,83 dollars pour 2022.

⁶Les taux d'inflation pour 2021 et 2022 sont respectivement les suivants : 1,4 % et 1,2 % pour la zone euro ; 0,1 % et 0,7 % pour le Japon ; 2,3 % et 2,4 % pour les États-Unis.

⁷Hors Venezuela. Voir la note pour le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁸Pour la production mondiale, les estimations et projections trimestrielles représentent environ 90 % de la production mondiale annuelle en parités de pouvoir d'achat. Pour les pays émergents et les pays en développement, les estimations et prévisions trimestrielles représentent environ 80 % de la production annuelle des pays émergents et des pays en développement en parités de pouvoir d'achat.

Tableau 1.2. Aperçu des projections des *Perspectives de l'économie mondiale* avec pondération selon les taux de change du marché
(Variation en pourcentage)

	2020	Projections		Différence par rapport à la <i>Mise à jour des PEM</i> de janvier 2021 ¹		Différence par rapport aux <i>PEM</i> d'octobre 2020 ¹	
		2021	2022	2021	2022	2021	2022
Production mondiale	-3,6	5,8	4,1	0,7	0,3	1,0	0,3
Pays avancés	-4,7	5,2	3,6	0,8	0,6	1,4	0,7
Pays émergents et pays en développement	-2,0	6,6	4,9	0,3	0,0	0,4	-0,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-0,1	8,4	5,8	0,2	0,0	0,4	-0,3
Pays émergents et pays en développement d'Europe	-2,3	4,3	4,0	0,5	0,0	0,5	0,6
Amérique latine et Caraïbes	-7,0	4,5	3,1	0,4	0,2	0,9	0,4
Moyen-Orient et Asie centrale	-4,1	3,6	3,6	0,4	-0,3	0,4	-0,1
Afrique subsaharienne	-2,5	3,4	3,8	0,3	0,1	0,3	-0,1
<i>Pour mémoire</i>							
Union européenne	-6,2	4,3	3,8	0,2	0,2	-0,7	0,6
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-4,7	3,8	3,5	0,5	-0,4	0,5	-0,1
Pays émergents et pays à revenu intermédiaire	-2,1	6,8	4,9	0,4	0,0	0,5	-0,1
Pays en développement à faible revenu	-0,3	4,3	5,1	-0,6	-0,2	-0,4	-0,3

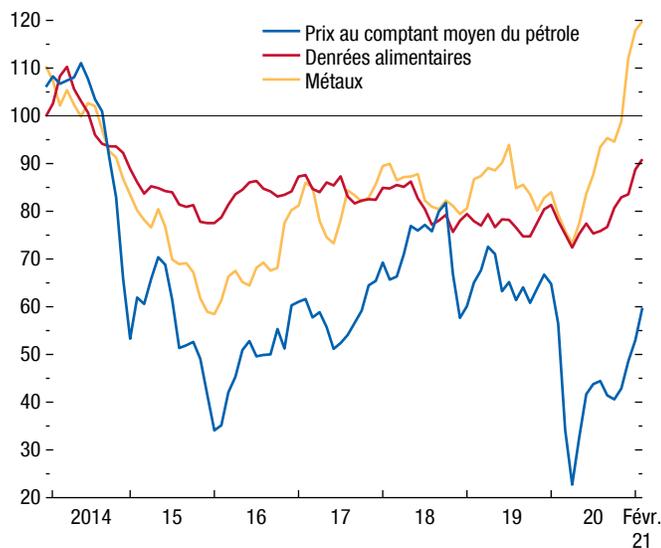
Source : estimations des services du FMI.

Note : Les taux de croissance agrégés sont des moyennes pondérées, une moyenne mobile du PIB en dollar pour les trois années précédentes étant utilisée comme pondération. PEM = *Perspectives de l'économie mondiale*.

¹Écart basé sur les chiffres arrondis pour les prévisions actuelles des PEM, de la dernière *Mise à jour des PEM* (janvier 2021) et celles des PEM d'octobre 2020.

Graphique 1.15. Cours des produits de base
(Déflatés sur la base de l'indice américain des prix à la consommation ; 2014 = 100)

Le rebond de l'industrie manufacturière s'est traduit par une hausse des prix des métaux et de l'énergie.



Sources : FMI, système des cours des produits de base ; calculs des services du FMI.

Des trajectoires divergentes et un PIB inférieur aux prévisions établies avant la pandémie

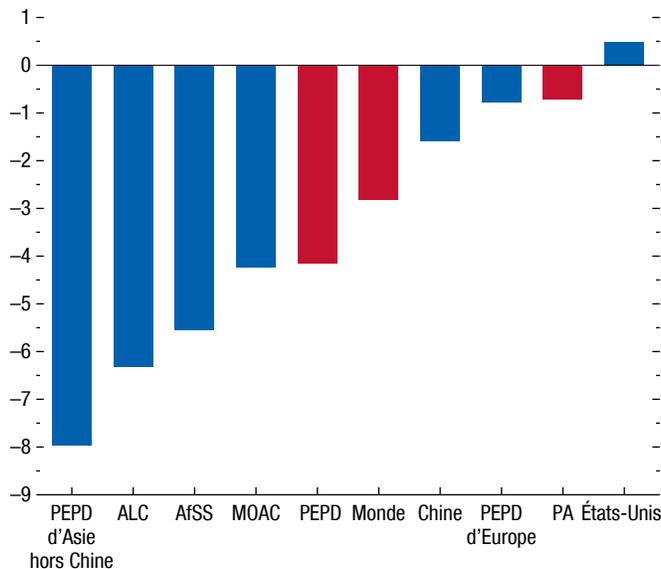
Après une contraction d'environ 3,3 % en 2020, l'économie mondiale devrait connaître une croissance de 6 % en 2021, qui devrait se modérer à 4,4 % en 2022. La contraction de 2020 est inférieure de 1,1 point de

pourcentage par rapport aux projections de l'édition d'octobre 2020 des PEM, en raison d'une croissance supérieure aux attentes au deuxième semestre 2020 dans la plupart des régions après l'assouplissement des mesures de confinement. Les projections pour 2021 et 2022 sont supérieures aux prévisions précédentes, de 0,8 point de pourcentage et 0,2 point de pourcentage respectivement, du fait des mesures de soutien budgétaire supplémentaires prises dans quelques grandes économies et de la reprise attendue au deuxième semestre grâce aux vaccins. Ce rythme montre que tous les secteurs de l'économie continuent de s'adapter aux difficultés de la situation sanitaire.

La vigueur de la reprise escomptée varie d'un pays à l'autre selon la gravité de la crise sanitaire, l'ampleur des perturbations à l'activité dans le pays (qui dépendent de la prépondérance des secteurs aux contacts fréquents) et l'exposition aux effets de contagion transfrontaliers, sans oublier l'efficacité des mesures de soutien pour limiter les dommages persistants.

Après 2022, la croissance mondiale devrait être plus modérée pour s'établir à 3,3 % à moyen terme. La dégradation persistante du potentiel de l'offre, tant dans les pays avancés que dans les pays émergents, le ralentissement de la croissance de la population active due au vieillissement de la population (essentiellement dans les pays avancés, mais également dans quelques pays émergents) et le rééquilibrage nécessaire vers une trajectoire de croissance durable en Chine sont autant de facteurs qui devraient peser sur les perspectives de croissance de l'économie mondiale à moyen terme. Le PIB devrait rester

Graphique 1.16. Pertes de PIB à moyen terme par rapport à la tendance d'avant la pandémie, par région
(Révisions des projections pour les niveaux de PIB en 2024, entre les prévisions des PEM de janvier 2020 et celles d'avril 2021, en pourcentage)



Source : estimations des services du FMI.
 Note : AfSS = Afrique subsaharienne ; ALC = Amérique latine et Caraïbes ; MOAC = Moyen-Orient et Asie centrale ; PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

bien en deçà de sa tendance d'avant la pandémie jusqu'à la fin de 2024 dans la plupart des pays (graphique 1.16).

Dans *les pays avancés*, il sera sans doute nécessaire d'imposer des restrictions régionales par intermittence pour stopper la progression de nouvelles souches du virus. À mesure que les populations vulnérables seront vaccinées, les activités qui exigent des contacts fréquents devraient reprendre et entraîner une reprise sensible de la croissance grâce à la demande refoulée financée par l'épargne accumulée en 2020. Les trajectoires de reprise varient également au sein de ce groupe de pays. Les États-Unis devraient retrouver leur niveau d'activité de la fin 2019 au premier semestre 2021, et le Japon au deuxième semestre. Dans la zone euro et au Royaume-Uni, l'activité devrait rester inférieure à son niveau de la fin de 2019 jusqu'en 2022. Ces disparités peuvent s'expliquer par les différences dans la riposte sanitaire des autorités et le comportement de la population face aux infections, par la souplesse et la capacité d'adaptation de l'activité économique aux entraves à la mobilité, par des tendances préexistantes et par des rigidités d'ordre structurel antérieures à la crise.

Par rapport aux PEM d'octobre 2020, les projections de 2021 ont été révisées à la baisse pour l'Europe et à la hausse pour le Japon et les États-Unis. La révision à la

baisse en Europe est largement compensée par une croissance supérieure aux prévisions aux États-Unis et au Japon, résultat des mesures complémentaires de soutien budgétaire adoptées dans la législation des deux pays à la fin de 2020. En outre, le plan de sauvetage de l'administration Biden de 1 900 milliards de dollars devrait stimuler davantage le PIB en 2021–22 et avoir des retombées notables sur les principaux partenaires commerciaux des États-Unis.

Certains pays d'Europe, notamment Chypre, l'Espagne, l'Italie, Malte et le Portugal, ont réussi à sauver une partie de la saison touristique estivale en rouvrant au milieu de 2020. Ils ont cependant connu ensuite une recrudescence des infections qui les a obligés à imposer durant les derniers mois de 2020 de nouveaux confinements, qui se sont prolongés jusqu'en 2021. Les prévisions de croissance du PIB pour 2022 ont été révisées à la hausse, de 0,7 point de pourcentage, à 3,8 % dans la zone euro et de 1,9 point de pourcentage au Royaume-Uni, à 5,1 %.

Dans *les pays émergents et les pays en développement*, les données sur la passation des marchés de vaccins indiquent que la majorité de la population ne sera pas encore efficacement protégée en 2021. Il pourrait être nécessaire d'imposer des mesures de confinement et d'endiguement en 2021 et 2022 plus fréquemment que dans les pays avancés, ce qui augmenterait le risque de séquelles à moyen terme sur le potentiel de production de ces pays (voir le chapitre 2). L'écart devrait considérablement se creuser entre la Chine, qui connaît une reprise robuste grâce à des mesures d'endiguement efficaces, une vigoureuse stratégie d'investissement public et l'apport de liquidités par la banque centrale, et les autres pays. Dans les destinations touristiques de ce groupe (comme Fidji, les Seychelles et la Thaïlande), la situation s'annonce particulièrement difficile, car le retour à la normale des voyages internationaux devrait être lent. Le profil de la reprise varie en fonction des différences régionales et dépend de la gravité de la pandémie, de la structure économique (part de l'emploi et du PIB dans les secteurs où les contacts sont fréquents), de l'exposition à des chocs précis (en raison par exemple de la dépendance à l'égard des exportations de produits de base) et de l'efficacité de la riposte des pouvoirs publics pour lutter contre les répercussions de la crise.

Dans le groupe régional composé des *pays émergents et des pays en développement d'Asie*, les projections pour 2021 ont été révisées à la hausse de 0,6 point de pourcentage, une reprise plus vigoureuse que prévu initialement étant attendue après l'allègement des confinements dans certains grands pays (l'Inde, par exemple). Il n'en demeure pas moins que le nombre de cas de COVID-19 resté élevé dans certains grands pays au premier

trimestre 2021 (en Indonésie et en Malaisie notamment) met un bémol aux perspectives de croissance.

Au *Moyen-Orient et en Asie centrale*, les projections pour 2021 sont restées globalement inchangées, mais elles reflètent des différences sensibles entre pays, en fonction de la trajectoire de la pandémie, du déploiement des vaccins, de la dépendance à l'égard du tourisme, de l'évolution des cours du pétrole et de la marge de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics et des mesures qu'ils prendront. En moyenne, les pays qui ont commencé à vacciner tôt (les pays membres du Conseil de coopération du Golfe) affichent des perspectives relativement meilleures, tandis que les pays fragiles ou en proie à des conflits, qui pourraient dépendre de l'offre plus limitée dans le cadre du mécanisme COVAX, ont vu leurs perspectives s'assombrir depuis l'édition d'octobre 2020 des PEM.

Après une forte dégradation en 2020, seule une reprise modeste et à plusieurs vitesses est attendue en *Amérique latine et aux Caraïbes* en 2021. Grâce au redémarrage de la production manufacturière mondiale au deuxième semestre 2020, la croissance a dépassé les attentes dans certains grands pays exportateurs de la région (l'Argentine, le Brésil et le Pérou, par exemple), ce qui a porté les prévisions pour 2021 à 4,6 % (soit une révision de 1 point de pourcentage). Les perspectives à plus long terme continuent cependant de dépendre de la trajectoire que prendra la pandémie. À quelques exceptions près (le Chili, le Costa Rica et le Mexique notamment), la plupart des pays ne disposent pas de suffisamment de vaccins pour assurer la couverture de toute leur population. De plus, les projections pour les pays des Caraïbes tributaires du tourisme en 2021 ont été révisées à la baisse de 1,5 point de pourcentage, à 2,4 %.

La pandémie continue de faire des ravages en *Afrique subsaharienne* (en particulier en Afrique du Sud, au Ghana, au Kenya et au Nigéria). Après avoir enregistré la plus forte contraction qu'ait connue la région (-1,9 % en 2020), la croissance devrait rebondir pour atteindre 3,4 % en 2021, soit beaucoup moins que la tendance prévue avant la pandémie. Les pays tributaires du tourisme seront vraisemblablement les plus touchés.

Les pressions inflationnistes devraient rester limitées dans la plupart des pays

Comme indiqué, les prix des produits de base, notamment du pétrole, devraient encore se raffermir dans les prochains mois. Ces prix ayant atteint il y a un an leur niveau le plus faible jamais enregistré, leur raffermissement devrait mécaniquement faire augmenter les indices des prix à la

consommation, tandis que l'inflation globale, en particulier, pourrait devenir volatile dans les mois qui viennent. Cette volatilité ne devrait cependant pas durer. D'après les projections de référence, l'inflation reviendra à sa moyenne à long terme alors que les capacités qui restent inemployées ne diminueront que progressivement et que les effets de base liés aux produits de base se dissiperont.

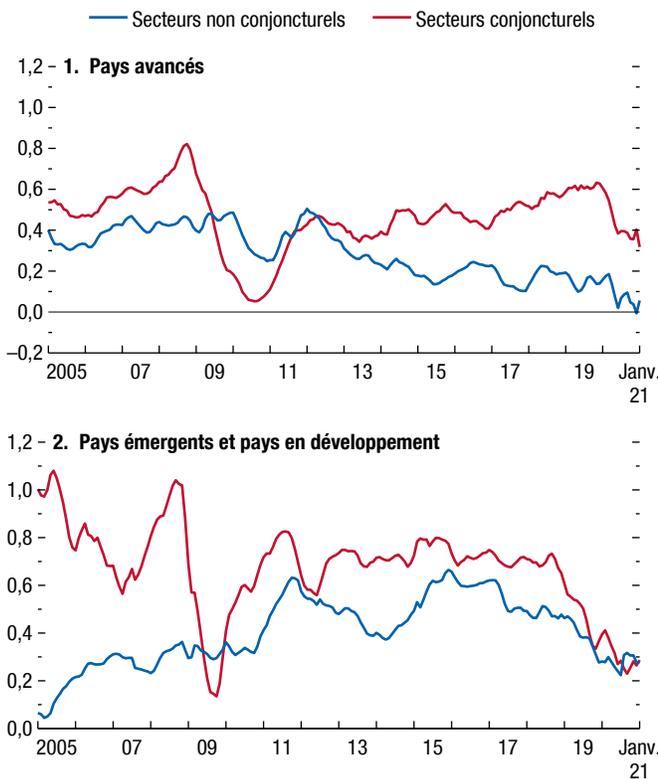
Les perspectives moroses s'expliquent par l'évolution du marché du travail, où la croissance atone des salaires et la baisse du pouvoir de négociation des travailleurs ont été aggravées depuis peu par le chômage élevé, le sous-emploi et la baisse du taux d'activité. De plus, plusieurs indicateurs de l'inflation sous-jacente restent faibles. L'analyse par les services du FMI de l'évolution des prix sectoriels révèle que les tensions sur les prix sont modérées, aussi bien dans les secteurs où la fixation des prix est généralement moins sensible au cycle conjoncturel que dans ceux où les prix ont tendance à réagir aux fluctuations de la demande globale (graphique 1.17). Les taux d'inflation calculés par moyenne tronquée (qui ne tiennent pas compte des variations extrêmes des prix par rapport à la répartition des prix chaque mois afin d'éliminer l'inflation sous-jacente et d'obtenir une estimation impartiale des tensions sur les prix qui évolue lentement) indiquent que les pressions inflationnistes *diminuent* au lieu d'augmenter (graphique 1.18).

Il est sans doute plus difficile de mesurer les capacités inemployées durant la pandémie, car l'offre, tout comme la demande, ont évolué. Il n'en reste pas moins que même si les écarts de production sont moins négatifs qu'on ne l'estime actuellement, les conséquences sur l'inflation devraient être relativement modestes. Les courbes de Phillips se sont aplaties depuis quelques années pour diverses raisons, notamment la mondialisation, l'automatisation, la concentration accrue du marché et l'augmentation du pouvoir des entreprises en situation de monopole sur les marchés du travail. Pour la même raison que l'inflation n'a pas beaucoup baissé lorsque les écarts de production étaient importants et négatifs durant la crise financière mondiale, l'inflation a peu de chances de beaucoup augmenter, à moins que les écarts de production deviennent positifs et *très* marqués pendant une période prolongée et que la politique monétaire ne réagisse pas aux anticipations d'une hausse de l'inflation.

Que l'inflation dépasse temporairement son objectif ou commence à évoluer à la hausse à moyen terme, les conséquences seront très différentes et dépendront, dans le premier cas, de la crédibilité des cadres monétaires et de la réaction des autorités monétaires face à l'intensification des tensions inflationnistes. Ainsi, si la politique monétaire sert essentiellement à maintenir les coûts d'emprunt de l'État

Graphique 1.17. Inflation globale : contributions conjoncturelles et non conjoncturelles
(En points de pourcentage)

L'inflation (hors alimentation et énergie) a fortement diminué dans les secteurs généralement sensibles aux fluctuations de la demande globale (secteurs conjoncturels) et ceux qui ne le sont pas.

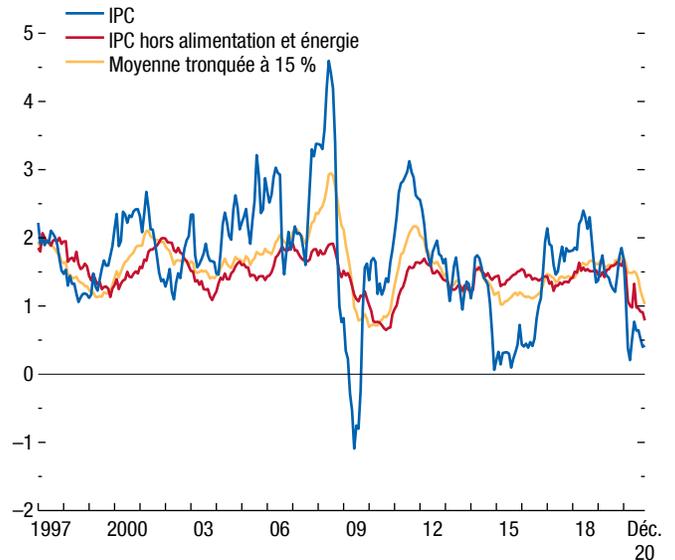


Sources : Eurostat ; Haver Analytics ; Organisation de coopération et de développement économiques ; calculs des services du FMI.
Note : Le graphique présente les effets fixes temporels de régressions dans lesquelles les moyennes mobiles glissantes sur trois mois de la contribution à l'inflation globale font l'objet d'une régression selon le pays et les effets fixes temporels, avec pondération selon le PIB en parités de pouvoir d'achat. La contribution d'un élément est définie comme sa variation de prix sur un an, multipliée par son poids dans le panier de calcul de l'IPC.

au plus bas (ou donne largement l'impression de le faire) au détriment de la stabilité des prix, les anticipations inflationnistes et l'inflation pourraient, en principe, augmenter rapidement. Mais cela semble peu probable dans la plupart des pays avancés et dans de nombreux pays émergents dont les banques centrales sont indépendantes. L'adoption de régimes de ciblage de l'inflation dans les années 90 a contribué à ancrer les anticipations inflationnistes autour des objectifs d'inflation des banques centrales dans les pays avancés. De plus, durant la pandémie, les indicateurs tirés des enquêtes sur les anticipations inflationnistes sont restés globalement stables, tout comme les indicateurs de marché, même si ces derniers ont légèrement augmenté dernièrement (graphique 1.19).

Graphique 1.18. Inflation tendancielle dans les pays avancés
(En pourcentage)

Les taux d'inflation calculés par moyenne tronquée indiquent que les pressions inflationnistes diminuent dans les pays avancés, conformément à divers indicateurs.



Sources : Haver Analytics ; Réserve fédérale de Cleveland ; calculs des services du FMI.
Note : IPC = indice des prix à la consommation.

Graphique 1.19. Variation de l'inflation sur cinq ans et dans cinq ans
(En pourcentage ; taux d'inflation moyen dérivé des marchés, attendu sur une période de cinq ans à compter de cinq ans après la date indiquée)

Les indicateurs de marché relatifs aux anticipations inflationnistes à long terme sont stables ; ces anticipations ont légèrement augmenté aux États-Unis depuis mai, mais restent dans les limites de l'objectif d'inflation que la Réserve fédérale a récemment revu.



Sources : Bloomberg Finance L.P. ; calculs des services du FMI.
Note : Les dernières données disponibles datent du 17 mars 2021.

En outre, les cadres monétaires se sont considérablement améliorés dans de nombreux pays émergents depuis une dizaine d'années. Les anticipations inflationnistes sont beaucoup plus ancrées, l'inflation a reculé et est devenue moins durable et le risque d'une inflation galopante a diminué en conséquence, mais les progrès n'ont pas été uniformes. Certains pays continuent de connaître une inflation élevée et volatile et leur possibilité de mener une politique monétaire accommodante sans risquer de déstabiliser l'inflation pourrait être limitée (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2018 des PEM). La hausse rapide des prix des produits alimentaires a déjà fait augmenter les taux d'inflation globale dans certaines régions, notamment l'Afrique subsaharienne et l'Asie (voir le dossier spécial sur les produits de base dans ce chapitre). Une inflation globale temporairement élevée pourrait accroître les anticipations inflationnistes dans ces pays et agir durablement sur l'inflation.

Le commerce international de services devrait rester atone

À mesure que la reprise se renforce en 2021, le commerce mondial devrait s'accélérer et sa croissance atteindre 8,4 %, principalement grâce au rebond du volume des marchandises. Le commerce international de services (tourisme, transport) devrait demeurer morose tant que la pandémie n'est pas maîtrisée partout. Les restrictions aux voyages internationaux liées à la pandémie et plus généralement, la crainte de voyager, devraient avoir des effets durables sur les revenus des exportations de services.

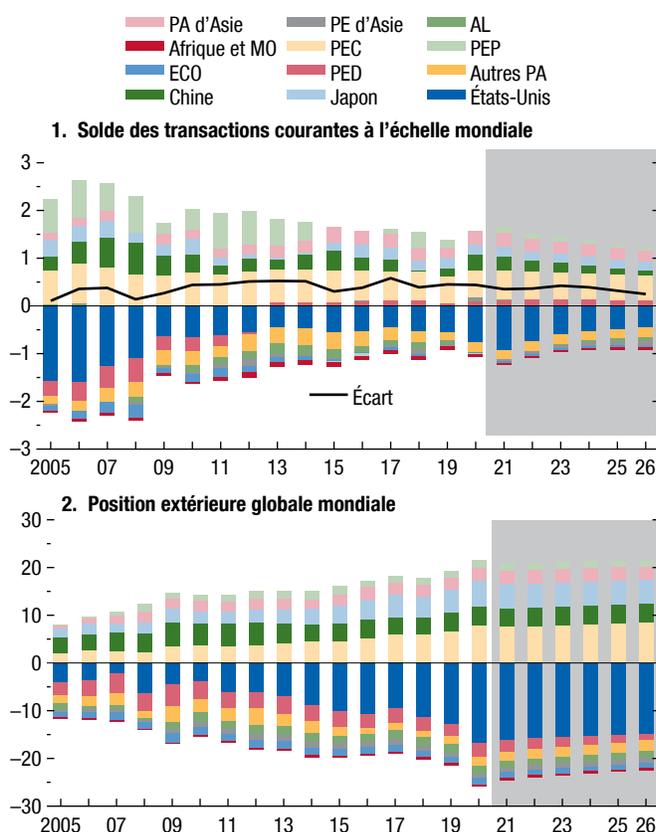
Au niveau mondial, les déficits et excédents des transactions courantes ont diminué au début de la crise, mais ont ensuite augmenté avec la hausse du commerce et des cours des produits de base. Les soldes courants devraient demeurer globalement stables à moyen terme et se réduire progressivement aux États-Unis et en Chine. Les stocks d'actifs et de passifs internationaux devraient cependant rester à des niveaux historiquement élevés (graphique 1.20).

Une incertitude primordiale et des risques nombreux

La trajectoire de la pandémie est si incertaine qu'il est très difficile de calculer la balance des risques autour de la prévision centrale ; les risques abondent de part et d'autre. De nouveaux vaccins qui ouvrent la voie à une reprise continuent d'être approuvés, mais leur efficacité contre de nouvelles souches du virus demeure incertaine. Si l'on tarde à vacciner l'ensemble de la population

Graphique 1.20. Solde courant et positions extérieures (En pourcentage du PIB mondial)

Le solde des transactions courantes à l'échelle mondiale s'est élargi en 2020 et devrait s'élargir davantage en 2021.



mondiale, des mutations du virus résistantes aux vaccins pourraient apparaître, de nouvelles flambées pourraient survenir n'importe où et à tout moment, et de nouvelles restrictions pourraient s'imposer pour ralentir la transmission. Du fait que l'on ignore combien de temps va durer ce fonctionnement au coup par coup, il est difficile de prévoir d'autres éléments tels que la fermeté des réactions des investisseurs privés, l'ampleur des bouées de

sauvetage mises en place par les pouvoirs publics (alors que ceux-ci cherchent un équilibre entre l'aide à apporter et la marge de manœuvre à préserver pour prendre des mesures complémentaires ultérieurement) et l'étendue des séquelles. Les risques sont équilibrés à court terme, mais les perspectives sont plus favorables par la suite.

Les principaux risques de dégradation sont notamment les suivants :

- *Une résurgence de la pandémie.* Des souches résistantes aux vaccins pourraient freiner l'activité économique, de même que des risques opérationnels, tels que des retards dans la production et la distribution des vaccins. Un décalage excessif selon les régions pourrait provoquer une succession de coups de frein et d'accélérateur en réaction à la réapparition de zones à risque et un prolongement des périodes de distanciation physique, et placer les ménages, les entreprises et les décideurs dans l'incertitude. De plus, si les mutations sont plus rapides que le déploiement des vaccins, la COVID-19 pourrait se transformer en maladie endémique d'une gravité inconnue.
- *Un resserrement des conditions financières.* Une réévaluation des paramètres fondamentaux du marché (par exemple en réaction à une évolution défavorable de la COVID-19 ou à un arrêt des mesures de soutien plus tôt que prévu), une augmentation du rendement des obligations souveraines de référence (à la suite d'un vaste soutien budgétaire) ou une réappréciation des risques d'inflation (après des surprises inflationnistes dans un contexte de soutien monétaire et budgétaire important) pourraient donner lieu à une révision marquée du prix des actifs financiers. Les prix des actifs risqués pourraient brusquement chuter, créer une volatilité et provoquer des pertes sensibles dans les établissements financiers non bancaires. Des primes de risque plus élevées poseraient des difficultés de financement aux entreprises et aux ménages endettés. Une vague de faillites — qui ont été circonscrites jusqu'à présent grâce à un vaste soutien des pouvoirs publics — pourrait éroder les volants de capitaux des banques et limiter leur capacité à octroyer des crédits. Alors que l'endettement est élevé et en hausse, les emprunteurs vulnérables pourraient être confrontés à des risques de financement, et ce problème pourrait être particulièrement grave pour certains pays émergents et pays à faible revenu. Un durcissement des conditions financières obérerait les perspectives de croissance, ce qui pourrait entraîner une nouvelle réévaluation des actifs financiers et créer une chaîne de réaction potentiellement dangereuse.
- *Des séquelles prolongées.* Bien que les mesures que les pouvoirs publics ont prises jusqu'à présent aient évité

que la grave crise sanitaire et économique se transforme en crise financière systémique (et qu'elles aient sans doute limité l'ampleur des séquelles qui seraient survenues autrement), la crise de la COVID-19 pourrait encore dégrader sensiblement et durablement le potentiel de l'offre, par exemple à la suite d'une baisse du taux d'activité, de faillites et des perturbations provoquées sur les réseaux de production (voir le chapitre 2). Plus la récession se prolongera, plus ces effets risqueront d'être permanents, en particulier dans les pays émergents et les pays en développement, où la prévalence d'entreprises relativement petites et le manque de profondeur des marchés de capitaux pourraient freiner l'investissement et l'emploi pendant longtemps. Les perturbations des réseaux de production risquent de compromettre durablement la croissance de la production. Dans le même temps, les mesures destinées à sauvegarder les flux de trésorerie des entreprises pourraient maintenir à flot des entreprises qui ne sont pas viables et entraîner une allocation inefficace des capitaux et de la main-d'œuvre qui freinera la croissance à moyen terme. Dans la mesure où la réduction des relations personnelles limite les programmes de reconversion, la réaffectation de la main-d'œuvre pourrait elle aussi être ralentie. Des séquelles prolongées sont en outre susceptibles d'exacerber les risques d'inflation alors que l'érosion de la capacité de production intensifie les contraintes de l'offre.

- *Une aggravation des troubles sociaux.* Alors que les troubles sociaux s'étaient calmés les premiers mois de la pandémie du fait de la mobilité réduite, des événements récents donnent à penser que l'on pourrait rapidement retrouver la tendance observée pendant plusieurs années avant la pandémie, en particulier dans les pays où les progrès sur les plans social et politique sous-jacents sont au point mort et où la crise a mis en lumière ou exacerbé des problèmes préexistants. Si la crise se prolongeait, les troubles sociaux pourraient s'intensifier, risquant de saper la confiance et de ralentir encore plus l'activité. Les efforts de réformes nécessaires pourraient eux aussi échouer, ce qui aurait des répercussions négatives sur la croissance à long terme et la viabilité de la dette. Il ressort d'une analyse récente des services du FMI que la volatilité des prix des denrées alimentaires pourrait jouer un rôle essentiel dans le déclenchement de troubles.
- *Des catastrophes naturelles plus fréquentes.* La fréquence et la gravité des catastrophes naturelles provoquées par des phénomènes météorologiques extrêmes liés aux changements climatiques ont augmenté ces dernières années.

Elles ont imposé un lourd tribut humain et détruit des moyens de subsistance essentiels. Certains petits pays vulnérables pourraient même subir des dommages économiques relativement importants, notamment parce que la riposte des pouvoirs publics à la pandémie a mis leurs capacités budgétaires à rude épreuve et a diminué leur capacité à faire face à une forte augmentation des besoins de soins de santé des suites de catastrophes (voir l'encadré 1.2). Les catastrophes naturelles pourraient en outre aggraver les tensions financières, en particulier dans le secteur de l'assurance.

- *Des risques géopolitiques, commerciaux et technologiques.* De nombreux facteurs de risques présents avant la COVID-19 restent d'actualité. Les tensions entre les États-Unis et la Chine demeurent élevées sur de multiples fronts, notamment le commerce international, la propriété intellectuelle et la cybersécurité. Le ralentissement dû à la pandémie a créé des disparités économiques nationales, qui pourraient également amener à mettre en place de nouveaux obstacles au commerce par nécessité de protéger les travailleurs nationaux. Alors que les échanges font déjà l'objet de nombreuses restrictions, ces mesures aggraveraient les facteurs d'inefficience et ralentiraient la reprise. De plus, des risques de tendances protectionnistes autour des technologies apparaissent. Ces tendances pourraient s'étendre aux fournitures médicales et aux innovations pharmaceutiques liées à la COVID-19, et freineraient alors l'offre mondiale de vaccins.

Du côté positif, les facteurs suivants pourraient influencer sur les perspectives :

- *Une accélération de la production et du déploiement des vaccins.* De nouveaux vaccins continuent d'être approuvés. Bien que les défis opérationnels soient de taille, ils pourraient être surmontés plus tôt que prévu, en particulier si de nouveaux vaccins qui ne doivent pas être conservés dans une chaîne du froid ou qui peuvent être administrés en une seule dose sont approuvés. Enfin, à mesure que les populations vulnérables seront vaccinées et que les taux d'hospitalisations baisseront, la crainte de l'infection pourrait rapidement disparaître. L'amélioration de la confiance des consommateurs stimulerait la consommation de services, accélérerait les investissements en début de période et porterait la croissance au-dessus du niveau de référence.
- *Des effets plus vastes et imprévus du soutien budgétaire.* À la différence des mesures budgétaires prises au lendemain de la crise financière mondiale, le soutien budgétaire, qui est l'un des éléments de la riposte des

décideurs face à la pandémie, a été remarquablement vigoureux et pourrait avoir des effets plus vastes que prévu actuellement. De plus, les pays avancés pourraient disposer d'une marge de manœuvre budgétaire encore inexploitée qui pourrait servir à préparer une reprise beaucoup plus solide, limiter autant que possible les séquelles de la pandémie et réduire plus rapidement la dépendance au carbone.

- *Des politiques coordonnées.* L'assouplissement de la politique monétaire et budgétaire s'est fait de façon énergique et synchronisée au début de la pandémie. La reprise pourrait être plus forte que prévu si la coordination internationale sur les politiques de sortie se poursuit durant la phase ultérieure de la reprise. De plus, une coopération plus intense sur les vaccins pourrait accélérer leur production et leur distribution, mettre un terme plus tôt que prévu à la pandémie et limiter l'ampleur de ses séquelles.

Certains de ces facteurs sont pris en considération dans d'autres scénarios analysés dans l'encadré des scénarios.

Priorités

Bien que les perspectives varient singulièrement selon les pays, les objectifs primordiaux des pouvoirs publics demeurent remarquablement uniformes. Le principal consiste à surmonter la crise sanitaire immédiate et à retrouver des niveaux d'emploi normaux. Ensuite, les pays doivent restreindre les répercussions à long terme de la crise en limitant les séquelles, notamment liées aux entreprises « zombies », et réduire les inégalités, tant au sein des pays qu'entre eux. À terme, le problème des changements climatiques est plus pressant que jamais et exige des mesures audacieuses de réduction des émissions ciblant en particulier les plus grands pollueurs.

Une forte coopération internationale est essentielle pour atteindre ces objectifs et faire en sorte que les pays émergents et les pays en développement à faible revenu continuent de réduire l'écart entre leur niveau de vie et celui des pays à revenu élevé. Sur le front sanitaire, cela revient à veiller à ce que la production mondiale de vaccins soit suffisante et que les vaccins soient universellement distribués à des prix abordables de façon à ce que tous les pays puissent rapidement et résolument vaincre la pandémie. Il faudrait lever les restrictions sur les exportations des vaccins, leurs composantes et les produits médicaux. En outre, la communauté internationale doit agir en étroite collaboration pour veiller à ce que les pays en difficulté financière aient un accès suffisant aux liquidités internationales

pour maintenir les dépenses consacrées aux soins de santé, à d'autres secteurs sociaux et aux infrastructures, qui sont nécessaires pour qu'ils se développent et poursuivent leur convergence vers un revenu par habitant plus élevé. En plus de s'attaquer aux problèmes directement imputables à la pandémie, les pays doivent aussi coopérer étroitement pour redoubler les efforts d'atténuation des changements climatiques et résoudre les questions économiques au cœur des tensions commerciales et technologiques, ainsi que pour combler les lacunes du système commercial multilatéral fondé sur des règles. En tirant parti des progrès récents accomplis en matière de politique fiscale internationale, les efforts doivent continuer de viser à limiter le transfert de bénéfices entre pays, ainsi que l'évasion et la fraude fiscales.

Adapter les mesures aux différentes phases de la pandémie et de la reprise

Bien que leurs objectifs puissent être analogues, les mesures qui s'imposent pour les réaliser doivent être adaptées à la situation particulière de chaque pays. Pour imposer une certaine structure, les mesures prioritaires suivantes sont classées selon les différentes phases de la crise : mesures immédiates, initiatives visant à entraîner la reprise et mesures destinées à bâtir une économie post-pandémique plus résiliente, inclusive et respectueuse de l'environnement. Ces phases sont bien entendu assez approximatives. Dans la pratique, la frontière entre les phases successives est floue, et les pays peuvent être amenés à adopter des stratégies prévues pour des phases ultérieures avant d'avoir mené à bien celles des phases antérieures. En outre, la reprise étant inégale, différents pays peuvent traverser des phases différentes pendant un certain temps. Il n'en reste pas moins que, l'objectif commun étant de sortir de la crise actuelle, cette séquence peut guider les priorités des pouvoirs publics au niveau mondial et la coopération internationale qui s'impose pour les mettre en œuvre.

Étant donné qu'une grande incertitude entoure les perspectives, les décideurs devraient privilégier des mesures qui seraient prudentes quelle que soit la situation dans le monde. Il faudrait par exemple renforcer la protection sociale en assouplissant les conditions d'admissibilité à l'assurance chômage de façon à inclure les travailleurs indépendants et les travailleurs de l'économie informelle (voir le chapitre 2 de l'édition d'avril 2020 des PEM), consacrer des moyens suffisants aux soins de santé, aux programmes de développement de la petite enfance, à l'éducation et à la formation professionnelle, et investir dans les infrastructures vertes pour accélérer la transition vers une économie

moins tributaire du carbone. Il faudrait en outre se préparer à adapter les mesures de soutien en faisant preuve de souplesse, en remplaçant par exemple les dispositifs d'urgence par une réaffectation des dépenses à mesure que la pandémie évolue (voir les chapitres 2 et 3) tout en préservant les dépenses sociales et en évitant de maintenir des dépenses inefficaces. Il est important d'inscrire les mesures de soutien à court terme dans des cadres crédibles à moyen terme.

Phase 1 : sortir de la crise

Les perspectives des variables sanitaires et économiques demeurent incertaines et difficiles. Dans ces conditions, les décideurs font encore face à des préoccupations immédiates.

Continuer de donner la priorité aux dépenses de santé. Le moyen le plus rapide d'obtenir de meilleurs résultats économiques est de venir à bout de la pandémie. Les avantages économiques des dépenses consacrées à la distribution et à l'administration des vaccins sont donc largement supérieurs à leur coût. La capacité de production de vaccins et, dans certains pays, les contraintes réglementaires continuent de créer des obstacles que l'on pourrait surmonter en accroissant les investissements publics et en harmonisant la réglementation. Il est essentiel de coopérer sur la production et la distribution de vaccins à l'échelle mondiale et les pouvoirs publics ne doivent pas limiter la diffusion internationale des vaccins. Des mesures telles que la restriction des exportations de vaccins et d'autres fournitures médicales ne font que favoriser des mesures de rétorsion qui interrompent les chaînes d'approvisionnement et mettent tous les pays dans une situation encore plus défavorable. L'apport d'un soutien supplémentaire au mécanisme COVAX et la distribution des doses excédentaires dans le monde entier pourraient contribuer à assurer à tous un accès aux vaccins.

Bien cibler les mesures de soutien budgétaires supplémentaires et les adapter aux différentes phases de la pandémie. La politique budgétaire doit rester accommodante jusqu'à la fin de la pandémie. Bien entendu, certains pays ont une marge de manœuvre budgétaire limitée. Ils devront alors trouver un équilibre entre les dépenses exceptionnelles et la viabilité de la dette dans des cadres crédibles. En revanche, les pays qui disposent d'un espace budgétaire devraient poursuivre les transferts ciblés en faveur des ménages et des entreprises en difficulté à l'aide de dispositifs de chômage technique, de prêts aux entreprises et de paiements directs aux ménages. Les programmes de ce type doivent être bien calibrés, ciblés en fonction du stade de la pandémie et supprimés

progressivement à mesure que la demande reprend. Il est important que l'aide soit apportée sous conditions de ressources dans les pays qui font essentiellement appel à des paiements généralisés aux ménages. Lorsque l'aide est finalement réduite, il faut éviter de brusques revirements. Ainsi, on diminuera progressivement la part des salaires prise en charge par l'État dans le cadre de programmes de chômage technique et de chômage temporaire en augmentant les aides à l'embauche afin d'aider les travailleurs à se reconvertir en fonction des besoins. De façon générale, un renforcement des aides sociales non seulement atténuera les répercussions sur les ménages durant la crise actuelle, mais permettra aussi aux pouvoirs publics de lancer une riposte automatique durant une reprise incertaine. C'est le cas par exemple du Togo, qui a définitivement adopté une infrastructure numérique pour procéder à des transferts monétaires d'urgence liés à la carte d'identité nationale, et de l'Indonésie, qui a étendu les allocations chômage aux travailleurs informels.

Accompagner par une politique monétaire accommodante, autant que possible. Les chocs négatifs sur l'offre et la demande survenant de façon synchronisée, il est assez difficile de déterminer quel est leur effet global sur l'écart de production. L'inflation demeure cependant modérée et les anticipations bien ancrées dans de nombreux pays, ce qui semble indiquer que la politique monétaire peut y rester accommodante. Alors que dans de nombreux pays, les taux d'intérêt restent dans la limite inférieure de leur fourchette, on peut s'attendre à ce que l'expansion des bilans des banques centrales continue de s'étendre (y compris dans certains marchés émergents, en fonction des besoins) et à ce que la trajectoire publiée des taux d'intérêt reste basse pendant un certain temps. Il est particulièrement fondamental que les banques centrales des pays avancés adoptent un cadrage prospectif clair et communiquent, sans se contenter de calibrer la politique monétaire accommodante qui convient au niveau national. Cela aura en outre des conséquences vitales sur les conditions financières extérieures dans les marchés émergents et sur l'impact de politiques divergentes sur les flux de capitaux (chapitre 4). Dans ce contexte, les pays émergents pourraient devoir examiner le bien-fondé d'autres instruments de la panoplie pour assurer la stabilité, notamment la politique de change, la gestion des flux de capitaux et la politique macroprudentielle. Un taux de change flexible est généralement le meilleur moyen d'absorber les chocs internationaux et de limiter la mauvaise affectation des ressources dans les pays dont les marchés financiers sont bien développés et les bilans présentent peu d'asymétries. En revanche, des

interventions sur les marchés des changes et des mesures temporaires de gestion des flux de capitaux peuvent, dans certaines circonstances, se révéler utiles dans les pays où les bilans sont vulnérables, en particulier pour renforcer l'autonomie de la politique monétaire en réaction à l'évolution nationale de l'inflation et de la production. Ces mesures ne sauraient toutefois se substituer à d'indispensables ajustements macroéconomiques.

Établir des mesures macroprudentielles efficaces pour maîtriser les risques qui pèsent sur la stabilité financière. Une période prolongée de politique monétaire accommodante va vraisemblablement aggraver les facteurs de vulnérabilité financière déjà nombreux, les emprunteurs marginaux bénéficiant de la recherche de rendement par les investisseurs et de la détérioration des normes relatives à l'octroi de prêts. Comme indiqué dans l'édition d'avril 2021 du GFSR, les décideurs devraient prendre des mesures rapides en tenant compte des décalages éventuels entre l'activation des instruments macroprudentiels et la manifestation de leurs effets. Ils devraient durcir certains outils macroprudentiels pour remédier à des points précis de vulnérabilité élevée, tout en évitant un resserrement général des conditions financières. S'ils ne disposent pas de tels outils (par exemple, dans certains segments du secteur de l'intermédiation financière non bancaire), les dirigeants doivent s'atteler d'urgence à en concevoir. Compte tenu des difficultés à créer et mettre en place des outils macroprudentiels dans les cadres existants, ils devraient également envisager d'établir des amortisseurs ailleurs en vue de protéger le système financier.

Phase 2 : préserver la reprise

La transition vers une économie post-pandémique pourrait être longue et difficile. Au cours de cette transition, les dirigeants devront trouver un équilibre entre les avantages que procurent les mesures d'atténuation des séquelles de la crise et les inconvénients qui découlent d'une réduction des incitations en faveur d'une allocation efficiente des ressources productives, sans pour autant perdre de vue la marge de manœuvre dont ils disposent.

Les mesures prises doivent remédier aux séquelles persistantes sur le plan économique. Sans mesures compensatoires, la crise aura des effets tenaces à moyen terme sur les entreprises, le marché du travail et l'accumulation de capital humain.

- Les faillites d'*entreprises* pendant une crise détruisent les emplois propres à ces entités, mais aussi ceux de leurs fournisseurs. En limitant les faillites d'entreprises viables, les dirigeants évitent un préjudice économique persistant. Dans l'ensemble, les pouvoirs publics ont

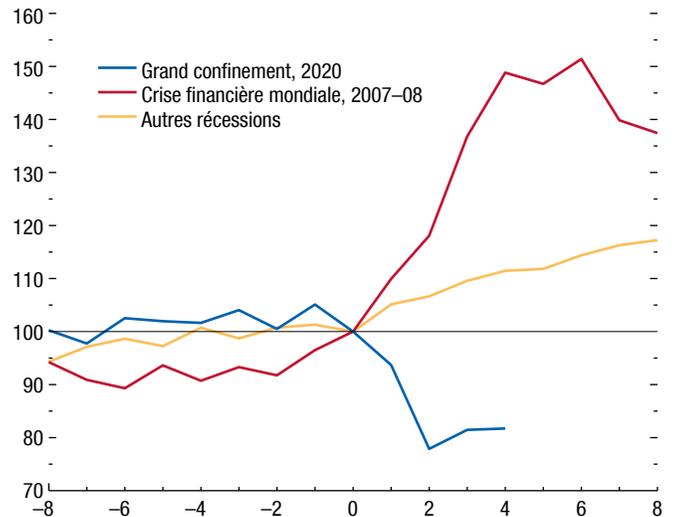
mis un frein aux faillites pendant la pandémie, mais au fur et à mesure que la reprise se confirme, ils devraient renoncer à une aide généralisée pour passer à des mesures axées sur les secteurs les plus touchés, tels que le commerce de détail, la culture et d'autres services où les contacts sont fréquents (chapitre 2).

- Les dirigeants devraient faire en sorte que *les politiques relatives au marché du travail* préviennent le chômage de longue durée et que la portée des programmes de mise en chômage technique ou partiel soit réduite à mesure que la situation du marché du travail se normalise (chapitre 3). L'appui sous forme de reconversion ou de recyclage professionnels devrait se poursuivre même une fois la reprise bien ancrée. Étant donné que le passage à un nouveau secteur peut prendre un certain temps, les travailleurs dont l'emploi a été supprimé devraient bénéficier d'une aide au revenu de longue durée afin de gérer leur transition vers des postes plus productifs.
- L'interruption de la scolarité pendant la pandémie a lourdement pesé sur la constitution d'un *capital humain* indispensable à une croissance durable. L'amélioration du niveau d'instruction dans les pays à faible revenu est particulièrement menacée, compte tenu de la capacité limitée de ces pays à assurer un enseignement par d'autres moyens (encadré 2.3). En l'absence de mesures correctives, telles que l'augmentation des dépenses consacrées à l'éducation et à des infrastructures connexes, les disparités de niveau d'instruction risquent de perpétuer une divergence croissante au sein des sociétés et entre les pays riches et les pays pauvres.
- Lorsque la marge de manœuvre le permet et que la reprise est faible, *accroître l'appui budgétaire* peut être un moyen efficace d'éviter certains des effets à long terme les plus pernicious de la récession. Les programmes axés sur la réalisation d'objectifs de croissance et d'équité à moyen terme, qui prévoient notamment la construction d'infrastructures visant à accélérer la réduction de la dépendance au carbone, une augmentation des dépenses de recherche ainsi qu'un investissement dans le développement de la petite enfance, l'éducation et les initiatives de formation professionnelle, contribueront également à atténuer certaines séquelles économiques persistantes. Lorsque des niveaux d'endettement élevés restreignent les possibilités d'action, il convient également de chercher à dégager un espace budgétaire en augmentant les recettes (réduction des allègements fiscaux, meilleure couverture des registres et adoption de taxes sur la valeur ajoutée bien conçues), en améliorant la progressivité de l'impôt et en réduisant les subventions inutiles.

Graphique 1.21. Faillites au cours de la récession actuelle et de crises précédentes

(Indice, dernier trimestre avant la récession = 100 ; trimestres en récession en abscisse)

Contrairement à la situation observée lors de précédentes crises, les faillites d'entreprises ont diminué par rapport aux niveaux pré-pandémiques.



Sources : autorités nationales ; CEIC Data Company Limited ; calculs des services du FMI.

Note : Les données proviennent de 13 pays, avec divers degrés de couverture entre le 1^{er} trimestre 1990 et le 3^e trimestre 2020. Les lignes indiquent les moyennes pour chaque récession, le « trimestre 0 » étant le dernier trimestre précédant la récession. Pour le grand confinement, le trimestre 0 est le 4^e trimestre 2019 pour tous les pays. Pour la crise financière mondiale, le trimestre 0 est, pour chaque pays, la date où le PIB réel a atteint un sommet en 2007-08. Les autres récessions sont propres à chaque pays et définies comme deux trimestres consécutifs à taux de croissance négatif sur les périodes 1990-2006 et 2009-19.

Cela sans renoncer à l'efficacité. Des mesures d'urgence ont dû être prises pour apaiser les souffrances au plus fort de la crise, mais les maintenir indéfiniment freinerait la croissance nécessaire pour soutenir la reprise. À terme, les mesures de soutien aux entreprises en difficulté évincent les nouveaux projets et entravent la réaffectation globale du capital et de la main-d'œuvre. De la même manière, une assurance chômage trop généreuse peut réduire les incitations à travailler.

- Parmi les risques liés à l'efficacité, la possibilité de voir se maintenir des *entreprises « zombies »* pèse particulièrement sur la reprise. Contrairement à la situation observée pendant la crise financière mondiale et d'autres récessions, les faillites d'entreprises ont diminué dans les pays avancés (graphique 1.21). Cela est dû en partie aux mesures qui empêchent les créanciers de faire valoir leurs droits à l'égard d'entreprises en difficulté, notamment les moratoires sur le remboursement de prêts bancaires, qui rendent inutile la recherche de protections

similaires en cas de banqueroute. Les petites entreprises semblent avoir particulièrement bénéficié de ces mesures. Les entreprises suffisamment grandes accèdent généralement aux marchés des capitaux en émettant des obligations. Le nombre de défaillances d'entreprises émettant des titres de créance à caractère spéculatif a atteint son niveau le plus élevé depuis la crise financière mondiale (voir l'édition d'avril 2021 du GFSR). L'ensemble de ces éléments laisse entendre que si les mesures de soutien ont sans aucun doute permis de maintenir à flot de nombreuses entreprises viables, elles maintiennent également en vie des entreprises inefficaces qui auraient fait faillite même si le ralentissement observé n'avait pas eu lieu. Afin d'empêcher ces entreprises « zombies » de continuer d'accaparer des ressources, les pouvoirs publics devront réduire les prêts généralisés et les garanties de crédit, et s'appuyer davantage sur des mécanismes de restructuration extrajudiciaire spécifiques et des procédures plus simples pour la réorganisation des petites entreprises, la restructuration des prêts et le dépôt de bilan. Ils devraient en outre encourager les établissements de crédit à repérer les emprunteurs en difficulté et à en assurer la gestion, y compris lorsque les moratoires et autres mesures de soutien restent en place. Les autorités de nombreux pays ont donc un choix peu enviable à faire : accepter une augmentation des faillites d'entreprises à court terme ou soutenir des entreprises « zombies » improductives à long terme. L'arbitrage sera probablement encore plus difficile dans les secteurs les plus durement touchés. En outre, une défaillance généralisée des entreprises pourrait se répercuter sur le secteur financier et avoir une incidence sur les réserves de fonds propres des banques. Par conséquent, les autorités devraient également envisager de prendre des mesures dont les résultats se rapprocheraient des effets de recapitalisation observés à la suite d'injections de fonds propres, lesquelles sont difficiles à mettre en œuvre directement dans toutes les entreprises, à l'exception des plus grandes. Ces mesures se traduiraient notamment par des prêts dont le remboursement est subordonné à la réalisation de bénéfices ultérieurs suffisants ou par la souscription de prêts similaires dans le secteur privé.

- La transition vers une économie post-COVID-19 passera inévitablement par une *réaffectation des ressources* en faveur des secteurs en redressement. Le meilleur moyen d'y parvenir est de réduire le niveau global de l'aide octroyée, tant pour les ménages que pour les entreprises, tout en apportant un appui ciblé aux secteurs les plus durement éprouvés. Le secteur des services, en

particulier, a connu un ralentissement beaucoup plus marqué que les autres pans de l'économie. Par conséquent, il serait peut-être préférable de mettre l'accent, de manière continue et ciblée, sur les entreprises de services. Un retrait prématuré de l'aide aux secteurs les plus touchés risque de déboucher sur une reprise inégale et de laisser des séquelles dans certains secteurs, empêchant ainsi une réaffectation nécessaire à long terme. Bien entendu, l'équilibre entre la fin de cette aide et l'appui à des entreprises non viables sera difficile à trouver ; les mesures sectorielles devront être supprimées à terme. Toutefois, en menant cette démarche plus lentement dans les secteurs les plus touchés, les pouvoirs publics peuvent espérer limiter les séquelles au niveau sectoriel.

- La crise a frappé plus durement les petites entreprises. Par conséquent, il convient de renforcer les *mesures visant à promouvoir la concurrence et à limiter la concentration du marché* afin d'éviter une forte augmentation des monopoles pendant la reprise.

Phase 3 : investir dans le futur

Plusieurs questions constitueront des enjeux à plus long terme pour les pouvoirs publics, qu'elles soient liées à la pandémie ou héritées de tendances antérieures. Les plus importantes sont la crise climatique actuelle, la réforme des cadres d'action et l'amélioration de la coopération internationale.

La coopération internationale reste essentielle. La pandémie a touché tous les habitants de la planète, quelle que soit leur nationalité. Par conséquent, les pays doivent coopérer pour faire face aux répercussions mondiales de la crise.

- Un *accès continu aux liquidités* peut empêcher les pressions liées au financement extérieur de se propager d'un pays à l'autre et accroître la marge de manœuvre des autorités monétaires. Pour réduire la probabilité que les besoins de financement de la balance des paiements restreignent les dépenses essentielles en matière de santé et d'aide sociale, le FMI a étoffé sa panoplie d'instruments de prêt : il a mis en place de nouveaux mécanismes de financement, augmenté les limites d'accès pour les financements d'urgence et a donné à plus de pays la possibilité de bénéficier de dons leur permettant d'alléger le service de leur dette. En outre, l'initiative de suspension du service de la dette (ISSD) du Groupe des Vingt (G20), soutenue par la Banque mondiale et le FMI, permet de suspendre le paiement du service de la dette de 73 pays jusqu'en juin 2021. Une augmentation des allocations de droits de tirage spéciaux (DTS) pour tous

les pays permettrait de pouvoir mieux atténuer les effets des chocs actuels au cours d'une reprise inégale. Un apport temporaire de liquidités peut compenser en partie le manque de marge de manœuvre, mais pourrait se révéler insuffisant pour les pays dont la dette souveraine n'est pas viable. Dans de tels cas de figure, ceux qui répondent aux conditions prévues devraient, en collaboration avec leurs créanciers, s'employer à restructurer leur dette en recourant au cadre commun approuvé par le G20. Sans cette démarche, ces pays risquent de se voir contraints de renoncer à des dépenses de santé et d'investissement indispensables et de consacrer leurs rares réserves de change à leurs obligations liées à la dette extérieure, ce qui retarderait encore davantage leur développement à long terme et leur convergence vers un niveau plus élevé de revenu par habitant.

- Par ailleurs, certains différends *commerciaux* de portée internationale ne sont toujours pas résolus. Ils concernent notamment l'incapacité à sortir d'une impasse au sujet des nominations à l'Organe d'appel de l'Organisation mondiale du commerce et les tensions commerciales entre les États-Unis et la Chine.

Stimuler la productivité et la croissance. Même avant la pandémie, la croissance de la productivité était timide depuis plusieurs décennies. Bien que les causes profondes de cette situation soient difficiles à déterminer, il est possible que l'amélioration de l'efficacité reste anémique et nécessite la prise de mesures correctives, notamment des investissements dans l'éducation, la recherche et les infrastructures. Cela dit, un autre avenir pourrait se dessiner, compte tenu des innovations en matière d'intelligence artificielle qui entraînent des progrès rapides de la productivité à mesure qu'une nouvelle vague d'automatisation s'étend à des tâches non routinières. Les pôles de croissance dans des secteurs tels que la logistique et les services pourraient impulser un nouvel élan après une décennie de croissance médiocre dans de nombreux pays. Une évolution de ce type ne se ferait pas sans inconvénients : les pertes d'emplois dans des professions peu qualifiées et routinières pourraient amplifier les inégalités, et la fracture numérique pourrait exacerber les disparités entre ceux qui ont accès à des possibilités en ligne et le reste de la population. Des mesures telles que l'amélioration des réseaux à large bande et la réduction des coûts d'accès aux télécommunications pourraient réduire ces inconvénients, tandis que la reconversion des travailleurs et l'investissement dans la formation numérique contribueraient de manière plus générale à élargir l'accès aux nouvelles possibilités d'emploi.

Une amélioration des cadres d'action peut permettre de dégager une marge de manœuvre. La marge de manœuvre dont disposent les pouvoirs publics pour agir dépend du cadre dans lequel ils opèrent. L'amélioration des cadres d'action peut permettre d'assouplir certaines des contraintes qui entravent leurs efforts.

- Les pays en difficulté peuvent être amenés à envisager une *restructuration préventive de leur dette*. Loin d'être la solution idéale, une restructuration négociée avec les créanciers des pays très endettés serait toutefois préférable à un défaut de paiement désordonné. Si les contrats obligataires contiennent des clauses d'action collective et que la nouvelle offre est considérée comme raisonnable par la majorité qualifiée des détenteurs d'obligations, une restructuration serait alors plus facile à gérer. Elle pourrait prendre la forme d'un allongement des échéances, d'une réduction des taux d'intérêt, d'une réduction du principal ou d'autres échanges de créances. Le cadre commun du G20 prévoit un modèle pour certains pays et pourrait éventuellement être appliqué au-delà de la liste actuelle, qui comprend les pays pouvant bénéficier de l'ISSD.
- Plus généralement, un *espace budgétaire* peut être dégagé à l'aide de mesures qui permettent non seulement d'accroître les recettes, mais aussi de rendre la fiscalité plus progressive au moyen, par exemple, d'une augmentation de l'impôt pour les particuliers fortunés et les sociétés très rentables, qui sont comparativement moins touchés par la pandémie, de la suppression des niches fiscales au niveau national, de la réduction des dépenses fiscales et d'une meilleure administration des recettes (notamment en recourant davantage à la déclaration électronique pour accroître le respect des obligations fiscales). Il faudra compléter les efforts déployés à l'échelle nationale par une étroite coopération internationale afin de limiter les transferts de bénéfices ainsi que la fraude et l'évasion fiscales. Ces initiatives peuvent être renforcées du côté des dépenses en améliorant l'efficacité et la gouvernance des investissements et des marchés publics, en réduisant les subventions mal ciblées et en rationalisant les dépenses ordinaires. S'engager à revenir au respect des règles budgétaires ou préapprouver des réformes fiscales dès maintenant pour les mettre en œuvre une fois la pandémie durablement maîtrisée pourrait renforcer la crédibilité des cadres budgétaires.
- *Cadres de politique monétaire.* Dans les pays où les taux d'intérêt se situent à leur borne inférieure effective (principalement les pays avancés, mais aussi certains pays émergents comme le Chili et le Pérou), continuer

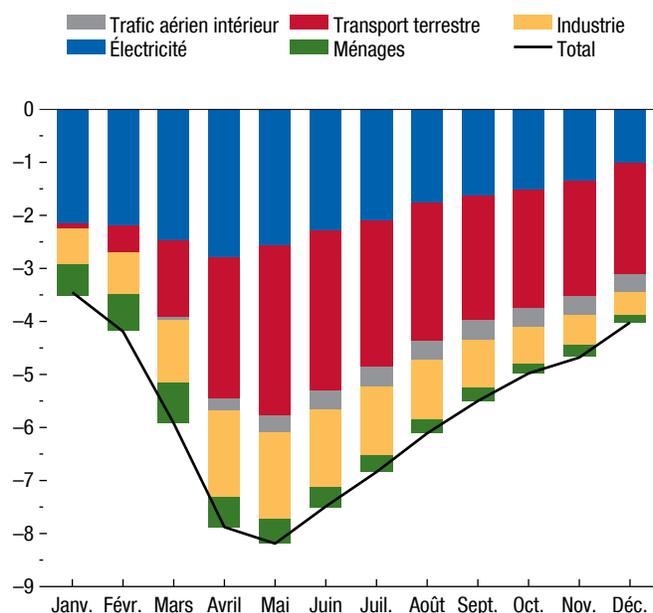
d'appliquer des mesures non conventionnelles de politique monétaire, y compris l'achat d'actifs, le cadrage prospectif ou même des taux d'intérêt négatifs, peut permettre d'accroître la marge de manœuvre. Dans les pays émergents, les programmes d'achat d'actifs peuvent créer une marge supplémentaire, à condition que les objectifs soient clairs, que les mesures soient bien communiquées et qu'elles s'inscrivent dans un cadre d'action plus global et cohérent, dans lequel la banque centrale est explicitement chargée d'assurer la stabilité des prix. Un cadre de politique budgétaire crédible peut permettre d'accroître encore la marge de manœuvre nécessaire pour continuer d'appliquer temporairement ces mesures non conventionnelles, car il enverrait un signal fort sur la limitation des émissions souveraines et des achats de la banque centrale (chapitre 4).

Sans coopération internationale, les changements climatiques continueront de freiner la croissance et la convergence économiques. Les émissions mondiales ont diminué d'environ 4 % en 2020, ce qui correspond globalement à la réduction de la production (graphique 1.22). Cette baisse est probablement temporaire. L'économie mondiale doit enregistrer une diminution similaire chaque année au cours des 30 ans à venir pour réduire les émissions de 80 % d'ici à 2050. En l'absence d'une action immédiate et coordonnée à l'échelle mondiale, les émissions augmenteront de nouveau lorsque la pandémie sera surmontée et que la production augmentera, et ce sont les pays les moins à même d'assumer les coûts d'une nécessaire adaptation, à savoir les petits pays et les pays à faible revenu, qui en pâtiront le plus (encadré 1.2). Un ensemble complet de mesures peut permettre d'atténuer les pires effets des changements climatiques moyennant des coûts de production relativement faibles pendant la phase de transition (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des PEM). Il devrait reposer sur les éléments suivants.

- **Tarifification du carbone** : il est essentiel d'augmenter le prix du carbone pour décourager l'utilisation des combustibles les plus préjudiciables pour la société, notamment le charbon. Étant donné que le premier dollar de la taxe sur le carbone est le plus efficace, les pays ne souhaitant pas imposer des impôts élevés ne devraient pas hésiter à instaurer des taxes modérées, de préférence croissantes, sur le carbone ou à envisager des systèmes d'échange de droits d'émission. La mise en place d'un dispositif de prix plancher du carbone dans les grands pays émetteurs, conçu de manière suffisamment souple pour tenir compte de considérations d'équité et des contraintes liées aux politiques

Graphique 1.22. Émissions cumulées de dioxyde de carbone dans le monde, 2020 par rapport à 2019
(Différence en pourcentage)

Les émissions mondiales ont été inférieures de 4 % en 2020 en raison du ralentissement de l'activité imputable à la pandémie.



Source : Carbon Monitor (<https://carbonmonitor.org/>).

nationales, peut contribuer à coordonner et à intensifier l'action à cet égard (voir l'édition d'octobre 2019 du Moniteur des finances publiques).

- **Investissement dans des infrastructures respectueuses de l'environnement** : un élan en faveur d'infrastructures respectueuses de l'environnement, financé en partie par une taxe sur le carbone, pourrait compenser les pertes économiques liées à une hausse des coûts de l'énergie. Il pourrait s'agir notamment d'améliorer le transport et la distribution de l'électricité produite à partir de sources d'énergie renouvelables, d'accorder des subventions visant à améliorer le rendement énergétique des bâtiments et de mettre en place de meilleures infrastructures de transport écologique (transports en commun, recharge des véhicules électriques, etc.).
- **Subventions en faveur de la recherche à orientation écologique** : bien que les effets en soient incertains et différés, la mise en place de subventions en faveur de la recherche sur les technologies vertes peut permettre d'accélérer considérablement le passage à une économie sans émission de carbone et, compte tenu de la petite taille du secteur des technologies vertes, se

révéler relativement peu coûteuse. Il convient de noter qu'en réduisant le coût des futures énergies vertes et des technologies à émissions négatives, les subventions à la recherche favoriseront la réalisation des futurs objectifs de décarbonation.

- *Transferts compensatoires ciblés* : les personnes à faible revenu seront les plus durement touchées par les mesures

d'atténuation des changements climatiques, car elles présentent une consommation plus énergivore et sont plus susceptibles de travailler dans des secteurs à forte consommation d'énergie. Des transferts et des remises ciblés, financés par des taxes sur le carbone, peuvent compenser ces effets et éviter ainsi que l'atténuation des changements climatiques ne creuse les inégalités.

Encadré des scénarios

Lors de la publication de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale* (PEM), une grande incertitude entourait l'homologation et la disponibilité des vaccins, ce qui se traduisait par des écarts notables entre le scénario de référence et les autres scénarios examinés. Si certains éléments d'incertitude concernant les vaccins ont été levés, d'autres sont apparus. Même si ces aléas ne conduisent pas forcément à des écarts aussi élevés par rapport au scénario de référence qu'en octobre, ils restent toutefois non négligeables.

Le modèle G20 est utilisé pour illustrer cette situation, car il permet d'estimer l'incidence potentielle de la montée de l'incertitude quant à l'évolution de la pandémie en tenant compte de l'apparition de nouveaux variants, de l'efficacité des vaccins et du rythme de leur distribution. Dans le scénario favorable, il est supposé que la reprise soit beaucoup plus forte que celle prévue dans le scénario de référence, car la distribution des vaccins permet aux secteurs où les contacts sont fréquents de retrouver rapidement leur niveau d'activité et d'accroître ainsi le sentiment de confiance. Dans le scénario défavorable, il est supposé que la distribution des vaccins ne se déroule pas aussi bien que dans le scénario de référence et que les variants se révèlent plus résistants aux vaccins. Par conséquent, des modifications supplémentaires doivent être apportées à la composition des vaccins, ce qui retarde considérablement le processus d'immunité collective et donc la reprise dans les secteurs où les contacts sont fréquents.

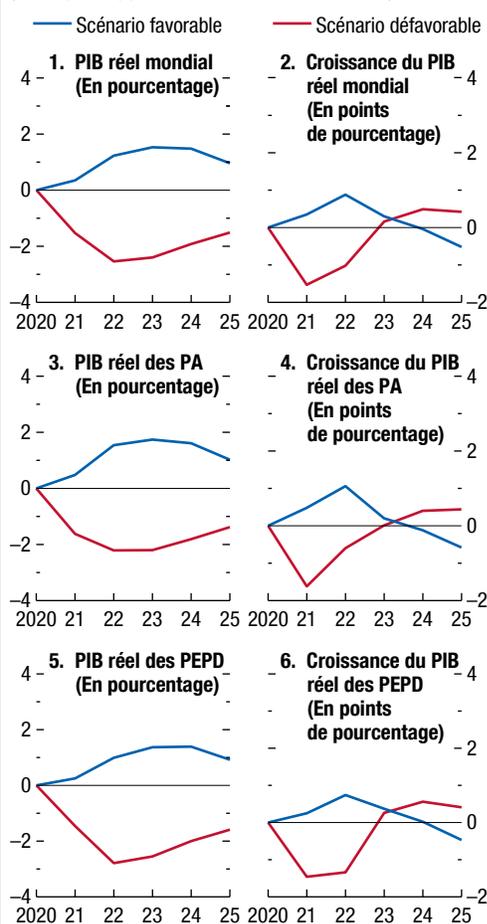
Scénario favorable

Dans le scénario favorable (lignes bleues dans le graphique 1 de l'encadré des scénarios), il est supposé que la distribution des vaccins soit environ 10 % plus rapide que dans le scénario de référence et que les vaccins permettent de prévenir les infections dues à l'ensemble croissant de variants et de limiter la contagiosité des personnes vaccinées. L'amélioration de la situation sur le front des vaccins et la diminution rapide des préoccupations liées à la maladie entraînent alors une normalisation plus rapide que prévu des déplacements, ce qui renforce la confiance des ménages et des entreprises. Ce sentiment de confiance se traduit par un retrait plus rapide que prévu de l'épargne accumulée, une libération rapide de la demande refoulée et une accélération de l'investissement privé. Compte tenu du bon ancrage des anticipations inflationnistes, l'accélération de l'inflation provoquée par la demande ne

Les auteurs du présent encadré sont Ben Hunt et Susanna Mursula.

Graphique 1 de l'encadré des scénarios. Autres évolutions possibles de la lutte contre le virus de la COVID-19

(Écart par rapport au scénario de référence)



Source : FMI, simulations selon le modèle G20.

Note : PA = pays avancés ; PEPD = pays émergents et pays en développement.

conduit pas les autorités monétaires de la plupart des pays à resserrer leur politique, et la baisse des taux d'intérêt réels qui en résulte stimule davantage la demande privée. Il est supposé que les autorités budgétaires réduisent les dépenses liées aux stabilisateurs automatiques en fonction de l'évolution de la reprise, mais elles ne mettent fin à aucune autre mesure discrétionnaire par rapport au scénario de référence. Le rebond plus rapide de la demande à court terme contribue à réduire certaines des séquelles temporaires mais persistantes prévues dans le scénario de référence, car la demande de main-d'œuvre s'accroît, ce

Encadré des scénarios (fin)

qui permet de juguler rapidement la perte de capital humain ; certaines faillites sont évitées et la reprise de l'investissement privé stimule temporairement la croissance de la productivité.

Étant donné que les vaccins sont d'abord distribués dans les pays avancés et que l'épargne accumulée et la demande refoulée y sont plus élevées, ces pays sont les principaux moteurs d'une reprise plus rapide que prévu ; les pays émergents et les pays en développement jouent un rôle légèrement moins important. Le PIB mondial augmente plus rapidement que dans le scénario de référence, de près de ½ point de pourcentage en 2021, atteint près de 1 point de pourcentage en 2022, mais ralentit fortement en 2023 pour revenir à un niveau très proche de celui prévu dans le scénario de référence. La croissance du PIB des pays avancés est supérieure d'environ ½ point de pourcentage à celle du scénario de référence en 2021 et accélère pour dépasser de plus d'un point de pourcentage le niveau de référence en 2022. La croissance du PIB des pays émergents et des pays en développement est supérieure d'environ ¼ point de pourcentage à celle du scénario de référence en 2021 et atteint ¾ point de pourcentage en 2022. La reprise plus rapide que prévu ainsi que l'effacement correspondant d'une partie des séquelles supposées dans le scénario de référence placent la production mondiale près de 1 % au-dessus du niveau de référence à la fin de la période considérée.

Scénario défavorable

Dans le scénario défavorable (lignes rouges dans le graphique 1 de l'encadré des scénarios), il est supposé que des goulets d'étranglement au niveau de l'offre et d'autres problèmes logistiques concernant la livraison des vaccins les plus efficaces contre les variants en expansion permettent aux variants existants de bien s'implanter. Il est également supposé que de nouvelles mutations se produisent. Ainsi, le délai pour atteindre l'immunité collective est allongé d'environ six mois dans les pays avancés et neuf mois dans les pays émergents et les pays en développement. La persistance de taux d'infection et

de mortalité élevés ralentit la normalisation des déplacements et le redressement de la demande dans les secteurs où les contacts sont fréquents. Cela réduit les revenus des entreprises et des ménages et assombrit leurs anticipations de revenus escomptés, ce qui sape davantage la confiance des consommateurs et des entreprises. Une reprise plus lente que prévu accroît l'aversion pour le risque et entraîne un resserrement des conditions financières pour les entreprises vulnérables, ce qui freine encore davantage la croissance. Il est supposé que des mesures de politique monétaire non conventionnelles empêchent une hausse sensible des taux souverains. Le manque de marge de manœuvre sur le plan de la politique monétaire conventionnelle et la réduction de l'espace budgétaire restreignent la capacité des dirigeants à intensifier leur action. En outre, aucune nouvelle mesure budgétaire discrétionnaire n'est supposée. Du fait d'un rebond plus faible de l'activité, les séquelles sont proportionnellement plus importantes que celles prévues dans le scénario de référence, ce qui ralentit la vitesse du redressement une fois que la disponibilité et l'efficacité des vaccins se sont suffisamment améliorées pour permettre un retour des déplacements à leurs niveaux d'avant la pandémie.

Par rapport au scénario de référence, la croissance du PIB mondial ralentit d'environ ½ point de pourcentage de plus en 2021 et d'un point de pourcentage supplémentaire en 2022, avant de se redresser légèrement au-dessus du niveau de référence en 2023 et par la suite. La croissance des pays avancés et celle des pays émergents et des pays en développement reculent à peu près dans les mêmes proportions en 2021, mais du fait du resserrement plus marqué des conditions financières pour les entreprises vulnérables dans les pays émergents et les pays en développement, la croissance de ces derniers ralentit davantage que celle des pays avancés en 2022. La reprise beaucoup plus lente que prévu laisse des séquelles supplémentaires et, conjuguée au durcissement des conditions financières, donne lieu à une production inférieure d'environ 1½ % à celle du scénario de référence à la fin de la période considérée.

Encadré 1.1. Industrie manufacturière mondiale : reprise en V et incidences sur les perspectives mondiales

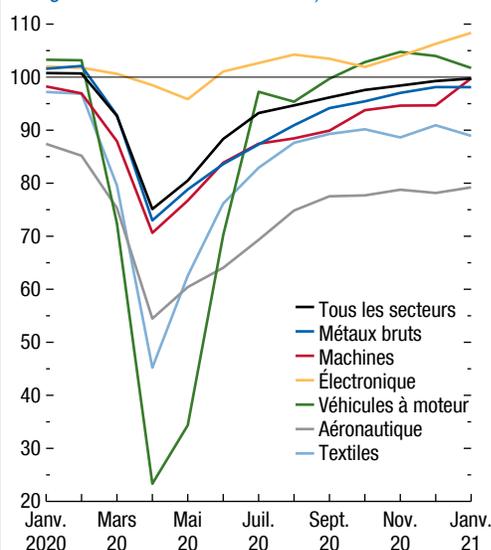
L'industrie manufacturière mondiale s'est fortement contractée au printemps 2020. Cependant, contrairement à l'évolution constatée pendant la crise financière mondiale, le recul a été de courte durée, puisque des reprises synchronisées en forme de V ont été observées dans les pays avancés et les pays émergents au cours du second semestre de l'année. Si le rebond s'explique en partie par la reprise de la production une fois les interruptions terminées, d'autres facteurs liés à la demande ont également joué un rôle, notamment la libération de la demande refoulée après la levée des mesures de confinement et l'augmentation de la demande d'équipements de protection et de produits qui facilitent le travail à domicile.

La reprise a été plus marquée dans certains secteurs que dans d'autres (graphique 1.1.1), ce qui est dû à plusieurs facteurs.

- *Les dépenses de consommation en biens durables ont augmenté dans les pays avancés, sous l'effet des programmes de soutien des pouvoirs publics, de la demande refoulée et de la limitation des dépenses consacrées aux services depuis le début de la pandémie* : la part des biens durables dans les dépenses de consommation a atteint environ 12 % au troisième trimestre de 2020, alors que la moyenne était de 10,5 % au cours des deux années précédant la pandémie. La hausse est plus manifeste pour des produits comme les automobiles et les appareils électriques. Les ventes mondiales d'automobiles, par exemple, ont retrouvé leur niveau d'avant la pandémie en décembre 2020, après avoir chuté de plus de 40 % jusqu'en avril. Pour expliquer ce rebond, il faut probablement tenir également compte de la volonté de respecter les distances de sécurité et d'éviter les transports publics, ainsi que des effets des programmes d'incitation à l'achat et des déductions fiscales. Le secteur automobile a été le principal moteur de la reprise de l'industrie manufacturière, étant à l'origine d'environ 35 % du rebond mondial au second semestre de 2020, tandis que les équipements électriques y ont contribué pour près de 5 % (graphique 1.1.2). La réorientation vers des biens durables a également soutenu le net redressement du commerce mondial ; les importations de biens de consommation des pays avancés ont représenté près d'un tiers de la reprise qu'a connue la valeur des échanges commerciaux dans le monde (hors pétrole) au cours du deuxième semestre de 2020. Le rebond des dépenses en biens durables a été moins prononcé dans les pays émergents, à l'exception de la Chine.

Nadia Mounir est l'auteure du présent encadré. Aneta Radzikowski y a également contribué par son travail de recherche.

Graphique 1.1.1. Industrie manufacturière mondiale : principaux secteurs
(Indice, décembre 2019 = 100 ; corrigé des variations saisonnières)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : hors Chine.

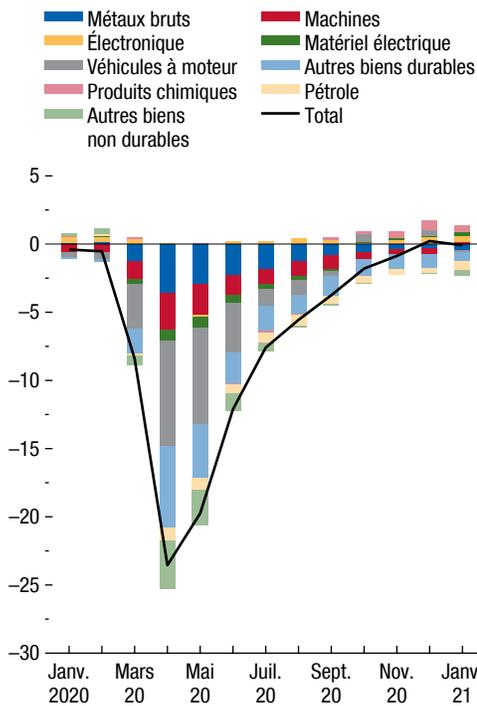
- *La pandémie a accru la demande de certains produits* : le matériel électronique, du fait de la transition vers le télétravail et l'apprentissage à distance, ainsi que le plastique, le caoutchouc et le textile, principales sources des équipements de protection individuelle. Ces secteurs sont à l'origine d'environ 10 % du rebond de l'industrie manufacturière.
- *Les incertitudes persistantes qui entourent les perspectives liées à la pandémie ont entravé la reprise de l'inv Matériel privé, en particulier dans les équipements*. Cela a limité le redressement de la production de machines et d'autres biens d'équipement. La production dans ces secteurs reste inférieure d'environ 6 % aux niveaux d'avant la pandémie (à l'exception du secteur aéronautique, qui affiche un niveau inférieur de près de 20 %). Des signes d'amélioration constante sont perceptibles en ce qui concerne la production de machines ; les importations de biens d'équipement ont repris à la fin de l'année 2020.

Les perspectives à court terme de l'industrie manufacturière mondiale restent positives, comme en témoignent les indicateurs de l'indice des directeurs d'achat de ce secteur établi en février, qui attestent d'une poursuite de l'expansion, bien qu'à un rythme plus lent. Alors que la reprise

Encadré 1.1 (suite)

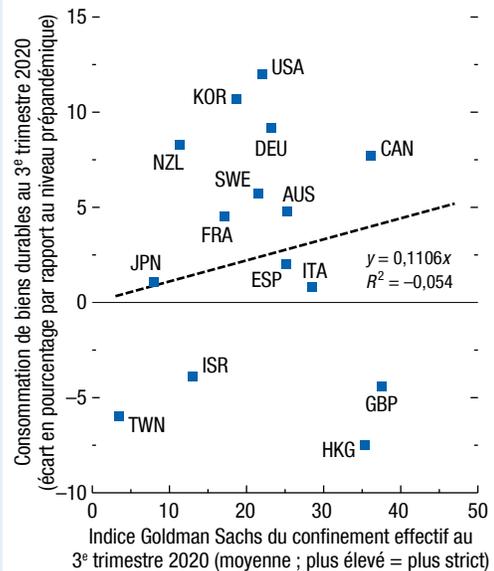
Graphique 1.1.2. Industrie manufacturière mondiale par secteur

(Contribution à la variation en pourcentage en glissement annuel ; en points de pourcentage)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : hors Chine.

Graphique 1.1.3. Corrélation entre les mesures de confinement dans les pays avancés et la consommation de biens durables



Sources : base de données de l'Organisation de coopération et de développement économiques ; Goldman Sachs ; Haver Analytics ; calculs des services du FMI.
Note : Les pays avancés compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Hong Kong (RAS), Israël, Japon, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Ce groupe représente 41,4 % de la consommation mondiale pondérée selon les parités de pouvoir d'achat. Le coefficient estimé de l'indice de confinement était -0,5 au 2^e trimestre, avec un niveau de signification de 5 %. Les codes pays utilisés sont ceux de l'Organisation internationale de normalisation (ISO).

à court terme pourrait être tempérée par la résurgence de cas de COVID-19 dans plusieurs pays de premier plan, les données sur les directives de distanciation physique imposées à la fin 2020 et au début 2021 en Europe et au Royaume-Uni révèlent une incidence relativement faible de ces mesures sur l'activité manufacturière. Cela s'explique en partie par le caractère moins strict des mesures d'endiguement par rapport à celles prises en avril et mai, et par des perturbations beaucoup moins fortes de la production et des chaînes d'approvisionnement. La demande de biens, en particulier de biens durables, semble également être devenue moins sensible aux variations des déplacements, comme cela a été constaté au second semestre de 2020 (graphique 1.1.3).

Au-delà du court terme, la généralisation de l'accès aux vaccins et la normalisation des activités où les contacts sont fréquents, ainsi que le maintien de l'appui des pouvoirs publics, devraient contribuer à soutenir la

reprise de l'industrie manufacturière. La poursuite de la normalisation des dépenses d'investissement mondiales constituera une source importante de demande pour l'industrie manufacturière. Cependant, plusieurs facteurs propres à la récession liée à la COVID-19 pourraient restreindre la vigueur de cette reprise : 1) une réorientation de la demande mondiale des biens durables vers les services sera probablement observée, car ces derniers ont représenté l'essentiel de la baisse du PIB mondial et restent bien en deçà de leurs niveaux d'avant la pandémie ; 2) la reconstitution des stocks, élément important des retournements de la conjoncture, sera probablement plus lente cette fois-ci, étant donné que le déstockage a été moins marqué pendant cette récession que lors d'épisodes précédents et que des incertitudes subsistent quant aux perspectives liées à la pandémie (graphique 1.1.4).

Encadré 1.1 (fin)

Graphique 1.1.4. Stocks dans les pays avancés et perspectives de l'industrie manufacturière

(Variation des stocks en pourcentage du PIB ; agrégée selon les parités de pouvoir d'achat)



Sources : Haver Analytics ; calculs des services du FMI.

Note : Les pays avancés compris ici sont les suivants : Australie, Canada, Corée, Danemark, États-Unis, Israël, Japon, Norvège, Nouvelle-Zélande, République tchèque, Royaume-Uni, Suède, Taiwan (province chinoise) et zone euro. Ce groupe représente 42,9 % du PIB mondial pondéré selon les parités de pouvoir d'achat.

Encadré 1.2. Qui subit le plus les effets des changements climatiques ? Exemple des catastrophes naturelles

Les catastrophes majeures liées aux conditions météorologiques entraînent, dès qu'elles frappent, des baisses considérables du PIB réel par habitant, de l'ordre de 1,2 point de pourcentage en moyenne. Et les effets néfastes sont plus marqués dans les zones où l'exposition et la vulnérabilité sont élevées, notamment dans les pays en développement à faible revenu et les petits pays insulaires. Les changements climatiques et la hausse continue des températures de la planète risquent d'accroître encore la fréquence et l'intensité des catastrophes naturelles. Une meilleure résilience sur le plan structurel, financier et social permettrait d'accélérer la phase de redressement après une catastrophe et de réduire autant que possible la dégradation des conditions de vie.

Les changements climatiques en cours constituent une menace fondamentale pour l'économie mondiale. Si des mesures d'atténuation efficaces ne sont pas prises, l'augmentation des températures réduira le niveau de vie mondial d'au moins 5 à 10 % (par rapport à une stabilisation des températures aux niveaux actuels) d'ici la fin du siècle (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2020 des *Perspectives de l'économie mondiale*).

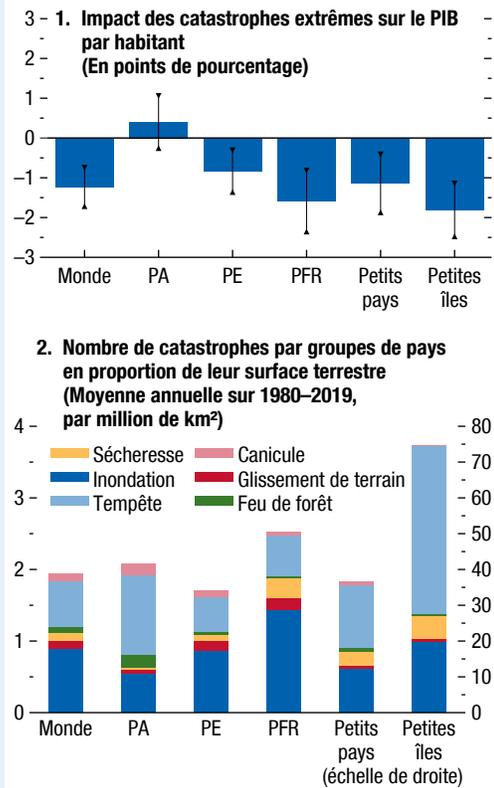
En l'absence de mesures d'atténuation efficaces, les pays à faible revenu sont non seulement les plus exposés aux coûts des changements climatiques, mais aussi les plus limités dans leur capacité d'adaptation, alors même que ce sont eux qui contribuent le moins aux émissions de gaz à effet de serre. Ces coûts seront vraisemblablement dus à des catastrophes naturelles plus fréquentes et plus dévastatrices, tandis que la hausse des températures mondiales a probablement déjà contribué à l'augmentation de la fréquence des catastrophes liées aux conditions météorologiques (GIEC, 2012), qui s'ajoutent à d'autres catastrophes naturelles telles que les tremblements de terre, auxquelles les pays à faible revenu sont également exposés.

Si les pays se remettent bien des catastrophes modérées, ils voient en revanche leur production économique généralement diminuer en cas de catastrophe extrême¹.

Le présent encadré a été rédigé par Evgenia Pugacheva, qui a pu s'appuyer sur les observations de Stéphane Hallegatte.

¹Voir Botzen, Deschenes et Sanders (2019) pour un aperçu des travaux sur les conséquences macroéconomiques des catastrophes naturelles. Pour les catastrophes majeures qui se situent dans le 5^e centile supérieur des catastrophes selon leur gravité, Felbermayr et Gröschl (2014) estiment que la croissance du PIB diminue de 0,46 point de pourcentage l'année du choc. Strobel (2011) constate que les effets de l'arrivée d'un ouragan sur les comtés côtiers des États-Unis réduisent localement le taux de croissance du PIB par habitant de 0,45 point de pourcentage, mais ne pèsent pas sur le taux de croissance à l'échelle

Graphique 1.2.1. Fréquence et effets hétérogènes des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques



Sources : EM-DAT (Emergency Events Database) ; calculs des services du FMI.

Note : Sur la page 1, les barres d'erreur représentent des intervalles de confiance de 90 %. Sur la page 2, pour chaque année, le nombre de catastrophes est additionné, puis divisé par la surface terrestre totale du groupe de pays, puis rapporté à une moyenne annuelle. Les petits pays sont définis comme des territoires dont la surface terrestre est inférieure à 30 000 km² (à titre d'exemple, celle d'Haïti est de 27 750 km²). PA = pays avancés ; PE = pays émergents ; PFR = pays à faible revenu.

Les catastrophes de grande ampleur liées aux conditions météorologiques provoquent une baisse de 1,2 point de pourcentage du PIB réel par habitant en moyenne et ont des effets plus marqués dans les pays à faible revenu et les

nationale, car l'activité économique dans les zones non touchées compense les pertes. Loayza *et al.* (2012) soulignent également que les répercussions d'une catastrophe dépendent de sa gravité. Cantelmo, Melina et Papageorgiou (2019) font valoir que les catastrophes naturelles graves et répétées ont des effets négatifs persistants.

Encadré 1.2 (fin)

petits pays insulaires où la diminution est respectivement de 1,6 et 1,8 point de pourcentage (graphique 1.2.1, page 1). L'exposition et la vulnérabilité y sont élevées, car ces pays connaissent davantage de catastrophes signalées par kilomètre carré de superficie terrestre (graphique 1.2.1, page 2)². Les répercussions sur les pays avancés sont plus modérées, car ceux-ci sont souvent mieux équipés pour faire face aux catastrophes naturelles. En effet, une reconstruction plus rapide et de meilleure qualité, ainsi que des dépenses de grande ampleur pour financer l'aide publique peuvent entraîner une augmentation de la production à la suite d'une catastrophe, du moins à court terme. Les effets à moyen et long termes des catastrophes liées aux conditions météorologiques pourraient persister ; par exemple, les cyclones tropicaux, qui ont des conséquences dévastatrices tant pour les petits pays insulaires que pour les régions côtières des grands pays, engendrent des préjudices qui ne sont pas compensés même 20 ans après le passage de la tempête (voir le chapitre 3 de l'édition d'octobre 2017 des *Perspectives de l'économie mondiale*). En outre, les événements de ce type touchent de manière disproportionnée la tranche la plus pauvre de la population et ont des effets intergénérationnels, car la santé des individus est compromise, leurs moyens de subsistance sont détruits et leurs enfants ne peuvent plus aller à l'école (chapitre 2 de l'édition d'avril 2020 des *Perspectives économiques régionales pour l'Afrique subsaharienne*).

La destruction du capital productif est le principal mécanisme par lequel les catastrophes réduisent

²La spécification économétrique utilisée pour estimer les répercussions des catastrophes naturelles liées aux conditions météorologiques sur le PIB réel par habitant pendant la période 1980–2019 est donnée par l'équation $\Delta \ln(y_{i,t}) = \beta_1 d_{i,t} + \beta_2 d_{i,t-1} + \theta_1 X_{i,t} + \alpha_i + \mu_t + \varepsilon_{i,t}$, dans laquelle i renvoie aux pays et t aux années ; $\Delta \ln(y_{i,t})$ représente la croissance du PIB réel par habitant ; $d_{i,t}$ est la variable indicatrice de catastrophe naturelle, qui prend la valeur 1 lorsque les dommages aux biens et au stock de capital en pourcentage du PIB de l'année précédente dépassent 10 % ou lorsque le nombre de personnes tuées ou sinistrées dépasse 10 % de la population (total de toutes les catastrophes dans un pays pour une année donnée) et prend la valeur 0 dans le cas contraire (ces critères correspondent à des catastrophes naturelles très extrêmes) ; β_1 est le coefficient d'intérêt ; $X_{i,t}$ correspond à un ensemble de valeurs de contrôle qui comprend deux retards de la croissance et le logarithme du PIB par habitant en parités de pouvoir d'achat ; α_i et μ_t représentent des effets fixes de pays pour le premier et d'année pour le second, avec des erreurs-types regroupées au niveau du pays.

la production. Contrairement aux catastrophes qui ne détruisent que des biens de consommation durables, comme les voitures et les meubles, les catastrophes qui détruisent du capital entraînent généralement une réduction du PIB (Strulik et Trimborn, 2019). En outre, les dommages causés aux infrastructures publiques et à la fourniture d'eau, de gaz et d'électricité peuvent interrompre l'activité de production, ce qui a des répercussions sur les chaînes d'approvisionnement. Les efforts de reconstruction sont également coûteux : ils réorientent des ressources prévues pour d'autres activités de production et réduisent la productivité globale en raison d'une mauvaise allocation du capital (Hallegatte et Vogt-Schilb, 2019). Toutefois, si elle est bien menée, une meilleure reconstruction peut non seulement réduire au minimum les conséquences des catastrophes pour la consommation, la production et les conditions de vie en général, mais aussi réduire la vulnérabilité aux chocs futurs (Hallegatte, Rentschler et Walsh, 2018).

Dans ce contexte plus large, une stratégie à trois volets peut permettre de relever le défi spécifique que posent les phénomènes météorologiques extrêmes, en particulier pour les pays à faible revenu (FMI, 2019). Le premier volet consiste à renforcer la résilience structurelle en investissant dans des infrastructures résistantes aux catastrophes, des systèmes d'alerte rapide et une application plus rigoureuse des codes du bâtiment et des règles de zonage. Le deuxième volet vise à accroître la résilience financière en garantissant l'accès à des lignes de crédit préventives préapprouvées, la participation à des mécanismes d'assurance prévoyant une mise en commun des risques, l'inscription au budget de réserves financières, une amélioration de la mesure de l'exposition et de la vulnérabilité aux aléas climatiques et une meilleure communication des données correspondantes (voir le chapitre 5 de l'édition d'avril 2020 du *Global Financial Stability Report* (Rapport sur la stabilité financière dans le monde)). Le troisième volet a pour objectif de renforcer la résilience sociale en améliorant la préparation aux catastrophes et les capacités de gestion de ces phénomènes, ce qui permet de limiter l'interruption des services publics essentiels, en consolidant les systèmes de protection sociale en place afin de réduire les répercussions sur les groupes les plus vulnérables, et en faisant en sorte que l'aide internationale soit obtenue en temps voulu et ait une plus large portée.

Dossier spécial — Marchés des produits de base : évolution et prévisions

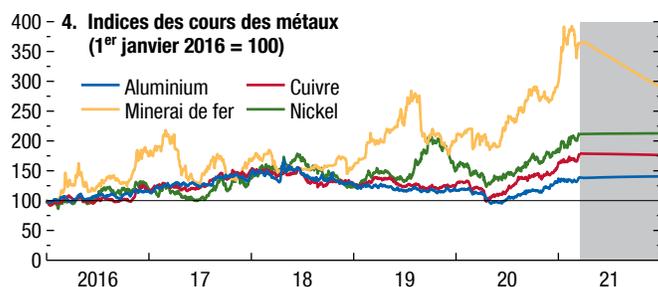
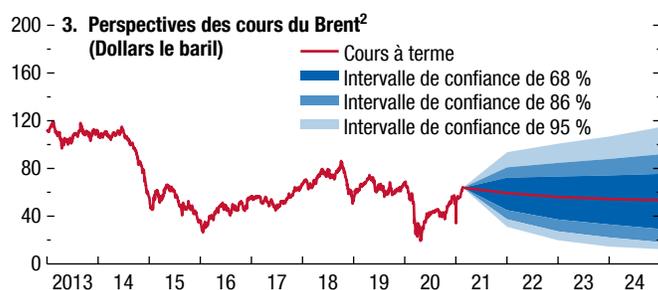
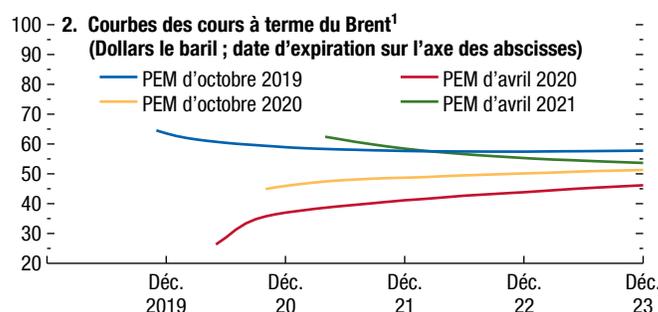
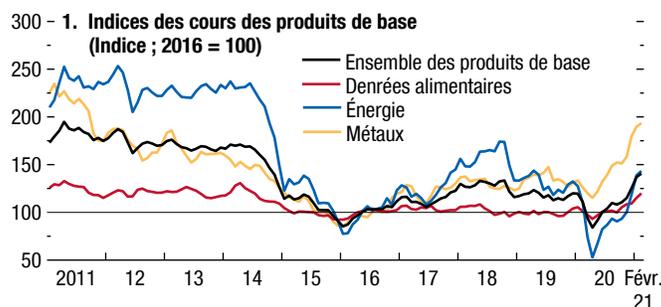
L'indice des cours des produits de base établi par le FMI a augmenté de 29 % entre août 2020 et février 2021, période de référence utilisée pour la présente édition des Perspectives de l'économie mondiale (PEM) (graphique 1.DS.1, page 1). La hausse généralisée, produits énergétiques en tête, a été consécutive à l'annonce de vaccins efficaces contre la COVID-19 en novembre dernier et s'est poursuivie jusqu'en janvier malgré de nouvelles mesures de confinement qui ont affaibli les perspectives de la demande, en particulier pour les produits pétroliers. Le présent dossier spécial comprend également une analyse approfondie de la question de la sécurité alimentaire.

Le rééquilibrage du marché pétrolier se poursuit, tandis que les prix du gaz naturel présentent une volatilité saisonnière

Les cours du pétrole ont augmenté de 39 % entre août 2020 et février 2021, en raison de l'annonce de bonnes nouvelles au sujet des vaccins et de la reprise économique rapide observée en Asie. Une recrudescence des cas de COVID-19 et des difficultés dans la distribution des vaccins en début d'année ont affaibli les perspectives de la demande de pétrole et conduit la coalition OPEP+ (composée des pays membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) ainsi que de la Russie et d'autres pays exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP) à revoir avec plus de prudence l'assouplissement de leur décision de réduire la production de 7 millions de barils par jour annoncée en avril 2020 (voir l'édition d'octobre 2020 des PEM).

Les marchés à terme laissent entrevoir un *déport* (une courbe des cours à terme orientée à la baisse), où les prix du pétrole se situent à 58,5 dollars le baril en 2021 (42 % de plus que la moyenne de 2020), puis tombent à 50,7 dollars en 2025. Cette situation s'explique principalement par un équilibre temporaire entre l'offre et la demande, qui devrait se resserrer cette année, conformément aux projections de l'Agence internationale de l'énergie selon lesquelles les stocks de pétrole diminueront régulièrement et la demande (l'offre) de pétrole devrait atteindre 96,4 millions de barils par jour (95,5 millions de barils par jour) en 2021. Bien que des prix du pétrole durablement supérieurs à 60 dollars le baril puissent entraîner une reprise notable de la production à coûts plus élevés dans des pays non membres de l'OPEP+, y compris du pétrole de schiste américain, la

Graphique 1.DS.1. Évolution des marchés des produits de base

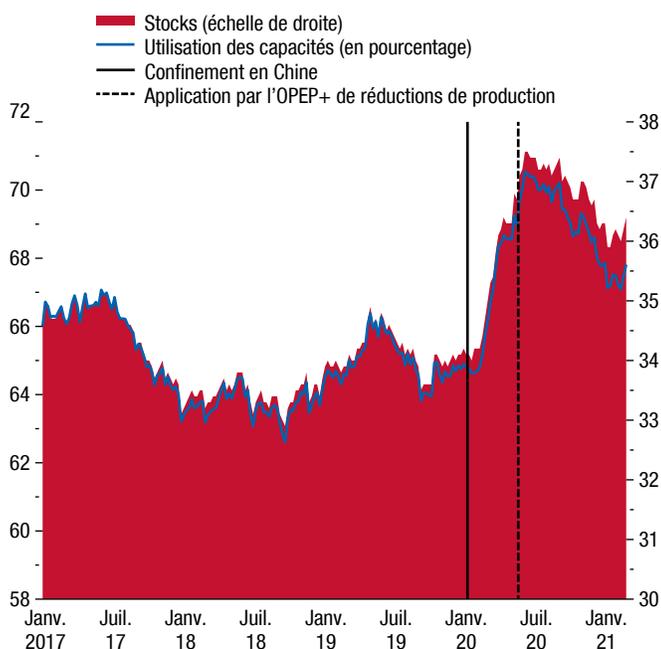


Sources : Bloomberg Finance L.P. ; FMI, système des cours des produits de base ; Refinitiv Datastream ; estimations des services du FMI.

Note : PEM = Perspectives de l'économie mondiale.

¹Les cours à terme utilisés dans les PEM sont des hypothèses de référence propres à chaque rapport des PEM et sont dérivés des cours à terme. Les cours figurant dans les PEM d'avril 2021 ont été établis à partir des cours du 12 février 2021 (heure de clôture).

²Établis à partir des cours des options sur contrats à terme du 18 février 2021.

Graphique 1.DS.2. Stocks mondiaux de pétrole

Sources : KPLER ; calculs des services du FMI.

Note : Le stock est exprimé en jours de consommation de pétrole de 2019. L'OPEP+ est l'Organisation des pays exportateurs de pétrole, plus la Russie et d'autres exportateurs de pétrole non membres de l'OPEP.

plupart des producteurs concernés semblent se concentrer sur l'assainissement de leurs bilans. Les risques qui pèsent sur les prix du pétrole sont légèrement orientés à la hausse, car la probabilité d'une forte réduction des investissements en amont dans le secteur du pétrole et du gaz est plus forte que celle d'un ralentissement de la reprise de la demande mondiale de pétrole, du maintien des stocks à un niveau élevé et, à moyen terme, d'une rupture de la coalition OPEP+ (graphique 1.DS.1, pages 2 et 3, et graphique 1.DS.2).

Les prix du gaz naturel ont présenté une forte volatilité saisonnière due aux conditions météorologiques. Les prix du gaz naturel liquéfié asiatique ont atteint près de 40 dollars par million d'unités thermiques britanniques (MMBTU) en janvier 2021, ce qui s'est répercuté sur les prix européens (le prix du mécanisme de transfert de titres néerlandais, par exemple, est passé à 7,3 dollars par MMBTU), tandis que les prix au comptant du Henry Hub américain ont atteint 17,5 dollars par MMBTU en raison d'une vague de froid qui a paralysé la production de gaz de schiste au Texas dans un contexte de forte demande d'électricité à la mi-février. La forte volatilité des prix du gaz naturel a stimulé la demande de charbon thermique dans le secteur de l'électricité. Les prix du charbon sud-africain ont également été portés par la forte demande des industries

indiennes de l'acier et du ciment. Les plans de cessation progressive de l'exploitation du charbon et la hausse des coûts d'émission continuent de peser sur les perspectives de la demande de ce combustible à moyen terme.

Redressement des prix des métaux de base grâce à une reprise plus vigoureuse de la production industrielle

Les prix des métaux de base ont augmenté de 30 % entre août 2020 et février 2021. La reprise de l'activité industrielle en Chine et dans des pays avancés, associée à l'optimisme suscité par les mesures de relance budgétaire annoncées aux États-Unis, a renforcé la confiance dans les métaux. Les prix du cuivre et du minerai de fer, fortement utilisés dans le secteur de la construction et l'industrie manufacturière, ont augmenté de respectivement 30 % et 35 %. La forte demande de véhicules électriques a également fait grimper les prix des métaux tels que le cobalt et le nickel, qui entrent dans la composition des batteries. Les prix des métaux précieux ont diminué de 6 % après avoir atteint des sommets en août 2020, en raison d'une baisse de la demande d'actifs sûrs.

Selon les projections, l'indice des cours des métaux de base établi par le FMI devrait augmenter de 32,1 % en 2021 et diminuer de 4,5 % en 2022. L'incertitude quant au rythme de la reprise économique mondiale et les perturbations éventuelles de la production et du commerce dues à la pandémie sont les principaux risques qui pèsent sur les prévisions (graphique 1.DS.1, page 4). Les prix des métaux précieux devraient augmenter de 6,0 % en 2021 et de 0,4 % en 2022, car les politiques monétaires devraient rester accommodantes.

Hausse des cours des denrées alimentaires en raison de récoltes décevantes et d'une accumulation de stocks préventive

L'indice des cours des aliments et des boissons établi par le FMI a augmenté de 20 %, tiré par les prix des huiles végétales et des céréales, qui ont augmenté respectivement de 45 % et 41 %. Pendant le second semestre de 2020, les prix de nombreuses cultures de base, dont le blé, le maïs, le soja et l'huile de palme, ont connu une forte hausse, inversant ainsi une tendance antérieure de stabilité ou de baisse des prix au cours des premiers mois de la pandémie, lorsque l'abondance des stocks mondiaux et la faiblesse de la demande pesaient sur les prix.

Les cours du soja et du maïs ont bondi de plus de 50 % entre août 2020 et février 2021. Ils ont été soutenus par un niveau de récolte plus faible que prévu, d'abord aux

États-Unis et plus récemment en Amérique du Sud, et par une forte demande de la Chine, qui cherche à reconstituer sa population porcine après avoir connu une épidémie de peste porcine africaine en 2019. Les prix du blé ont pour leur part augmenté de 38 % en raison de conditions hivernales sèches dans les grandes plaines américaines, d'une faible récolte dans l'Union européenne en 2020 et d'une forte demande à des fins de constitution de stocks. Ils ont également été portés par l'imminence d'une taxe russe à l'exportation, qui devrait entrer en vigueur entre le 15 février et le 30 juin de cette année afin de lutter contre l'inflation des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur.

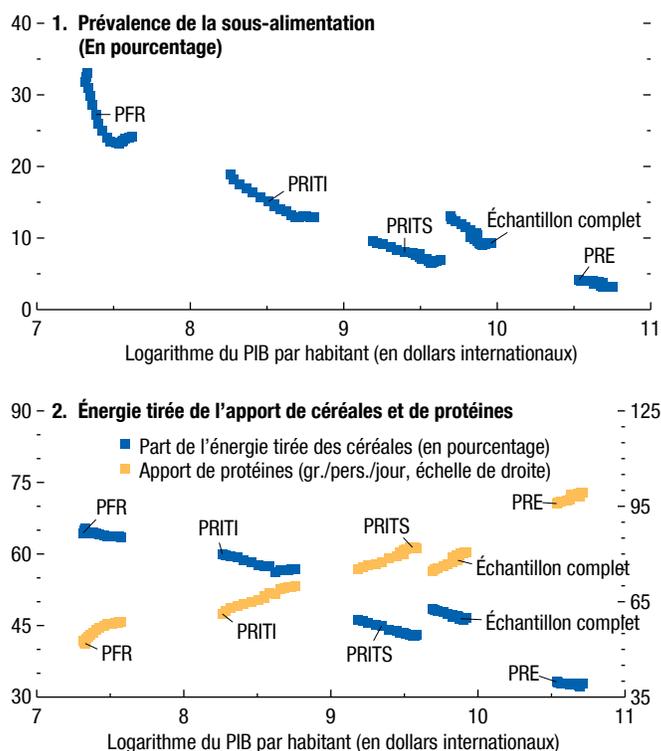
(In)sécurité alimentaire : effet collatéral de la pandémie ?

L'évolution de l'accès à la nourriture et de sa disponibilité (*sécurité alimentaire*) a joué un rôle important dans l'histoire de l'humanité, non seulement du fait de son incidence sur la santé des personnes et sur leur capacité à prospérer, mais aussi parce qu'elle a favorisé des changements politiques et déclenché des conflits. La première crise alimentaire mondiale des temps modernes, entre 1972 et 1975, a provoqué deux millions de décès liés à la faim et le renversement violent de certains gouvernements. La hausse des prix des denrées alimentaires dans le monde à la fin des années 2000 a déclenché une série de manifestations hostiles aux classes dirigeantes qui se sont étendues à tout le Moyen-Orient et à l'Afrique du Nord.

L'(in)sécurité alimentaire a également de fortes répercussions sur le développement économique. La sous-alimentation, en particulier pendant l'enfance, peut avoir des effets néfastes sur le développement physique et cognitif, limiter le niveau d'instruction et les perspectives de revenu tout au long de la vie, et éventuellement perpétuer les inégalités (Atinmo *et al.*, 2009). Lorsque le phénomène est généralisé au sein de la population, il peut réduire l'accumulation de capital humain et la croissance potentielle (Fogel, 2004).

Malgré les progrès accomplis au cours des deux dernières décennies, la sous-alimentation reste élevée dans de nombreux pays (graphique 1.DS.3). La qualité des institutions et le revenu par habitant sont des facteurs déterminants à long terme (Timmer, 2000) ; cependant, les cycles conjoncturels, notamment les récessions, ont tendance à exacerber les problèmes de sécurité alimentaire, à enrayer les progrès et même à annihiler les acquis. La crise sanitaire mondiale actuelle, qui a entraîné une chute spectaculaire des revenus (graphique 1.DS.4), a ainsi suscité de graves inquiétudes quant à l'accès à la nourriture dans certaines

Graphique 1.DS.3. Sous-alimentation, composition du régime alimentaire et revenu



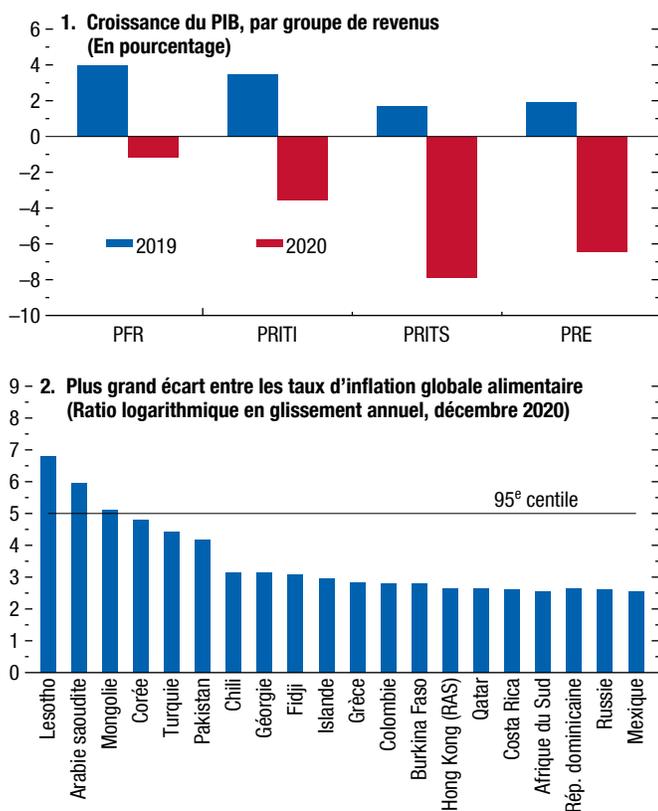
Sources : Banque mondiale ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Les statistiques portent sur l'échantillon d'estimation. Les libellés utilisent la classification par groupes de revenus de la Banque mondiale. Gr./pers./jour = grammes par personne et par jour ; PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

régions et pour certains groupes de population. Dans certains cas, les perturbations des chaînes d'approvisionnement alimentaire ont exacerbé le problème en réduisant la disponibilité de la nourriture et en augmentant les prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur (graphique 1.DS.4). La pandémie de COVID-19 risque ainsi de réduire à néant des décennies de progrès dans la réduction de la sous-alimentation à l'échelle mondiale, ce qui met en péril la réalisation de l'objectif de développement durable n° 2 de l'ONU (réduire à zéro le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2030).

Dans le présent dossier spécial, les auteurs cherchent à répondre aux questions suivantes : Quelles sont les conséquences des fluctuations du PIB et des prix des denrées alimentaires pour l'insécurité alimentaire ? Dans quelle mesure les transferts sociaux permettent-ils de freiner l'augmentation de la sous-alimentation à court terme ? Quels sont les facteurs déterminants de l'inflation des cours des denrées alimentaires sur le marché intérieur ?

Graphique 1.DS.4. Les incidences de la pandémie



Source : calculs des services du FMI.

Note : Sur la plage 1, les libellés utilisent la classification par groupes de revenus de la Banque mondiale. Les données sont des moyennes simples de chaque groupe. Sur la plage 2, la ligne horizontale indique le 95^e centile de l'écart entre les taux d'inflation globale alimentaire depuis janvier 2015, qui est de 5 %. PFR = pays à faible revenu ; PRE = pays à revenu élevé ; PRITI = pays à revenu intermédiaire de la tranche inférieure ; PRITS = pays à revenu intermédiaire de la tranche supérieure.

Qu'est-ce que l'(in)sécurité alimentaire ?

Selon l'ONU, la sécurité alimentaire et nutritionnelle est assurée si toutes les personnes ont, à tout moment, la possibilité physique, sociale et économique de se procurer une nourriture suffisante, saine et nutritive leur permettant de satisfaire leurs besoins et préférences alimentaires pour mener une vie saine et active (Comité de la sécurité alimentaire mondiale, 2012). À défaut, il est question d'insécurité alimentaire.

Le présent dossier spécial porte principalement sur les deux aspects de la sécurité alimentaire qui sont mesurables et pertinents sur le plan économique : 1) l'apport calorique, mesuré par la « prévalence de la sous-alimentation », qui correspond à la part des ménages dont l'apport calorique est inférieur à un certain seuil, et 2) la composition du régime alimentaire (mesurée par

la contribution des céréales à l'apport calorique global et l'apport en protéines)¹.

La prochaine partie traite de la manière dont la sous-alimentation et le régime alimentaire varient en fonction des fluctuations de l'activité économique et des prix des denrées alimentaires, ainsi que de la réaction de ces deux éléments à des mesures de stabilisation anticycliques telles que les dépenses au titre de transferts sociaux.

Les facteurs déterminants de l'(in)sécurité alimentaire liés au cycle conjoncturel

Quatre principaux facteurs ont été retenus pour expliquer l'évolution de la prévalence de la sous-alimentation (Timmer, 2000) : 1) la croissance du PIB par habitant (pour prendre en considération le revenu des ménages) ; 2) l'inflation des prix des denrées alimentaires (pour tenir compte de l'offre alimentaire et de facteurs externes) ; 3) la situation initiale ; 4) les transferts sociaux (mesures des pouvoirs publics visant à protéger les groupes vulnérables de la population).

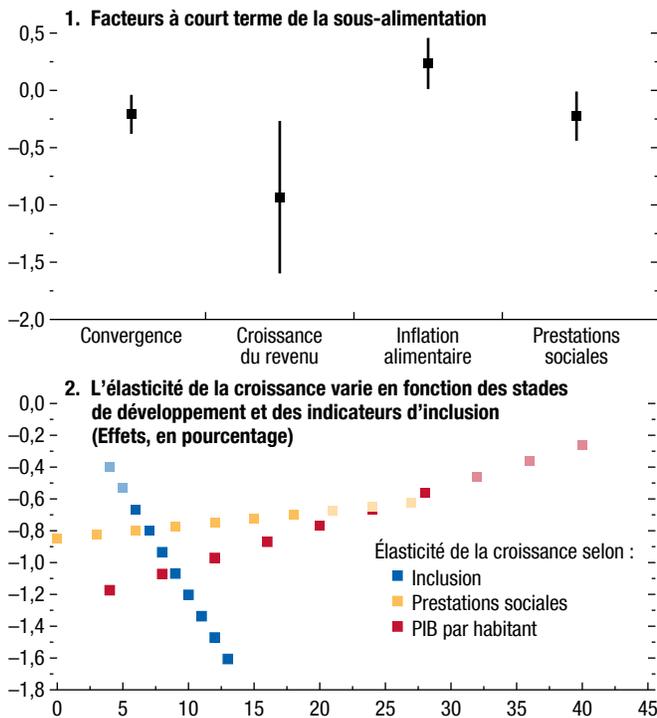
Selon les résultats obtenus, la croissance du PIB est le facteur qui a la plus forte influence sur les variations de la sous-alimentation (graphique 1.DS.5). Une augmentation de 1 point de pourcentage de la croissance du PIB fait baisser la sous-alimentation de 0,95 %. L'élasticité de la sous-alimentation à la croissance du PIB devient plus forte dans les pays pauvres, alors qu'elle disparaît dans les pays à revenu élevé. Cela s'explique par le fait qu'une plus grande part de la population est proche de la sous-alimentation dans les pays à revenu intermédiaire ou faible. Des inégalités plus marquées réduisent cette élasticité, ce qui semble indiquer que le processus qui, en période de prospérité, rend la croissance plus inclusive, s'inverse lorsque la croissance ralentit ou que l'économie se contracte.

L'inflation des prix des denrées alimentaires est également significative : une augmentation type de 2 points de pourcentage de l'inflation de ces prix entraîne généralement une progression de la sous-alimentation de 0,24 %². L'inflation des prix des denrées alimentaires a une incidence particulièrement forte dans les pays où le revenu par habitant se situe entre 10 000 et 20 000 dollars (en dollars de 2017 ajustés en fonction des parités de pouvoir d'achat), le poids de l'alimentation dans l'indice des prix à

¹La prévalence de la sous-alimentation est mesurée par l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture et se définit comme la part de la population dont la consommation alimentaire habituelle est insuffisante pour lui assurer un niveau d'énergie adéquat.

²L'inflation alimentaire et les variations des transferts sociaux sont respectivement deux et huit fois plus volatiles que la croissance du PIB dans l'échantillon économétrique.

Graphique 1.DS.5. Insécurité alimentaire et cycle conjoncturel



Sources : Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

Note : Sur la page 1, les lignes verticales indiquent les intervalles de confiance à 95 %. Les coefficients sont corrigés de la variabilité différente de chaque facteur de régression. Sur la page 2, l'axe des abscisses comprend les prestations sociales (en pourcentage du PIB), le taux d'inclusion (en part de revenu des 20 % inférieurs) et le PIB par habitant (en milliers de dollars internationaux). Les effets significatifs sur le plan statistique sont indiqués par des carrés plus foncés.

la consommation y étant généralement élevé (voir l'annexe en ligne 1.1, disponible en anglais à l'adresse www.imf.org/en/Publications/WEO). La protection sociale est un bouclier précieux contre les chocs sur les revenus et les prix des produits alimentaires, car elle atténue leurs effets à un niveau de développement économique donné. En outre, les transferts sociaux ont un effet positif direct sur la réduction de la sous-alimentation (graphique 1.DS.5)³.

Enfin, la composition du régime alimentaire a son importance. Avant de basculer dans la sous-alimentation à la suite d'une diminution des revenus, les ménages modifient leur régime alimentaire en se tournant vers des aliments de base moins coûteux. Cette marge d'ajustement est quantitativement pertinente dans les résultats économétriques (voir l'annexe en ligne 1.1). Les chocs sur le PIB

³En ce qui concerne l'évolution des pays, la convergence à partir de parts initiales élevées de personnes sous-alimentées est lente en l'absence d'autres améliorations, soit environ 0,4 point de pourcentage par an pour un pays à faible revenu type qui commence avec une part de 20 % de la population sous-alimentée.

font généralement augmenter la consommation de céréales et diminuer celle de protéines, car les céréales sont moins chères que les protéines animales. Cependant, les changements d'habitudes alimentaires sont souvent perçus par les personnes à revenu intermédiaire de la tranche inférieure comme une forme de paupérisation, ce qui constitue un facteur majeur de montée des tensions sociales.

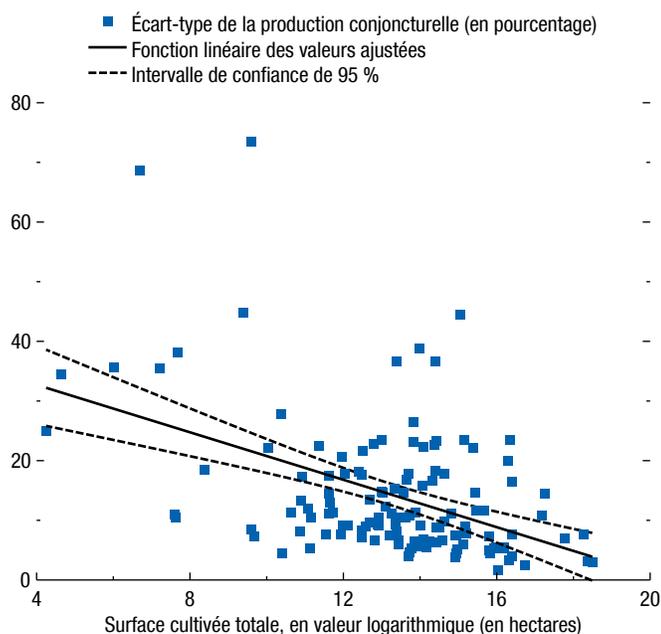
Facteurs déterminants de l'inflation des prix des denrées alimentaires

La présente partie, dont l'objectif est d'analyser les principaux facteurs déterminants de l'inflation des prix des denrées alimentaires sur le marché intérieur, porte sur un échantillon de 121 pays sur la période 2001–18. Dans cet échantillon, l'inflation annuelle de l'indice des prix à la consommation des denrées alimentaires est calculée par une régression sur l'inflation des prix des produits alimentaires dans le monde, l'appréciation du taux de change par rapport au dollar américain, l'inflation globale tendancielle (pour contrôler les facteurs monétaires) et les chocs sur l'approvisionnement en denrées alimentaires.

Les résultats économétriques obtenus révèlent que la répercussion annuelle des prix alimentaires internationaux sur l'indice des prix à la consommation alimentaire sur le marché intérieur est d'environ 0,26 pour les pays à revenu faible ou intermédiaire et de 0,14 pour les pays à revenu élevé. Il n'est pas surprenant de constater que la répercussion est bien inférieure à 1,0 dans la mesure où la transmission transfrontalière des variations des prix internationaux est souvent restreinte par les taxes, les subventions, les contrôles des prix, la faible intégration des marchés et les coûts de distribution locaux. De même, la répercussion des variations des taux de change sur les prix est plus forte pour les pays à revenu faible ou intermédiaire (0,23) que pour les pays à revenu élevé (0,08).

Même si des facteurs externes sont à prendre en considération, la production alimentaire est essentiellement consommée au niveau national. De fait, les chocs sur les prix alimentaires intérieurs sont un vecteur important de l'inflation des prix des produits alimentaires. En outre, les pays où la surface arable est faible subissent généralement des chocs relativement plus forts (graphique 1.DS.6). Un choc type sur la production alimentaire nationale fait augmenter le taux d'inflation des prix alimentaires d'environ 0,3 point de pourcentage, et le même choc à l'échelle régionale fait croître ce taux de 0,7 point de pourcentage (tableau 1.DS.1). Même si une forte dépendance aux importations de denrées alimentaires peut rendre un pays plus sensible à des

Graphique 1.DS.6. Les pays à faible surface cultivée subissent des chocs sur la production plus forts



Sources : Banque mondiale ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.

facteurs externes, l'accentuation de la répercussion est plutôt faible et non significative dans l'analyse économétrique. Cependant, une forte dépendance aux importations de produits alimentaires tend à atténuer les effets des chocs de la production alimentaire nationale sur les prix de ces produits (voir l'annexe en ligne 1.1).

Un autre élément indiquant que le commerce des denrées alimentaires peut améliorer les conditions de vie résulte d'une observation simple : les chocs sur la production alimentaire nationale ont une faible corrélation avec ceux d'autres pays et, en particulier, avec les chocs sur la production alimentaire mondiale (tableau 1.DS.2). Étant donné qu'un choc sur l'offre alimentaire régionale a une incidence plus forte qu'un choc intérieur, l'intégration du commerce alimentaire devrait idéalement s'étendre au-delà de la région.

Conclusions

Le revenu est le principal facteur déterminant de l'(in)sécurité alimentaire dans les pays à faible revenu et dans certains pays émergents. La pandémie de COVID-19 risque donc de retarder la démarche visant à ramener à zéro le nombre de personnes sous-alimentées d'ici à 2030. En l'absence d'intervention des pouvoirs publics, la baisse des revenus et la hausse des prix des denrées alimentaires

Tableau 1.DS.1. Incidence des chocs de l'offre alimentaire sur l'inflation des denrées alimentaires

	Intérieur	Régional	Monde
Élasticité de l'inflation alimentaire	-0,02	-0,13	-0,15
Choc sur l'offre	-16,34	-5,84	-2,06
Incidence sur l'inflation alimentaire	0,28	0,73	0,31

Sources : Agence internationale de l'énergie ; calculs des services du FMI.
 Note : Le tableau présente les effets, pour l'inflation alimentaire, de chocs négatifs sur l'offre alimentaire à différents niveaux d'agrégation (intérieur, régional et reste du monde). Par « incidence », on entend le produit de l'élasticité de l'inflation alimentaire et du choc sur l'offre.

Tableau 1.DS.2. Corrélations entre les chocs sur l'offre alimentaire

	Intérieur	Reste de la région
Intérieur	1,00	
Reste de la région	0,20	1,00
Reste du monde	0,00	0,02

Sources : ministère de l'agriculture des États-Unis ; Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture ; calculs des services du FMI.
 Note : La production alimentaire est la somme de la production de maïs, de riz, de soja et de blé (calculée en calories). Les chocs intérieurs sont les écarts par rapport à la tendance de production de chaque pays, calculée au moyen d'un filtre Hodrick-Prescott sur la période 1990-2018. Les chocs relatifs au reste de la région représentent la moyenne des chocs des autres pays de la région, pondérée selon leur nombre d'habitants. Les chocs relatifs au reste du monde sont calculés de la même façon. La classification utilisée pour les régions est celle de la Banque mondiale.

en 2020 entraîneraient une augmentation du nombre de personnes souffrant de la faim de respectivement 62 millions et 4 millions. Les pouvoirs publics devraient donc renforcer les dispositifs de protection des groupes les plus vulnérables et atténuer le risque de flambée des prix des denrées alimentaires en garantissant le bon fonctionnement des chaînes d'approvisionnement dans ce domaine. Les petits producteurs de produits alimentaires devraient tirer parti des marchés alimentaires internationaux pour atténuer les répercussions des chocs de production intérieure sur les prix alimentaires locaux. Cela est d'autant plus important que les changements climatiques accroissent la volatilité de ces chocs. Les marchés alimentaires internationaux devraient rester ouverts et les pays exportateurs de denrées alimentaires devraient éviter d'instaurer des restrictions à l'exportation qui exacerbent les effets des chocs de production alimentaire sur les prix mondiaux et sapent la confiance dans les marchés alimentaires internationaux. Enfin, étant donné que le commerce ne permet pas de se prémunir contre les chocs sur l'offre alimentaire mondiale, les pouvoirs publics doivent prendre de nouvelles mesures pour favoriser la constitution de réserves alimentaires stratégiques suffisantes au niveau régional et encourager le développement et la mise en place de cultures et de méthodes de production plus résilientes face aux changements climatiques.

Tableau de l'annexe 1.1.1. Pays européens : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Europe	-5,2	4,5	3,9	2,0	3,1	2,7	1,8	2,2	2,1	...	...	...
Pays avancés	-6,8	4,5	4,0	0,4	1,4	1,3	2,2	2,5	2,4	7,1	8,0	7,8
Zone euro ^{4,5}	-6,6	4,4	3,8	0,3	1,4	1,2	2,3	2,8	2,7	7,9	8,7	8,5
Allemagne	-4,9	3,6	3,4	0,4	2,2	1,1	7,1	7,6	7,0	4,2	4,4	3,7
France	-8,2	5,8	4,2	0,5	1,1	1,2	-2,3	-2,1	-1,8	8,2	9,1	9,2
Italie	-8,9	4,2	3,6	-0,1	0,8	0,9	3,6	3,5	3,4	9,1	10,3	11,6
Espagne	-11,0	6,4	4,7	-0,3	1,0	1,3	0,7	1,0	1,9	15,5	16,8	15,8
Pays-Bas	-3,8	3,5	3,0	1,1	1,4	1,5	10,0	9,0	8,9	3,8	4,9	4,7
Belgique	-6,4	4,0	3,1	0,4	1,7	1,9	-0,7	-0,9	-1,5	5,6	6,8	6,6
Autriche	-6,6	3,5	4,0	1,4	1,6	1,8	2,3	2,4	2,5	5,3	5,5	5,3
Irlande	2,5	4,2	4,8	-0,5	1,6	1,9	4,6	7,0	6,9	5,6	6,8	5,7
Portugal	-7,6	3,9	4,8	-0,1	0,9	1,2	-1,2	-0,6	0,3	6,8	7,7	7,3
Grèce	-8,2	3,8	5,0	-1,3	0,2	0,8	-7,4	-6,6	-3,5	16,4	16,6	15,2
Finlande	-2,9	2,3	2,5	0,4	1,4	1,5	0,8	1,5	1,4	7,8	8,6	7,9
République slovaque	-5,2	4,7	4,4	2,0	1,2	1,9	-0,4	-1,2	-2,0	6,7	7,3	6,7
Lituanie	-0,8	3,2	3,2	1,1	1,5	1,9	7,9	6,2	4,8	8,9	8,4	7,6
Slovénie	-5,5	3,7	4,5	-0,1	0,8	1,5	7,3	6,9	6,6	5,1	5,4	5,0
Luxembourg	-1,3	4,1	3,6	0,0	0,9	1,8	4,4	4,9	4,9	6,3	6,7	6,4
Lettonie	-3,6	3,9	5,2	0,1	2,1	2,2	3,0	0,5	0,2	8,2	7,2	6,7
Estonie	-2,9	3,4	4,2	-0,6	1,8	2,5	-1,0	0,4	-0,5	6,8	7,1	6,5
Chypre	-5,1	3,0	3,9	-1,1	0,5	0,8	-10,3	-8,5	-6,1	7,6	7,5	7,0
Malte	-7,0	4,7	5,6	0,8	1,1	1,4	-0,6	0,2	1,2	4,3	4,3	4,1
Royaume-Uni	-9,9	5,3	5,1	0,9	1,5	1,9	-3,9	-3,9	-4,0	4,5	6,1	6,1
Suisse	-3,0	3,5	2,8	-0,7	0,1	0,3	3,8	6,7	7,5	3,1	3,5	3,4
Suède	-2,8	3,1	3,0	0,7	1,5	1,2	5,2	5,0	4,7	8,3	8,7	8,4
République tchèque	-5,6	4,2	4,3	3,2	2,3	2,0	3,5	0,9	0,1	2,7	3,4	3,2
Norvège	-0,8	3,9	4,0	1,3	2,2	2,0	2,5	5,4	4,8	4,6	4,3	4,0
Danemark	-3,3	2,8	2,9	0,3	1,1	1,4	7,9	8,0	7,8	5,6	5,6	5,5
Islande	-6,6	3,7	3,6	2,9	3,2	2,5	1,0	1,0	1,7	6,4	6,0	5,0
Saint-Marin	-9,7	4,5	3,4	0,2	0,8	0,9	1,9	1,1	1,1	7,3	6,6	6,4
Pays émergents et pays en développement d'Europe⁶	-2,0	4,4	3,9	5,4	6,5	5,4	0,0	0,6	0,4	...	...	...
Russie	-3,1	3,8	3,8	3,4	4,5	3,4	2,2	3,9	3,3	5,8	5,4	5,0
Turquie	1,8	6,0	3,5	12,3	13,6	11,8	-5,1	-3,4	-2,2	13,1	12,4	11,0
Pologne	-2,7	3,5	4,5	3,4	3,2	2,5	3,5	2,0	1,3	3,2	4,9	4,5
Roumanie	-3,9	6,0	4,8	2,6	2,8	2,1	-5,1	-5,0	-4,7	5,0	4,9	4,9
Ukraine ⁷	-4,2	4,0	3,4	2,7	7,9	6,8	4,3	-2,5	-3,6	9,0	8,6	8,4
Hongrie	-5,0	4,3	5,9	3,3	3,6	3,5	-0,2	-0,4	-0,3	4,1	3,8	3,5
Bélarus ⁷	-0,9	-0,4	0,8	5,5	6,9	5,5	0,1	-0,3	-1,7	4,1	4,5	4,4
Bulgarie ⁵	-3,8	4,4	4,4	1,2	1,0	2,0	0,1	1,4	1,2	5,2	4,8	4,4
Serbie	-1,0	5,0	4,5	1,7	2,2	2,4	-4,3	-5,7	-5,5	13,3	13,0	12,7
Croatie	-9,0	4,7	5,0	0,3	0,7	1,2	-3,5	-2,3	-1,6	9,2	9,4	9,0

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Solde extérieur courant corrigé des discordances constatées entre les informations communiquées sur les opérations effectuées au sein de la zone.

⁵Sur la base de l'indice des prix à la consommation harmonisé d'Eurostat, sauf pour la Slovaquie.

⁶Inclut l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, le Kosovo, la République de Moldova, la Macédoine du Nord et le Monténégro.

⁷Voir la note pour le Bélarus et l'Ukraine dans la section des notes de l'appendice statistique.

Tableau de l'annexe 1.1.2. Pays d'Asie et Pacifique : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Asie	-1,5	7,6	5,4	2,5	2,0	2,3	2,6	2,2	1,8	...	...	...
Pays avancés	-3,1	4,1	3,0	0,2	0,7	1,0	4,6	4,6	4,3	3,6	3,7	3,3
Japon	-4,8	3,3	2,5	0,0	0,1	0,7	3,3	3,6	3,2	2,8	2,8	2,4
Corée	-1,0	3,6	2,8	0,5	1,4	0,9	4,6	4,2	4,0	3,9	4,6	4,1
Australie	-2,4	4,5	2,8	0,9	1,7	1,6	2,5	2,4	1,0	6,5	6,0	5,5
Taiwan (province chinoise de)	3,1	4,7	3,0	-0,2	0,9	1,2	14,1	14,5	14,4	3,9	3,8	3,8
Singapour	-5,4	5,2	3,2	-0,2	0,2	0,8	17,6	14,6	14,4	3,1	2,8	2,5
Hong Kong (RAS)	-6,1	4,3	3,8	0,3	1,4	1,9	6,5	5,5	5,0	5,9	5,3	4,3
Nouvelle-Zélande	-3,0	4,0	3,2	1,7	1,8	1,6	-0,8	-2,1	-2,1	4,6	5,1	4,9
Macao (RAS)	-56,3	61,2	43,0	0,8	1,4	1,9	-34,2	7,3	29,5	2,9	2,5	2,1
Pays émergents et pays en développement d'Asie	-1,0	8,6	6,0	3,1	2,3	2,7	1,7	1,0	0,7	...	...	...
Chine	2,3	8,4	5,6	2,4	1,2	1,9	2,0	1,6	1,3	3,8	3,6	3,6
Inde ⁴	-8,0	12,5	6,9	6,2	4,9	4,1	1,0	-1,2	-1,6	...	...	...
ASEAN-5	-3,4	4,9	6,1	1,4	2,3	2,7	1,8	0,3	0,4	...	...	...
Indonésie	-2,1	4,3	5,8	2,0	2,0	3,1	-0,4	-1,3	-1,4	7,1	6,5	5,8
Thaïlande	-6,1	2,6	5,6	-0,8	1,3	1,0	3,3	0,5	2,6	2,0	1,5	1,0
Viet Nam	2,9	6,5	7,2	3,2	3,9	3,9	2,2	2,4	1,9	3,3	2,7	2,4
Philippines	-9,5	6,9	6,5	2,6	3,4	3,0	3,2	-0,4	-2,2	10,4	7,4	6,3
Malaisie	-5,6	6,5	6,0	-1,1	2,0	2,0	4,4	3,8	3,7	4,5	3,8	3,6
Autres pays émergents et pays en développement d'Asie⁵	-1,1	4,5	5,7	5,2	5,0	5,3	-2,0	-1,5	-2,4	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Pays émergents d'Asie ⁶	-1,0	8,7	6,0	3,0	2,2	2,5	1,9	1,1	0,8	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁵Les autres pays émergents et pays en développement d'Asie incluent les pays suivants : Bangladesh, Bhoutan, Brunei Darussalam, Cambodge, Fidji, Îles Marshall, Îles Salomon, Kiribati, Maldives, Micronésie, Mongolie, Myanmar, Nauru, Népal, Palaos, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République démocratique populaire lao, Samoa, Sri Lanka, Timor-Leste, Tonga, Tuvalu et Vanuatu.⁶Les pays émergents d'Asie incluent les pays de l'ASEAN-5 (Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande, Viet Nam), la Chine et l'Inde.

Tableau de l'annexe 1.1.3. Pays de l'Hémisphère occidental : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Amérique du Nord	-4,1	6,1	3,5	1,4	2,3	2,4	-2,8	-3,4	-2,7	...	...	...
États-Unis	-3,5	6,4	3,5	1,2	2,3	2,4	-3,1	-3,9	-3,1	8,1	5,8	4,2
Canada	-8,2	5,0	3,0	3,4	3,5	3,1	2,5	1,8	1,0	4,4	3,6	3,3
Mexique	-5,4	5,0	4,7	0,7	1,7	2,0	-1,9	-0,8	-1,3	9,6	8,0	6,5
Porto Rico ⁴	-7,5	2,5	0,7	-1,3	2,5	1,5	...	...	...	8,6	9,6	9,4
Amérique du Sud⁵	-6,6	4,4	2,8	8,1	9,2	8,4	-0,6	-0,4	-0,8	...	...	...
Brésil	-4,1	3,7	2,6	3,2	4,6	4,0	-0,9	-0,6	-0,8	13,2	14,5	13,2
Argentine	-10,0	5,8	2,5	42,0	...	...	1,0	2,3	1,3	11,4	10,6	9,3
Colombie	-6,8	5,1	3,6	2,5	2,1	2,6	-3,3	-3,8	-3,9	16,1	12,8	12,3
Chili	-5,8	6,2	3,8	3,0	3,1	3,0	1,4	0,3	-0,6	10,8	9,0	8,2
Pérou	-11,1	8,5	5,2	1,8	2,0	2,0	0,5	-0,4	-0,7	13,6	9,7	7,6
Équateur	-7,5	2,5	1,3	-0,3	0,5	2,4	0,5	1,9	2,0	5,3	4,5	4,4
Venezuela	-30,0	-10,0	-5,0	2.355	5.500	5.500	-3,5	-0,8	-2,3	55,5	58,4	60,1
Bolivie	-7,7	5,5	4,2	0,9	3,9	3,7	-2,5	-3,7	-4,2	8,0	4,0	4,0
Paraguay	-0,9	4,0	4,0	1,8	2,7	3,2	1,6	0,7	0,0	6,6	6,1	5,9
Uruguay	-5,7	3,0	3,1	9,8	8,3	7,4	-1,4	-2,2	-1,5	10,4	10,3	9,1
Amérique centrale⁶	-7,2	5,6	4,1	1,9	3,1	2,8	0,4	-1,6	-1,8	...	...	...
Caraïbes⁷	-4,3	3,3	11,1	7,7	8,4	7,5	-4,7	-5,6	-3,2	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Amérique latine et Caraïbes ⁸	-7,0	4,6	3,1	6,4	7,2	6,6	0,2	0,0	-0,4	...	...	...
Union monétaire des Caraïbes orientales ⁹	-16,0	-0,2	9,3	-0,6	1,6	1,7	-15,3	-21,6	-12,5	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Le Venezuela est exclu des agrégats. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴L'État libre de Porto Rico est classé parmi les pays avancés. Il s'agit d'un territoire des États-Unis, mais ses données statistiques sont tenues à jour de manière séparée et indépendante.⁵Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁶Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Nicaragua, Panama et République dominicaine.⁷Antigua-et-Barbuda, Aruba, Bahamas, Barbade, Belize, Dominique, Grenade, Guyana, Haïti, Jamaïque, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines, Sainte-Lucie, Suriname et Trinité-et-Tobago.⁸Inclut le Mexique et les pays d'Amérique centrale, d'Amérique du Sud et des Caraïbes. Voir les notes pour l'Argentine et le Venezuela dans la section des notes de l'appendice statistique.⁹Antigua-et-Barbuda, Dominique, Grenade, Saint-Kitts-et-Nevis, Saint-Vincent-et-les Grenadines et Sainte-Lucie, ainsi qu'Anguilla et Montserrat, qui ne sont pas membres du FMI.

Tableau de l'annexe 1.1.4. Pays du Moyen-Orient et d'Asie centrale : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage
(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Moyen-Orient et d'Asie centrale	-2,9	3,7	3,8	10,2	11,2	8,1	-3,0	0,3	0,1	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-4,2	4,6	3,4	8,2	10,4	7,8	-2,7	2,1	1,7	...	...	...
Arabie saoudite	-4,1	2,9	4,0	3,4	2,7	2,0	-2,1	2,8	1,9	...	...	...
Iran	1,5	2,5	2,1	36,5	39,0	27,5	-0,7	1,2	1,2	10,8	11,2	11,7
Émirats arabes unis	-5,9	3,1	2,6	-2,1	2,9	1,2	3,1	7,1	6,3	...	...	...
Algérie	-6,0	2,9	2,7	2,4	4,9	6,0	-10,5	-7,7	-8,7	14,2	14,5	14,9
Kazakhstan	-2,6	3,2	4,0	6,8	6,4	5,0	-3,6	-1,0	-1,5	5,5	5,2	5,0
Iraq	-10,9	1,1	4,4	0,6	9,4	7,5	-14,8	0,0	-0,6	...	...	...
Qatar	-2,6	2,4	3,6	-2,7	2,4	2,9	-3,4	7,1	7,9	...	...	...
Koweït	-8,1	0,7	3,2	2,1	2,3	2,5	0,8	8,6	8,2	...	...	...
Azerbaïdjan	-4,3	2,3	1,7	2,8	3,5	3,2	-0,9	1,1	0,5	6,5	5,8	5,7
Oman	-6,4	1,8	7,4	-0,9	3,8	2,4	-10,0	-6,4	-2,7	...	...	...
Turkménistan	0,8	4,6	3,9	7,6	8,0	6,5	-0,5	0,8	-0,1	...	...	...
Pays importateurs de pétrole⁵	-0,7	2,4	4,4	13,3	12,5	8,6	-3,8	-4,4	-4,2	...	...	...
Égypte	3,6	2,5	5,7	5,7	4,8	7,2	-3,1	-4,0	-4,0	8,3	9,8	9,4
Pakistan	-0,4	1,5	4,0	10,7	8,7	8,0	-1,1	-1,5	-1,8	4,5	5,0	4,8
Maroc	-7,0	4,5	3,9	0,6	0,8	1,2	-2,2	-3,8	-4,0	11,9	10,5	9,7
Ouzbékistan	1,6	5,0	5,3	12,9	10,3	11,2	-5,4	-6,4	-5,9	...	...	...
Soudan	-3,6	0,4	1,1	163,3	197,1	44,5	-17,5	-11,2	-13,5	26,8	28,4	29,7
Tunisie	-8,8	3,8	2,4	5,7	5,8	6,3	-6,8	-9,5	-9,4	...	...	...
Jordanie	-2,0	2,0	2,7	0,4	2,3	2,0	-8,1	-8,3	-4,0	22,7	...	...
Liban	-25,0	...	...	88,2	...	...	-14,3	...	...	...	...	...
Afghanistan	-5,0	4,0	4,5	5,6	5,1	4,5	10,7	10,0	8,3	...	...	...
Géorgie	-6,1	3,5	5,8	5,2	3,8	2,7	-12,3	-11,5	-8,0	...	...	...
Arménie	-7,6	1,0	3,5	1,2	3,9	3,2	-4,6	-6,7	-6,6	24,2	22,8	22,7
République kirghize	-8,0	6,0	4,6	6,3	8,6	5,4	-8,2	-8,2	-7,0	6,6	6,6	6,6
Tadjikistan	4,5	5,0	4,5	8,6	8,0	6,5	-2,3	-2,2	-2,1	...	...	...
<i>Pour mémoire</i>												
Caucase et Asie centrale	-1,9	3,7	4,1	7,4	6,9	6,2	-3,6	-2,1	-2,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord, Afghanistan et Pakistan	-3,0	3,7	3,8	10,6	11,8	8,4	-3,0	0,6	0,3	...	...	...
Moyen-Orient et Afrique du Nord	-3,4	4,0	3,7	10,6	12,4	8,5	-3,2	0,7	0,4	...	...	...
Israël ⁶	-2,4	5,0	4,3	-0,6	0,3	0,6	4,9	4,1	3,8	4,3	5,0	4,6
Maghreb ⁷	-8,8	14,7	3,3	3,0	4,9	5,3	-7,3	-5,9	-6,5	...	...	...
Mashreq ⁸	1,4	2,0	5,2	8,4	7,2	7,5	-4,3	-5,1	-4,4	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans les tableaux A5 et A6 de l'appendice statistique.

²En pourcentage du PIB.

³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.

⁴Ce groupe comprend aussi le Bahreïn, la Libye et le Yémen.

⁵Ce groupe comprend aussi la bande de Gaza et la Cisjordanie, Djibouti, la Mauritanie et la Somalie. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique. Voir la note pour le Liban dans la section des notes de l'appendice statistique.

⁶Israël, qui n'est pas membre de la région économique, est inclus pour des raisons de géographie. Les chiffres relatifs à Israël ne sont toutefois pas inclus dans les agrégats de la région.

⁷Algérie, Libye, Maroc, Mauritanie et Tunisie.

⁸Bande de Gaza et Cisjordanie, Égypte, Jordanie et Liban. La Syrie est exclue en raison de l'incertitude qui entoure sa situation politique.

Tableau de l'annexe 1.1.5. Pays d'Afrique subsaharienne : PIB réel, prix à la consommation, solde extérieur courant et chômage*(Variations annuelles en pourcentage, sauf indication contraire)*

	PIB réel			Prix à la consommation ¹			Solde extérieur courant ²			Chômage ³		
	2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections		2020	Projections	
		2021	2022		2021	2022		2021	2022		2021	2022
Afrique subsaharienne	-1,9	3,4	4,0	10,8	9,8	7,8	-3,7	-3,7	-3,7	...	...	...
Pays exportateurs de pétrole⁴	-2,3	2,2	2,2	13,9	16,0	12,7	-3,6	-2,0	-1,6	...	...	...
Nigéria	-1,8	2,5	2,3	13,2	16,0	13,5	-3,7	-2,2	-1,8	...	...	...
Angola	-4,0	0,4	2,4	22,3	22,3	13,1	-0,6	0,8	0,5	...	...	...
Gabon	-1,8	1,2	2,7	1,3	2,0	2,0	-5,1	-0,3	-0,2	...	...	...
Tchad	-0,9	1,8	2,6	3,5	3,0	3,0	-8,8	-6,6	-6,3	...	...	...
Guinée équatoriale	-5,8	4,0	-5,9	4,8	1,5	3,1	-8,4	-3,6	-4,4	...	...	...
Pays à revenu intermédiaire⁵	-4,4	3,8	3,5	4,5	4,9	4,7	-1,1	-2,3	-2,9	...	...	...
Afrique du Sud	-7,0	3,1	2,0	3,3	4,3	4,5	2,2	-0,4	-1,5	29,2	29,7	30,8
Ghana	0,9	4,6	6,1	9,9	9,0	8,2	-3,3	-2,8	-4,9	...	...	...
Côte d'Ivoire	2,3	6,0	6,5	2,5	2,0	1,6	-3,6	-3,6	-3,4	...	...	...
Cameroun	-2,8	3,4	4,3	2,8	2,2	2,1	-5,3	-4,4	-3,2	...	...	...
Zambie	-3,5	0,6	1,1	16,3	17,8	14,8	1,5	6,5	5,6	...	...	...
Sénégal	0,8	5,2	6,0	2,5	2,0	1,7	-11,0	-12,8	-11,7	...	...	...
Pays à faible revenu⁶	1,0	4,3	6,1	14,2	8,6	6,0	-6,8	-7,1	-7,1	...	...	...
Éthiopie	6,1	2,0	8,7	20,4	13,1	8,0	-4,6	-3,6	-3,9	...	...	...
Kenya	-0,1	7,6	5,7	5,3	5,0	5,0	-4,8	-5,3	-5,4	...	...	...
Tanzanie	1,0	2,7	4,6	3,0	3,3	3,6	-2,7	-4,3	-4,0	...	...	...
Ouganda	-2,1	6,3	5,0	3,8	5,2	5,5	-9,1	-8,4	-5,7	...	...	...
République démocratique du Congo	-0,1	3,8	4,9	11,3	10,9	7,5	-4,0	-3,4	-3,4	...	...	...
Mali	-2,0	4,0	6,0	0,6	1,7	2,0	-2,0	-4,1	-4,4	...	...	...
Madagascar	0,8	4,3	5,2	1,9	2,7	2,6	-3,7	-4,5	-4,8	...	...	...

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les variations des prix à la consommation sont données en moyennes annuelles. Les variations de décembre à décembre sont indiquées dans le tableau A6 de l'appendice statistique.²En pourcentage du PIB.³En pourcentage. Les définitions nationales du chômage peuvent varier.⁴Ce groupe comprend aussi la République du Congo et le Soudan du Sud.⁵Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Botswana, Cabo Verde, Eswatini, Lesotho, Maurice, Namibie et Seychelles.⁶Ce groupe comprend aussi les pays suivants : Bénin, Burkina Faso, Burundi, Comores, Érythrée, Gambie, Guinée, Guinée Bissau, Libéria, Malawi, Mali, Mozambique, Niger, République centrafricaine, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Sierra Leone, Togo et Zimbabwe.

Tableau de l'annexe 1.1.6. Production réelle mondiale par habitant : récapitulatif*(Variations annuelles en pourcentage ; en parités de pouvoir d'achat en dollars internationaux constants de 2017)*

	Moyenne									Projections	
	2003–12	2013	2014	2015	2016	2017	2018	2019	2020	2021	2022
Monde	2,5	2,0	2,2	2,1	2,0	2,5	2,4	1,6	-4,4	4,9	3,4
Pays avancés	1,0	0,9	1,6	1,9	1,2	2,0	1,9	1,2	-5,1	4,8	3,3
États-Unis	1,0	1,2	1,8	2,3	1,0	1,7	2,4	1,7	-4,0	5,8	2,9
Zone euro ¹	0,5	-0,5	1,1	1,7	1,6	2,4	1,7	1,1	-6,9	4,3	3,7
Allemagne	1,3	0,2	1,8	0,6	1,4	2,2	1,0	0,3	-5,0	3,4	3,3
France	0,6	0,1	0,4	0,7	0,8	2,0	1,5	1,3	-8,4	5,5	3,9
Italie	-0,7	-2,4	-0,5	0,8	1,5	1,8	1,1	0,5	-8,7	4,3	3,7
Espagne	-0,2	-1,1	1,7	3,9	2,9	2,8	2,0	1,1	-11,0	6,3	4,3
Japon	0,7	2,2	0,5	1,7	0,8	1,8	0,8	0,5	-4,5	3,6	2,9
Royaume-Uni	0,7	1,5	2,1	1,6	0,9	1,1	0,6	0,9	-10,3	4,8	4,6
Canada	0,8	1,3	1,8	-0,1	0,0	1,8	1,0	0,4	-6,5	4,2	3,5
Autres pays avancés ²	2,6	1,8	2,2	1,5	1,7	2,4	2,0	1,2	-2,9	3,8	2,9
Pays émergents et pays en développement	4,8	3,5	3,1	2,8	3,0	3,4	3,2	2,3	-3,5	5,3	3,8
Pays émergents et pays en développement d'Asie	7,4	5,9	5,9	5,9	5,8	5,7	5,6	4,4	-1,9	7,7	5,2
Chine	10,0	7,2	6,9	6,5	6,2	6,4	6,3	5,5	2,0	8,1	5,3
Inde ³	6,3	5,1	6,2	6,8	7,1	5,7	5,4	2,9	-8,7	11,5	5,9
ASEAN-5 ⁴	4,1	3,7	3,4	3,7	3,9	4,3	4,2	3,7	-4,6	4,0	5,1
Pays émergents et pays en développement d'Europe	4,5	2,8	1,5	0,5	1,6	3,9	3,3	2,3	-2,2	4,3	3,8
Russie	4,9	1,5	-1,1	-2,2	0,0	1,8	2,9	2,1	-3,1	3,8	3,8
Amérique latine et Caraïbes	2,6	1,7	0,1	-0,8	-1,8	0,2	0,2	-1,1	-8,1	3,7	2,3
Brésil	2,7	2,1	-0,3	-4,4	-4,1	0,5	1,0	0,6	-4,6	3,0	1,9
Mexique	0,8	0,1	1,6	2,1	1,5	1,0	1,1	-1,0	-9,1	4,0	2,1
Moyen-Orient et Asie centrale	2,4	0,4	0,5	0,5	2,4	0,0	-0,2	-0,6	-5,1	1,2	1,9
Arabie saoudite	2,2	0,0	2,5	1,7	-0,6	-3,3	0,0	-1,6	-6,0	0,9	2,0
Afrique subsaharienne	2,7	2,3	2,5	0,5	-1,2	0,4	0,5	0,5	-4,5	0,8	1,3
Nigéria	4,9	2,6	3,5	0,0	-4,2	-1,8	-0,7	-0,4	-4,3	0,0	-0,2
Afrique du Sud	2,0	0,9	0,3	-0,3	-1,1	-0,1	-0,7	-1,3	-8,3	1,6	0,4
<i>Pour mémoire</i>											
Union européenne	1,0	-0,2	1,5	2,1	1,9	2,8	2,1	1,5	-6,3	4,2	3,8
Moyen-Orient et Afrique du Nord	1,7	-0,5	-0,2	0,2	2,6	-1,0	-1,0	-1,3	-5,8	1,3	1,8
Pays émergents et à revenu intermédiaire	5,1	3,7	3,3	3,0	3,3	3,6	3,5	2,4	-3,4	5,9	4,1
Pays en développement à faible revenu	3,6	3,5	3,8	2,1	1,5	2,6	2,7	2,9	-2,2	2,0	3,0

Source : services du FMI.

Note : Les données indiquées pour certains pays sont calculées sur la base des exercices budgétaires. Veuillez vous reporter au tableau F de l'appendice statistique pour une liste des pays ayant des périodes de référence exceptionnelles.

¹Les données correspondent à la somme des pays de la zone euro.²Hors G7 (Allemagne, Canada, États-Unis, France, Italie, Japon et Royaume-Uni) et pays de la zone euro.³Voir la note pour l'Inde dans la section des notes de l'appendice statistique.⁴Indonésie, Malaisie, Philippines, Thaïlande et Viet Nam.

Bibliographie

- Acemoglu, Daron, Philippe Aghion, Leonardo Bursztyn, and David Hémous. 2012. “The Environment and Directed Technical Change.” *American Economic Review* 102 (1): 131–66.
- Acemoglu, Daron, Ufuk Akcigit, Douglas Hanley, and William Kerr. 2016. “Transition to Clean Technology.” *Journal of Political Economy* 124 (1): 52–104.
- Acemoglu, Daron, and David Autor. 2011. “Skills, Tasks and Technologies: Implications for Employment and Earnings.” In *Handbook of Labor Economics* 4: 1043–171. North-Holland: Elsevier.
- Atinmo, Tola, Parvin Mirmiran, Oyediran E. Oyewole, Rekia Belahsen, and Lluís Serra-Majem. 2009. “Breaking the Poverty/Malnutrition Cycle in Africa and the Middle East.” *Nutrition Reviews* 67 (Suppl 1): S40–46.
- Barwick, Panle Jia, Shanjun Li, Deyu Rao, and Nahim Bin Zahur. 2018. “The Morbidity Cost of Air Pollution: Evidence from Consumer Spending in China.” NBER Working Paper 24688, National Bureau of Economic Research, Cambridge, MA.
- Botzen, W. J. Wouter, Olivier Deschenes, and Mark Sanders. 2019. “The Economic Impacts of Natural Disasters: A Review of Models and Empirical Studies.” In *Review of Environmental Economics and Policy* 13 (2). Chicago, IL: The University of Chicago Press.
- Cantelmo, Alessandro, Giovanni Melina, and Chris Papageorgiou. 2019. “Macroeconomic Outcomes in Disaster-Prone Countries.” IMF Working Paper 19/217, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Committee for World Food Security (CFS). 2012. “Coming to Terms with Terminology.” Rome.
- Felbermayr, Gabriel, and Jasmin Gröschl. 2014. “Naturally Negative: The Growth Effects of Natural Disasters.” *Journal of Development Economics* 111: 92–106.
- Fogel, Robert. 2004. “Health, Nutrition, and Economic Growth.” *Economic Development and Cultural Change* 52 (3): 643–58.
- Gerlach, Christian. 2015. “Famine Responses in the World Food Crisis 1972–5 and the World Food Conference of 1974.” *European Review of History: Revue européenne d'histoire* 22 (6): 929–39.
- Hallegatte, Stéphane, Jun Rentschler, and Brian Walsh. 2018. “Building Back Better: Achieving Resilience through Stronger, Faster, and More Inclusive Post-Disaster Reconstruction.” World Bank, Washington, DC.
- Hallegatte, Stéphane, and Adrien Vogt-Schilb. 2019. “Are Losses from Natural Disasters More than Just Asset Losses?” In *Advances in Spatial and Economic Modeling of Disaster Impacts*, edited by Y. Okuyama and A. Rose. Cham, Switzerland: Springer Nature Switzerland.
- Intergovernmental Panel on Climate Change (IPCC). 2012. “Managing the Risks of Extreme Events and Disasters to Advance Climate Change Adaptation.” Special Report, Geneva.
- International Monetary Fund (IMF). 2019. “Building Resilience in Developing Countries Vulnerable to Large Natural Disasters.” IMF Policy Paper, International Monetary Fund, Washington, DC.
- Loayza, Norman V., Eduardo Olaberria, Jamele Rigolini, and Luc Christiaensen. 2012. “Natural Disasters and Growth: Going beyond the Averages.” *World Development* 40 (7): 1317–36.
- Pritchett, Lant. 2006. “Does Learning to Add up Add up? The Returns to Schooling in Aggregate Data.” In *Handbook of the Economics of Education*, edited by E. A. Hanushek and F. Welch, 635–95. North-Holland: Elsevier.
- Reed, William Robert. 2015. “On the Practice of Lagging Variables to Avoid Simultaneity.” *Oxford Bulletin of Economics and Statistics* 77: 897–905.
- Strobel, Eric. 2011. “The Economic Growth Impact of Hurricanes: Evidence from US Coastal Counties.” *The Review of Economics and Statistics* 93: 575–89.
- Strulik, Holger, and Timo Trimborn. 2019. “Natural Disasters and Macroeconomic Performance.” *Environmental and Resource Economics* 72: 1069–98.
- Timmer, C. Peter. 2000. “The Macro Dimensions of Food Security: Economic Growth, Equitable Distribution, and Food Price Stability.” *Food Policy* 25 (3): 283–95.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO). 2021. “UNESCO Figures Show Two Thirds of an Academic Year Lost on Average Worldwide Due to COVID-19 School Closures.” <https://en.unesco.org/news/unesco-figures-show-two-thirds-academic-year-lost-average-worldwide-due-covid-19-school>.
- United Nations Educational, Scientific and Cultural Organization (UNESCO), United Nations International Children’s Emergency Fund (UNICEF), and World Bank. 2020. *What Have We Learnt? Overview of Findings from a Survey of Ministries of Education on National Responses to COVID-19*. Paris.

